

**Mutinerie de sikhs
dans l'armée indienne**

**Un général tué
par ses hommes**

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde
de l'économie »**

Pages 9 à 11

**La réunion
du COMECON à Moscou :**
le premier sommet
des pays communistes
depuis treize ans

L'Argentine s'oppose au FMI L'hommage de l'Italie à M. Berlinguer

La réponse aux Sept

Chaque semaine que l'endettement du tiers-monde dominerait le sommet des sept pays industrialisés qui s'est achevé à Londres samedi 9 juin. Chacun savait aussi qu'aucune décision ne serait prise. Comme prévu, les Sept se sont donc évertués essentiellement à calmer les esprits, tout en réaffirmant leur stratégie de traiter au coup par coup, pays par pays, les questions financières, en accordant aux États « méritants » — en fait ceux qui acceptent de se serrer la ceinture — des facilités supplémentaires.

A peine réaffirmée, cette doctrine se voit battue en brèche par l'un des débiteurs les plus importants de l'Amérique latine : l'Argentine. Le gouvernement de M. Alfonsín, qui négociait depuis plusieurs semaines avec le Fonds monétaire international, a en effet, décidé de rejeter le programme d'ajustement qui soumettait lui voir adopter le Fonds en contrepartie de son aide et, rompant avec la tradition, a résolu de s'adresser directement à la direction de ce même Fonds pour lui faire connaître les raisons de son refus.

L'initiative de Buenos-Aires est intéressante à plus d'un titre. En premier lieu parce qu'elle s'oppose spécifiquement à la théorie orthodoxe qui veut que tout renforcement économique passe impérativement par une politique d'ajustement sévère et le plus souvent dure avec les plus pauvres. En second lieu parce qu'elle place le FMI dans une position délicate et risquée, bien que l'Argentine ait réaffirmé son intention d'honorer ses engagements, de provoquer de nouveaux remous dans le système bancaire américain.

On peut en effet se demander quelles seront les réactions des autres pays d'Amérique latine. Sept de ces pays avaient adressé aux participants du sommet de Londres une lettre leur demandant de réexaminer les moyens de régler globalement la question de la dette. Quatre d'entre eux, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et la Colombie, vont bientôt tenir une conférence à ce propos, et il n'est pas exclu que d'autres États s'y joignent.

La démarche de M. Alfonsín et les piètres résultats obtenus à Londres ne sont-ils pas destinés à renforcer la solidarité latino-américaine, même si pour l'heure la création d'un club des débiteurs semble encore exclue ? L'idée fait son chemin sur le continent que le paiement de la dette ne doit pas entraîner une baisse du niveau de vie des populations et un ralentissement du développement économique, bref que la sortie de la crise doit s'effectuer par le haut et non par le bas. Le gouvernement argentin a donc dit clairement ce que beaucoup pensent. C'est en cela sans doute que sa démarche est la plus « révolutionnaire ».

On est bien loin des conclusions du sommet de Londres, et le réveil risque d'être dur.

La fin du sommet de Londres

Lire pages 3 et 4
les textes officiels
et les articles
de BERNARD BRIGOULEUX
et de PHILIPPE LEMAITRE

Buenos-Aires refuse certaines des conditions posées par le Fonds pour le rééchelonnement de sa dette

Les discussions menées depuis des semaines entre le Fonds monétaire international et l'Argentine au sujet de la dette extérieure du pays viennent de connaître un rebondissement qui, pour n'être pas complètement inattendu, n'en revêt pas moins une importance capitale. Dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10, le président Raúl Alfonsín a réuni son cabinet pendant deux heures pour lui faire part de la décision qu'il avait prise : l'Argentine n'accepte pas tel quel le programme économique proposé par le FMI. Cette décision, si elle était confirmée, serait lourde de conséquences, dans ce pays miné par l'inflation (1). Le programme du FMI est en effet la condition mise pour faciliter le paiement de la dette de l'Argentine qui est le troisième des pays en développement (41,5 milliards de dollars). C'est en fait 20 milliards de dollars de prêts — presque la moitié de la dette totale — que le gouvernement argentin voudrait renégocier cette année avec les banques pour éviter une véritable faillite.

Le refus de certaines conditions posées par la mission du FMI qui a travaillé le mois dernier à Buenos-Aires était connu d'un groupe de députés du parti radical au pouvoir. M. Raúl Alfonsín les avait prévus qu'il se montrerait inflexible, refusant, au nom de la justice sociale, le gel de salaires demandé, qui lui serait pour lui une trahison de son électeur.

La procédure voulait que le gouvernement argentin donne d'abord son accord à la délégation du FMI, qui travaille dans le pays, puis adresse une lettre d'intention à son directeur, M. Jacques de Larosière. Cette lettre constitue l'étape préalable à la signature d'un accord de confirmation avec le Fonds, accord indispensable pour faire face aux échéances contractées envers les banques étrangères et pour poursuivre la renégociation de la dette.

Or M. Raúl Alfonsín s'est adressé directement au FMI, court-circuitant la délégation. On ne connaît pas la teneur de la lettre adressée à M. Jacques de Larosière. Selon le *Financial Times*, M. Alfonsín aurait fait valoir qu'il voulait miser sur la reprise économique et non sur la réduction des salaires, solution proposée par le FMI pour ramener le déficit budgétaire à 8 % du produit national contre 16 % en 1983.

Cette décision sans précédent n'a pas empêché le président argentin de souligner que son pays voulait honorer ses engagements financiers et bancaires.

Il n'empêche qu'une certaine inquiétude régnait dans les milieux officiels argentins où l'on reconnaissait que les négociations étaient dans l'impasse. « Nous nous attendions maintenant à des jours difficiles », déclarait-on dimanche.

(1) Le rythme de l'inflation dépasse 500 % l'an.

Point de vue

Transhumanes idéologiques

par ALAIN DUHAMEL

Dans la Puissance, et les Révoltes (1), son ami et conseiller Régis Debray aborde parallèlement son romantisme provocateur pour une révolte de gauche. Le quart de tour est cohérent. Il ne concerne pas seulement l'économie et le social mais aussi la politique étrangère : la solidarité atlantique et l'aspiré résolument européen, l'intérêt pour le tiers-monde mais le réalisme en Afrique, rien qui puisse, dans la politique de l'Elysée, effrayer l'Internationale socialiste... sinon une attente très gauchiste au pacifisme. Quant à l'action de Robert Badinter, n'incarne-t-elle pas un mariage d'amour entre l'État de droit et l'idéologie social-démocrate ?

Bien sûr, ce changement dans le changement ne fait pas le bonheur de tous. Le PC y assiste en témoin courroucé. Le CERES se démerle et prend date. La « gauche gauche » triomphe sans fausse modestie. Jean Popper, le plus rigoureux et le plus rationnel des gardiens de la loi, fusille durement les idées à la mode d'Alain Touraine et Jacques Julliard, préférant ferrailler avec les catéchistes socio-démocrates plutôt que de blâmer le plus récent et le plus illustre des catéchismes. Les militants y perdent un peu leur latin : le durcissement ligue n'est pas étranger à la nécessité de rendre hommage aux deux lères à l'instinct où le Prince change de religion.

Loin de se féliciter de cette évolution, les principaux leaders de l'opposition durcissent au contraire leur discours. L'Elysée se tempère, il se radicalise et enfourche sans hésiter les chevaux de bataille des néolibéraux. Chez eux aussi, le changement de direction est net, le quart de tour droite idéologique perceptible. Lorsqu'elle siègeait dans l'opposition, la gauche prônait la rupture avec le capitalisme. Aujourd'hui qu'elle repousse les échéances, c'est la droite qui milite à son tour pour la rupture franche avec le socialisme.

La livre récente de Valéry Giscard d'Estaing *Deux Français sur trois* (2) en témoigne. L'ancien président voulait naguère gouverner au centre, réconcilier les Français, décrier la vie politique, travailler pour l'unité nationale, il traverse cette fois toute tentative social-démocrate. Il faut désormais, selon lui, libérer les forces productives et créatrices, déreglement, débureaucratiser, ramener l'État-Léviathan à de plus modestes proportions, dénationaliser bien sûr, limiter le pouvoir des fonctionnaires et des syndicats, accroître l'écono-

M. Enrico Berlinguer est « cliniquement mort », disaient-on ce lundi 11 juin, en fin de matinée, au siège du PCI à Rome, où l'on attendait un communiqué officiel annonçant le décès du secrétaire général. Le dernier bulletin publié par les médecins de Padoue indiquait lundi matin que les fonctions cérébrales de M. Berlinguer avaient totalement cessé.

Rome. — Le bulletin de santé publié lundi 11 juin dans la matinée par l'hôpital de Padoue ne laissait plus d'espoir d'amélioration de l'état de M. Enrico Berlinguer. Cet état, disait-il, « s'est durablement aggravé dans la nuit. Le coma est irréversible ». La président Pertini était attendu dans la matinée à Padoue.

Depuis que M. Berlinguer est entré dans la salle de réanimation de l'hôpital, jeudi, après avoir été frappé d'une hémorragie cérébrale, n'ont cessé d'affluer de toute part des messages de sympathie parfois d'une touchante simplicité. Rares la mort d'un homme politique aura suscité une telle émotion populaire spontanée. Des millions de personnes appellent l'hôpital où le siège des fédérations communistes pour demander des nouvelles. Les sacs de lettres et de télégrammes s'accumulent dans les locaux de la Via delle

De notre correspondant

Botteghe Oscure, siège du PCI. Devant la porte, la foule attend.

A Padoue, pourtant au cœur de l'Italie « blanche », la ville a réagi avec un esprit de solidarité que saluent les communistes : dans les soixante-cinq églises de la ville, au cours des sermons de dimanche, les prêtres ont demandé aux fidèles de prier pour M. Berlinguer (dont la femme au domicile est une catholique pratiquante). Même le journal néo-fasciste *Il Secolo d'Italia* a consacré un article au secrétaire général du PCI, soulignant son action pour prendre des distances à l'égard de Moscou.

Plus de chef

Les polémiques politiques sont provisoirement suspendues. Dimanche, le décès du personnel a continué au chevet du dirigeant communiste (hommes politiques, syndicalistes). Là aussi, devant la porte de l'hôpital, une petite foule attend, silencieuse. Des femmes pleurent.

Le président du conseil, M. Craxi, est venu lui aussi à Padoue. Les consignes du Parti, transmises à la foule par le frère de M. Berlinguer, ont été respectées : on a gardé le silence à l'arrivée du président du conseil, même si chacun se souvenait que lors du congrès du Parti socia-

liste, M. Berlinguer avait été sifflé. « Je connais Enrico depuis trente ans, c'est beaucoup dans la vie d'un homme. Ces derniers temps, nous nous opposions, mais je veux espérer qu'il continue à vivre », a déclaré M. Craxi en sortant de l'hôpital.

Au siège du PCI, à Rome, le drapeau rouge orné de noir ne flotte pas encore. Mais dans les couloirs, chacun sait qu'il n'y a plus d'espoir et que s'ouvre pour le parti une nouvelle phase de son existence. Depuis samedi à midi, lorsque M. Nilde Jardi, présidente de la Chambre des députés (communiste), est sortie de la salle de réanimation les yeux rouges, laissant tomber un lacrymologue « il n'y a plus d'espoir », les communistes italiens ont dû se rendre à l'évidence : ils n'ont plus de chef.

Dans un communiqué publié dimanche par l'Unità, la direction du PCI a salué son secrétaire général par un message qui sonne comme un serment de fidélité. Afin d'offrir au pays l'image de la détermination et de la continuité, les principaux dirigeants communistes ont poursuivi leurs meetings électoraux dans tout le pays. Mais, au-delà de la tristesse profonde qui se lit sur les visages et malgré le sursaut du deuxième parti d'Italie qui entend poursuivre, voire gagner, la bataille que son chef n'a pu mener à terme, on dénote une inquiétude réelle.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 4.)

LE NEUVIÈME FESTIVAL DE JAZZ D'ANGOULÊME

La débauche et le silence

Placé sous le double signe des tropiques et d'un hommage à Duke Ellington pour le dixième anniversaire de sa mort, le Festival d'Angoulême a donné dans la profusion. Profusion des sons, des styles, des origines et des décibels. Alternance de la tradition, de la recherche et des musiques pop (d'Afrique ou de la Caraïbe). Variétés des rythmes sous-titrés « Le swing dans tous ses états » (tout un programme) en seize concerts proposés par l'association Jazz en France et le centre d'action culturelle, avec le concours du ministère de la culture.

Pendant une semaine, cette somptueuse revue de l'état des musiques noires et du jazz laisse un peu abasourdi. On eût pourtant, au milieu de la deuxième nuit, la formidable prestation de Michel Portal, avec Mino Cinelu. Sixième Continent, Martiniquais aux accents rasta et à la parole incisive, avait ouvert le bal avec autant de présence que dans leurs animations de rue. Zékié, d'Haïti, puissante machine trop régulière, paraissait, lui, écrasé par une sonorisation sans nuances qui, la veille, soulignait la prestation d'Édith Louis. Portal s'est alors lancé à la tête d'une espèce de double quartet, augmentant les claviers de Joachim Kühn.

On sait bien que, dans la musique improvisée, il ne suffit pas de rassembler autant de talents, d'affinités et de différences pour faire un groupe. Il ne suffit pas non plus que ce groupe se prête par sous-ensembles aux combinaisons les plus variées. Il ne suffit même pas de la participation d'un musicien aussi

complet, aussi spectaculaire que Mino Cinelu. Et il suffit encore moins d'écrire — ce qui était le cas — un parcours ferme et précis, jalonné de thèmes, d'éclatements, de repères ou de ruptures de rythmes pour qu'il y ait vraiment de la musique. Il faut plus « simplement » que le groupe se mette immédiatement à exister, que la circulation des ondes de jouer trouve sa vitesse juste et son intensité propre, qu'un équilibre précaire s'invente entre l'ascès et l'effondrement, entre le débordement et la catastrophe, qu'une poignée de hasards se transmettent en autant de miracles et que ces conditions, plus quelques autres sans doute, se réalisent dans le temps exact du concert.

Parfois, le passage à l'acte du concert laisse ingénument croire qu'il n'était soumis à aucune autre circonstance que celle de son plaisir et de sa réussite. C'est, quant au contraire, assez rare. Ce fut ici largement le cas. Même le fameux rappel de Portal au bandonon a paru intégré dans la logique démesurée de l'ensemble, comme fait expresse pour le relancer et le renouveler avec le retour de tous les musiciens.

Un autre rappel, la veille, avait donné la même impression, celui d'Édith Louis. Les rappels sont devenus un exercice obligé des concerts et des festivals. On ne peut donc que pointer ceux qui ne sont pas seulement accordés comme une politesse ou provoqués comme on reprend du fromage.

FRANCIS MARMADE.

(Lire la suite page 14.)

Quatre « Grands Jurys RTL-le Monde » exceptionnels

Les chefs de file des quatre listes patronnées par des groupes parlementaires pour les élections européennes sont reçus au « Grand Jury RTL-le Monde ».

Mardi 12 juin, 18 h 30 : M. François DOUBIN, ERE.

Mercredi 13 juin, 18 h 30 : M. Lionel JOSPIN, PS.

Jeudi 14 juin, 18 h 30 : M. Simone VEIL, Union de l'opposition.

Vendredi 15 juin, 18 h 30 : M. Georges MARCHAIS, PC.

Dirigés par Élie Vannier, ces débats seront animés par André Passeron et Bernard Brigueoleix (le Monde), Gilles Leclerc et Dominique Penquin ou Bruno Cortès (RTL).

(1) Gallimard.
(2) Flammarion.

Le Monde

idées

Le PCF tel qu'en lui-même

par MAURICE DUVERGER

LES élections européennes ne modifieront guère les rapports à l'intérieur de la gauche. Que le PCF manifeste une certaine remontée ou qu'il accentue sa décadence, nul ne pourra déterminer s'il a gagné ou perdu en critiquant le gouvernement ou en y maintenant ses ministres. Qui parle dans un sens et agit dans l'autre ne peut jamais savoir à quelle face de son double visage le public est plus sensible. Le scrutin du 17 juin réjouira ou attristera les dirigeants et les militants du parti, mais il ne les éclairera point. Quel qu'il soit, il ne changera pas la situation des socialistes, qui n'ont intérêt ni à se rapprocher des communistes ni à les bouter hors des ministères.

Depuis sept ans, le Parti communiste a compris que l'union de la gauche profite à ses partenaires plutôt qu'à lui. Il souhaite la rompre, mais il ne peut pas le faire ouvertement parce que ses électeurs ne l'admettraient pas. Même quand elle les déçoit, ils la préfèrent à la droite. Une telle situation laisse à Georges Marchais le choix entre deux politiques seulement : masquer ses réticences et jouer l'allié loyal, ou critiquer verbalement le comportement des socialistes sans rompre avec eux en pratique. Dans l'opposition, les communistes sont passés de la première stratégie à la seconde en 1977, vilipendant François Mitterrand et le PS tout en restant fidèles à la discipline républicaine au second tour des élections. Dans la majorité, ils viennent de prendre le même tournant. Après avoir soutenu la politique de la gauche depuis 1981, ils la combattent ouvertement aujourd'hui, tout en se ralliant à la majorité dans les votes de confiance à l'Assemblée nationale.

Rien ne prouve que cette nouvelle contradiction entre les paroles et les actes n'aura pas pour eux des résultats aussi déplorables que la précédente. En tout cas, elle est certainement préférable pour le PS à une décision à la Ramadier démission-

nant d'office les ministres communistes. Il n'est jamais bon pour un parti de tenir un discours radicallement opposé à ses décisions. Même les plus obtus de ses électeurs finissent par s'apercevoir d'une telle divergence, qui tend à ruiner leur confiance dans ceux qui la pratiquent.

Le péril est d'autant plus grave pour le PCF qu'il est soupçonné de permanence d'avoir des objectifs contraires à ceux qu'il proclame. On ne parle pas impunément un langage de bois pendant plus d'un demi-siècle. Comment prendre au sérieux les propos tenus aujourd'hui par ceux qui ont fait de Staline un bon papa gentil et libéral, « net et lumineux... [qui] rit comme un enfant » (Henri Barbusse), un homme « au cerveau d'ours » (Paul Eluard) ? Qui ont vu en URSS « l'image de la démocratie vraie » (Maurice Thorez), qui ont tenté de dissimuler le rapport Khrouchtchev, qui récrivent constamment leur propre histoire ?

Certes, le Parti communiste d'aujourd'hui est moins rigide que celui d'autrefois. Mais l'évolution demeure encore très faible par rapport au chemin qui reste à parcourir pour devenir digne de foi. Il ne suffit pas d'affirmer qu'on refuse le modèle soviétique quand on continue à le proclamer « globalement positif » (Georges Marchais), et à prétendre que « l'URSS n'est pas une dictature » (Claude Poperon). Les soupçons s'aggravent quand on présente comme modèle de démocratie un PCF où les décisions sont prises habituellement par des votes à plus de 99 %, à la manière des suffrages obtenus par le grand frère d'Union soviétique. Quand on nie des fraudes électorales qui sont évidentes pour tout observateur sérieux. Quand on met en cause l'impartialité du Conseil d'Etat, après avoir demandé au premier

ministre de faire pression sur lui pour obtenir un jugement de faveur. Quand on prétend toujours détenir seul la vérité, inscrite dans les œuvres de Marx comme dans les Tables de la loi.

Maintenir au gouvernement des ministres qui en sont solidaires et dénoncer comme malveillante la politique appliquée par eux, la soutenir par un vote de confiance et continuer à la critiquer avec violence, cela ne permet guère au Parti communiste de faire croire à la sincérité de son discours. Cela réveille et renforce au contraire tous les soupçons qui persistent à cet égard. En multipliant les propos contraires à ses actes, il justifie ceux qui tiennent cette duplicité pour inhérente à sa nature même. Il apparaît tel qu'en lui-même il n'a jamais cessé d'être.

Sa contradiction actuelle est plus grave que celle de 1977-1981, qui avait au moins une justification : le respect de la discipline républicaine au second tour étant le seul moyen d'éviter un désastre électoral. Aujourd'hui, le refus de la confiance à l'Assemblée ou la simple démission des ministres communistes n'aurait aucune influence sur la politique des socialistes, qui détiennent à eux seuls la majorité absolue au Palais-Bourbon. Une telle décision serait seulement symbolique : elle attesterait que les communistes prennent de nouveau l'initiative de rompre l'union de la gauche, comme ils l'ont fait en 1977. C'est précisément ce qu'ils veulent éviter à tout prix.

Les socialistes ont quelques chances d'être favorisés par une telle stratégie, à condition de bien mettre en lumière que les attaques de leur allié ne modifient en rien la politique du gouvernement. Le PCF tente de justifier la contradiction entre ses critiques verbales et le maintien de ses ministres en prétendant que leur influence permet de limiter ce qu'il dénonce comme une

déviation de la gauche. Il est essentiel pour le PS de ruiner cette argumentation : non pas en imposant aux ministres communistes des obligations particulières, mais en les astreignant à se plier aux devoirs de leur charge, ce qu'ils font d'ailleurs en général. Encore convient-il désormais d'éviter tout écart dans les propos, comme celui de M. Le Pors sur les traitements des fonctionnaires, voici quelques mois.

En même temps, il est évidemment nécessaire que les socialistes justifient la voie où ils se sont engagés depuis un an. A travers les sondages, nos concitoyens apparaissent conscients que la rigueur est nécessaire et que la crise est durable. Encore faut-il leur expliquer pourquoi la gauche a le courage d'entreprendre les restructurations constamment ajournées par les gouvernements précédents, comment elle en atténuera le coût pour les travailleurs, comment elle entend concilier les objectifs du socialisme à la française et les impératifs économiques de l'époque. Au langage de communistes, qui invoquent sans cesse les promesses électorales, il faut à la fois rappeler qu'elles ont été tenues pour l'essentiel dès le début d'un septennat qui porte aujourd'hui le poids de cette fidélité, et que la gravité et la permanence de la crise ne permettent pas d'aller au-delà pour le moment. En précisant que l'optimisme du programme commun n'était pas plus absurde que celui de M. Giscard d'Estaing annonçant à intervalles réguliers la sortie du tunnel pour justifier son inaction. La faiblesse actuelle de la stratégie du PCF ne tient pas seulement à la contradiction entre les actes et les paroles, mais également au caractère irréaliste de ces dernières. Les travailleurs français de 1984 sont trop avertis pour rester longtemps sensibles aux vieilles chansons d'une démagogie qui tient du conte de fées plutôt que de socialisme.

LU

« LA MORT ET LE TESTAMENT DE JÉSUS »

par Franz J. Leenhardt

La signification de la mort du Christ

LA prédication et l'enseignement des diverses Églises chrétiennes sur la signification salutaire et rédemptrice de la mort du Christ sont loin d'être parfaitement clairs. Il est vrai que les théologiens non plus ne l'ont pas toujours été. Cependant, implicitement ou explicitement, on se réfère à une doctrine traditionnelle, commune à l'Église catholique et aux Églises de la Réforme : la mort du Christ serait un châtiment dont Jésus s'est chargé à notre place, afin d'apaiser la colère de Dieu, d'apporter à Dieu une satisfaction qui lui permette alors d'exercer envers les hommes sa miséricorde, comme s'il était empêché de le faire tant qu'un sacrifice sanglant ne lui aurait pas été apporté. Malheureusement cette doctrine dite de la « satisfaction viciaire » ne trouve pas de point d'appui dans les évangiles et ne correspond pas à un enseignement que Jésus aurait donné quant à la signification de sa mort. Mais il y a plus grave : cette doctrine véhicule une image de Dieu qui est sans cohérence avec l'image du Dieu que Jésus a voulu révéler aux hommes.

F.J. Leenhardt, qui compte parmi les grands exégètes de notre époque, a cherché une autre solution en limitant son enquête aux seuls évangiles synoptiques qui nous racontent à la fois la Passion du Christ et l'institution de l'Eucharistie. Il ne dépasse ce champ de recherche que dans les « éclaircissements » qui concluent l'ouvrage. Sa démarche n'est pas sans rappeler celle de ses collègues catholiques J. Dupont et Xavier Léon-Dufour. Pour lui, si Jésus a accepté la mort par obéissance à Dieu, alors qu'il aurait pu l'éviter et échapper à ses ennemis, ce n'est pas seulement, comme l'a soutenu le Père J. Pohier, pour être fidèle jusqu'au bout à son message et à son ministère, c'est parce qu'il a vu dans ce sacrifice le seul moyen de sauvegarder l'Évangile, tout en donnant encore à ses ennemis une chance de le recevoir. Il a voulu donner à l'homme rédempteur de Dieu la possibilité d'atteindre les pécheurs, en dépit de l'interdiction dramatique de son ministère : «... Jésus est mort pour que l'Évangile vive, et par lui le monde ». En ce sens, il est juste de dire qu'il est mort pour nous. Sa réponse à la liberté de l'homme pécheur a donc été la démarche d'amour de Dieu, la croix a pris sa place dans le dessein de Dieu, parce que celui-ci ne cesse de vouloir pardonner aux hommes leur péché, mais elle n'est pas la condition qui détermine le pardon de Dieu. Le

rôle de la croix n'a pas été de modifier les sentiments de Dieu à notre égard, mais de les manifester au travers de l'obéissance de son Fils. La crucifixion de Jésus est vécue par Dieu comme sa propre crucifixion, car c'est bien soi-même que Dieu sacrifie quand il accepte dans la croix de ne pas être reconnu comme Dieu.

Il nous est impossible de présenter ici tout le détail de l'argumentation exégétique de F.J. Leenhardt. Nous voudrions simplement attirer l'attention sur une œuvre qui mérita d'être méditée et sur les conséquences que l'auteur en tire pour la compréhension de l'Eucharistie. Ici aussi il renouvelle bien des questions. L'institution de la Cène est précisément destinée, tout comme la pâque juive (l'agneau immolé) à manifester de façon sensible la pérennité du dessein rédempteur de Dieu. Le signe sacramentel atteste non pas une identification des éléments eucharistiques et du corps du crucifié, comme la présence du Christ était enclose dans les choses. Cette présence est à chercher dans l'intention du Christ de se rendre présent aux siens. Le signe « fait signe » : il nous indique précisément cette intention. Les éléments ne sont pas seulement ce qu'ils sont matériellement, le geste de Jésus déclarant : « Ceci est mon corps », sort l'objet de sa pure objectivité intemporelle. Celui-ci est pris en charge par l'intention qui s'exprime dans le geste de Jésus. Il en reçoit sa finalité.

Le nouvel ouvrage de F.J. Leenhardt n'entraînera pas nécessairement l'adhésion de tous. Aussi bien l'auteur s'est-il bien marqué les limites de son projet. En particulier, il n'a pas étudié les rapports entre la crucifixion et la résurrection. Mais ce livre devrait constituer une pièce importante, sinon capitale, dans le dossier oecuménique. Les nombreux dialogues oecuméniques qui s'établissent à l'heure actuelle entre les diverses Églises, se heurtent encore trop souvent à une confrontation entre des positions traditionnelles et un effort plus ou moins réussi pour les rapprocher les unes des autres. Sans doute le moment est-il venu de reprendre la discussion sur des bases nouvelles et de cesser de faire comme si les exégètes de l'Ancien et du Nouveau Testament n'avaient pas de vues nouvelles à faire valoir.

ROGER MEHL

* Édition Labor et Fides, Genève 1983, 148 p., 62 F. Diffusion : Bédigis, 77, rue de Valenciennes, Paris 6.

LETTRES AU Monde

Les combattants français oubliés...

Tous les Français qui vivaient en 1944 se souviennent du grand jour que fut le « D Day ». La célébration de son quarantième anniversaire ne peut les laisser indifférents. Que dire des rares Français qui ont participé aux opérations du débarquement ?

J'étais officier à bord de la frégate la *Découverte*, des FNFL ; nous avons quitté l'Angleterre le 5 juin, et le 6, aux lieux du jour, nous étions devant Vierville, à Omaha-Beach.

Peu assidue aux manifestations d'anciens combattants, je me faisais néanmoins une joie à l'idée de participer aux cérémonies du quarantième anniversaire. Je me suis adressé à l'Association des anciens FNFL ; rien n'était prévu, sauf que le 6 juin était la date choisie pour tenir à Paris l'Assemblée générale annuelle. J'ai alors demandé à un ami qui s'occupe des anciens de la 2^e DB s'ils pouvaient m'accueillir parmi eux : « Oui », a dissuadé ces membres d'assister aux cérémonies. Même réponse à l'amicale Action, dont ma femme fait partie. Bref, les Français qui ont participé au débarquement ne sont pas souhailés, pas plus que les Allemands !

J. AUDIBERT,

Paris.

L'alliance dans la différence

Dans son très intéressant article, (*Le Monde*, 26 mai 1984), M. Roland Schaefer écrit à propos de l'Europe : « Nous avons découvert la différence et nous ne savons pas encore qu'en faire ». Le problème, en effet, n'est pas de trouver une identité pour l'Europe, mais de montrer qu'elle est le lieu qui a su et sait préserver la différence. Mais au nom de quoi, demande M. Schaefer, préserver et aimer la différence ? Les raisons négatives, refus de l'intolérance et de tout racisme sont fortes. J'y ajouterai cependant une raison positive, à savoir que la différence est créatrice. Chacun doit comprendre que la différence de l'autre l'enrichit, à la condition, bien sûr, de respecter ce que j'appelle « la distance critique ». Il est temps de songer à une philosophie de l'alliance dans la différence, où la différence est le gage de la durée. Une telle philosophie est valable pour la vie publique comme pour la vie privée.

JACQUES DE BOURBON-BUSSET
de l'Académie française.

L'Irlande et la violence

J'ai noté que le bref compte rendu fait par votre quotidien de la condamnation de M. Pierre Banzet, intervenue le 15 mai à Cherbourg pour « détention et transport de munitions » (dans vos éditions du 17 mai), présente M. Banzet comme un « sympathisant de la cause catholique irlandaise ». Je suis convaincu que l'auteur des lignes en question conviendrait, après réflexion, que la formulation en est ambiguë, qu'elle assimile la cause catholique en Irlande à des agissements terroristes minoritaires. La réalité est, à l'évidence, bien différente. Nombre de hautes personnalités catholiques d'Ulster ont formellement déclaré que l'Église condamnait le recours à la violence. Et lorsque le pape s'est rendu en Irlande du Nord en 1979, il a affirmé que la violence ne saurait constituer une solution aux problèmes, qu'elle n'était pas dans la manière des chrétiens ni dans celle de l'Église catholique.

M. C. S. WESTON,
conseiller à l'information
de l'ambassade
de Grande-Bretagne.

Réponse à Tahar Ben Jelloun

A la suite de l'article de Tahar Ben Jelloun publié dans le *Monde* du 11 mai 1984, M. Eric Alboreo, actuellement emprisonné aux Baumettes à Marseille, et invoquant son droit de réponse, écrit à l'auteur :

Je considère, monsieur, que votre partialité ne peut émaner que de votre patronyme, car, d'une affaire que vous semblez méconnaître sous toutes ses phases, vous politisez un triste et regrettable fait divers, partant d'un malheureux accident qui s'est produit entre bandes de jeunes, comme il y en a sous toutes les latitudes, village contre village, quartier contre quartier, et ce pour le sourire d'une jeune fille peut-être trop agaçante. (Raisinez !... Vous allez loin, monsieur. J'avais vingt ans, la malheureuse victime dix-huit, et nous avions été élevés dans les mêmes quartiers.)

Et puis, pourquoi donc ne pas compléter vos informations et apprendre que je souffrais de maladie nerveuse traitée au moyen de médicaments dangereux. Ne criez pas à la guerre, monsieur, de crainte de créer l'escalade, mais pleurons ensemble la mort de cet adolescent qui aurait pu tout aussi bien être mon ami.

Point n'était besoin d'ajouter à ma peine cette diatribe frisant la

haine. Je ne puis la supporter car elle n'est pas conforme à la vérité. Que le ciel me pardonne, mais les hommes vont juger. Ne les influencez donc pas, monsieur, dans leur sérénité.

Les nationalistes ukrainiens n'étaient pas « fascistes »

J'ai lu parmi les lettres publiées dans le *Monde* du 24 mai celle de M. Arthur Rubinstein, qui affirme qu'en parlant dans son article de la lutte des Ukrainiens pour la libération de leur pays de 1943 à 1953 (*Le Monde* du 12 mai), Paul Goma glorifiait en fait les « fascistes » et les « pogromistes » ukrainiens et « occultait complètement leur alliance avec les nazis allemands », et de ce fait « Hitler en sort blanchi comme allié de la lutte de « libération ukrainienne ».

M. Arthur Rubinstein est injuste tant envers Paul Goma qu'envers les Ukrainiens. Car Paul Goma n'a fait que mentionner que les Ukrainiens ont lutté contre le pouvoir totalitaire et la domination de la Russie soviétique pendant onze ans (de 1943 à 1953), ce qui est un fait historique.

Cette lutte a été menée non pas par des fascistes et des pogromistes ukrainiens, comme le veut M. Rubinstein, mais par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), qui était une armée de résistance nationale. En lutte contre les nazis à partir de 1941, les nationalistes ukrainiens ont mis sur pied à partir de l'automne 1942. En 1943, ils contrôlaient déjà de vastes régions dans le nord-ouest de l'Ukraine. Des documents allemands confirment ces faits.

Hitler n'a jamais été un allié de cette lutte, comme le prétend M. Arthur Rubinstein. Il cherchait à faire de l'Ukraine une colonie de l'Allemagne nazie. Parmi les premières victimes de sa politique se trouvaient également les nationalistes ukrainiens. Ainsi, par exemple, les postes de la Gestapo et du SD en Ukraine repurent le 25 novembre 1941 l'ordre de rechercher et de li-

quider « en secret tous les membres du mouvement nationaliste de Bandera (document du tribunal de Nuremberg 014-USSR).

W. KOSYK,
historien (Paris).

Où sont les dix prisonniers du camp Nakar ?

A propos de la lettre de M. Pierre Revail (*Le Monde* du 1^{er} juin), M. Desbriats (Bayonne) nous écrit :

M. Marcos gardant, malgré tout, la majorité aux Philippines, on peut douter qu'il renonce à ses pouvoirs exceptionnels — en particulier celui de gouverner par décret. Il risquerait trop de voir sa « nouvelle société » s'effondrer. Il a d'ailleurs, depuis les élections, refusé de renoncer à ces pouvoirs, malgré les demandes qui lui étaient faites par les élus.

Un fait me revient maintenant à l'esprit. Quelques temps après l'imposition de la loi mariale (qui a eu lieu en 1972), un prêtre philippin, qui se sentait menacé parce que, aux yeux du gouvernement, il avait le tort de s'occuper des habitants des immenses bidonvilles et de leur apprendre à s'organiser, a cherché refuge à l'ambassade de France à Manille. Tout ce qu'on a pu faire pour le « protéger » a été de lui permettre de sortir par l'échelle de secours... Par la suite, il a été arrêté et a fait plusieurs années de prison.

Quoi qu'il en soit, et les choses étant ce qu'elles sont, on ne peut que souhaiter, pour le bien des uns et des autres et pour éviter des affrontements plus violents, que M. Marcos assouplisse sa dictature. Peut-être M. Revail lui-même pourrait-il intervenir, par exemple, pour qu'une amnistie soit accordée aux prisonniers politiques. Et, dans l'immédiat, que l'on donne des nouvelles, entre autres, des dix prisonniers du camp Nakar (île de Luzon), qu'on a fait « disparaître » au début de mai, alors qu'ils menaient une grève de la faim. Quatre des dix sont des femmes. L'une d'entre elles était enceinte et a fait une fausse couche à la suite des mauvais traitements que lui ont infligés les militaires... Le président Marcos acceptera-t-il de dire où se trouvent maintenant ces prisonniers ?

Des Philippines, qui nous connaissent et nous aiment, ont de la France une image quelque peu idéalisée. Je pense que, malheureusement, peu de Français se soucient d'eux.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 6287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 p. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 7,75 fl. ; Portugal, 86 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,30 S. ; Tchécoslovaquie, 170 sch.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Géral : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Mévy (1944-1969) Jacques Tournier (1969-1982)

Imprimé à Paris : S. P. des Indes PARIS-IX

Reproduction interdite de tout ou partie sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 685 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1240 F

II. SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'obligation de réimpression tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

1525000000

Les sept pays industrialisés ont ouvert quelques pistes mais proposé peu de solutions concrètes à l'endettement du tiers-monde

De notre envoyé spécial

Londres. — « Les orientations antérieures pour diminuer la charge des pays du tiers-monde lourdement endettés ne vont pas assez loin. Malheureusement, le progrès est insuffisant », a commenté M. Mitterrand à l'issue de la réunion des sept pays les plus industrialisés, samedi 9 juin à Londres. De fait, s'agissant de l'allègement du poids de la dette, le sommet n'a pris qu'un engagement concret, qui avait été proposé d'entrée de jeu par les États-Unis : encourager un réajustement pluri-annuel des dettes dans le cas où les pays débiteurs s'efforceraient par eux-mêmes, avec succès, d'améliorer leur situation. La politique de la récompense a déjà été pratiquée au profit du Mexique, se trouve dans ainsi officialisée.

Sur le plan pratique, c'est sans doute une bonne chose, la promesse d'un réajustement (PVD) qui « joue le jeu ». Il reste à savoir comment les gouvernements du tiers-monde réagissent, sur le plan politique et psychologique, à une formule qui repose indéniablement sur l'idée que les pays endettés sont dans leur tort, et que c'est donc leur devoir de réajuster.

Pour le reste, le sommet s'est contenté d'ouvrir quelques pistes, sans garantie de résultat, à bien qu'il faudra attendre pour vérifier la qualité des signaux ainsi fournis. Les Sept soulignent les inconvénients considérables qui résultent pour les pays endettés — mais aussi pour la diffusion de la reprise en Europe et pour sa consolidation — de taux d'intérêt trop élevés. Faut-il rappeler que l'ajustement des taux d'intérêt d'un point de vue à une augmentation de la charge annuelle de la dette des PVD d'environ 4 milliards de dollars ? La Communauté contient plusieurs références à ce problème, ainsi qu'à la nécessité, pour réduire la pression sur les taux d'intérêt, de diminuer, là où c'est nécessaire, les déficits budgétaires. Le fait nouveau, comme l'ont remarqué MM. Mitterrand et Thorn, président de la Commission européenne, c'est que, désormais, les partenaires des États-Unis — et singulièrement les pays de la Communauté — le procèdent tous avec la même force.

Il reste, comme l'a observé le chancelier Kohl, que, quelques semaines des élections présidentielles, il n'est pas question de dresser un réquisitoire contre la politique de Washington. Même écho de la part de M. Jacques Delors : « Les pays européens devraient privilégier une traduction plus concrète des orientations en matière de réduction des taux d'intérêt. (...) Mais il était difficile d'adopter un texte qui aurait pu gêner un gouvernement qui est en campagne électorale, il faut être réaliste. Le bonheur est une notion relative. »

Une allocation supplémentaire de DTS

Comme l'a remarqué M. Mitterrand, les autres mesures évoquées reprennent souvent des thèmes français. Elles partent toutes de l'idée qu'il convient d'atténuer les effets douloureux des politiques d'ajustement que le FMI impose aux pays débiteurs par un soutien accru.

En premier lieu, le communiqué souligne la nécessité d'accroître l'aide publique, mais le propos paraît largement rhétorique quand on sait qu'à Londres les États-Unis et la RFA ont persisté dans leur refus de renouveler les ressources de l'AID, l'agence de la Banque mondiale qui prête aux pays les plus pauvres, au-delà de ce qui a été récemment décidé (1). Par ailleurs, comme en témoigne le communiqué, les prévisions concernant l'entrée en vigueur du fonds commun pour les matières premières demeurent tout aussi vives.

Toutefois, l'idée d'inviter la Banque mondiale à mettre en œuvre des programmes de développement parallèlement au programme d'austérité imposé par le FMI aux pays débiteurs a été acceptée par tous.

Enfin, il est rappelé que le comité intermédiaire du FMI devra se prononcer à sa réunion de septembre sur l'opportunité d'une allocation supplémentaire de DTS (droits de tirage

spéciaux) pour un montant équivalent de 15 milliards de dollars. Les DTS seraient réservés aux pays en voie de développement.

Au-delà de ces mesures d'accompagnement d'une politique de l'endettement qui, il faut bien le souligner, demeurera inchangée, les Européens ont insisté pour que les PVD puissent devenir des acteurs à part entière de la reprise économique. M. Delors a relevé, chez les participants jusqu'ici les moins convaincus, c'est-à-dire bien sûr chez les Américains, « une évolution des mentalités favorisée par l'inquiétude ». Il pense que de ce fait l'impact de la réunion de Londres sur les gouvernements du tiers-monde devrait être « plutôt positif » : « L'immobilisme n'est pas du côté des pays industrialisés », a observé le ministre français.

Pas de renégociation immédiate du GATT

C'est en invoquant notamment les intérêts des PVD que les Européens ont écarté la proposition du premier ministre japonais, M. Nakasone, d'arrêter dès maintenant un calendrier en vue d'engager une nouvelle négociation commerciale multilatérale dans le cadre du GATT. Les Américains s'étaient déclarés, à l'origine, favorables à l'initiative de M. Nakasone, mais se sont finalement ralliés aux thèses des Européens.

Une telle négociation n'a de sens, ont expliqué ceux-ci, que si tous ceux qui y participent sont d'accord, de façon précise, sur les objectifs à atteindre. Les pays de la Communauté, qui, à l'évidence, considèrent le libre-échange affiché par le premier ministre japonais comme particulièrement suspect, ont ainsi fait valoir qu'il serait déraisonnable d'engager des pourparlers sur la libéralisation des services, alors que les PVD, très mal armés pour lutter sur ce terrain contre la concurrence des entreprises occidentales et japonaises, y sont opposés.

Dans le même esprit, les Français, qui, malgré le scepticisme affiché par les Américains, voire par certains de leurs partenaires de la Communauté, considèrent comme important que les travaux sur la réforme du système monétaire international engagés depuis le sommet économique occidental de Versailles en 1982 se poursuivent, ont fait admettre l'idée qu'à partir du printemps 1985 la comité intermédiaire des Dix (où, précisément, siègent des représentants du tiers-monde), devrait prendre le relais du groupe des Dix pour servir d'ancêtre à ces discussions.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) 9 milliards de dollars, au lieu de 12 milliards qui sont considérés par les experts comme un minimum. Les Européens, ainsi que la RFA, ainsi que le Japon, ont annoncé leur intention de rassembler des crédits additionnels, même si les États-Unis persistent dans leur refus.

Les principaux extraits de la déclaration économique

La reprise

À l'issue du sommet, une « déclaration économique » a été publiée. En voici les principaux extraits :

« La poursuite de la reprise réclame des efforts sans relâche. Nous devons tirer parti de toutes les opportunités qui se présentent maintenant pour renforcer les bases d'une croissance durable et de la création de nouveaux emplois. Nous avons besoin de répandre largement ses effets, chez nous comme dans les pays en développement, spécialement les plus pauvres, qui ont, plus qu'aucun autre, à gagner à une croissance soutenue de l'économie mondiale. Des taux d'intérêt élevés et un échec dans la poursuite de la réduction de l'inflation et dans l'atténuation des pressions inflationnistes pourraient mettre la reprise en danger. Une politique monétaire et budgétaire prudente, telle que celle qui a été poursuivie jusqu'à présent, devra être maintenue et, là où c'est nécessaire, accentuée. Nous réaffirmons l'engagement de nos gouvernements de poursuivre ces objectifs et ces politiques. »

« La tension croissante qui s'exerce sur la dépense publique dans tous nos pays n'est pas le moindre de nos soucis. La dépense publique doit être maintenue dans des limites supportables pour nos économies. Nous approuvons l'attention accrue donnée à ces problèmes par les gouvernements nationaux et les enceintes internationales telles que l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). »

La dette

« Dans la stratégie que nous avons définie pour traiter du fardeau de la dette de nombreux pays en développement, le Fonds monétaire international, dans les ressources ont été renforcées à cette fin, a joué un rôle-clé. Les pays débiteurs se sont montrés de plus en plus disposés à accepter la nécessité d'ajuster leur politique économique, en dépit des efforts douloureux et courageux que cela exige. Dans un climat de reprise mondiale et de croissance du commerce international, cette stratégie devrait continuer de permettre au système financier international de faire face aux problèmes qui peuvent encore se présenter. Mais des taux d'intérêt internationaux durablement élevés et, à l'origine, des taux plus élevés encore exacerberaient les difficultés des pays débiteurs et rendraient plus difficile la poursuite de cette stratégie. Ceci fait ressortir la nécessité de poursuivre des politiques qui conduiront à des taux d'intérêt plus bas et qui prendront en compte l'impact de nos politiques sur les autres pays. (...) »

En conséquence, les Sept sont convenus :

« De continuer et de renforcer, là où c'est nécessaire, les politiques visant à réduire l'inflation et les taux d'intérêt, de maîtriser la croissance monétaire, et, là où c'est

nécessaire, de réduire les déficits budgétaires. (...) »

« De maintenir et, là où c'est possible, d'accroître les flux de ressources, y compris l'aide publique au développement et l'aide par l'intermédiaire des institutions internationales financières et de développement, vers les pays en voie de développement et particulièrement les plus pauvres ; de travailler avec eux pour encourager plus d'ouverture aux flux d'investissement privé, et d'encourager les mesures concrètes dans ces pays pour économiser les ressources et stimuler la production alimentaire et énergétique locale. Certains d'entre nous souhaitent également mettre en vigueur le Fonds commun pour les matières premières. »

« De confirmer, dans un esprit de coopération avec les pays concernés, la stratégie relative à l'endettement, et de continuer à la mettre en œuvre et à la développer de façon flexible cas par cas ; nous avons passé en revue les progrès accomplis et nous attachons une importance particulière aux orientations suivantes :

« Aider les pays débiteurs à procéder aux changements de politique économique et financière nécessaires en prenant dûment en compte les difficultés politiques et sociales ;

« Encourager le FMI dans son rôle central dans ce processus, qu'il a mis en œuvre avec habileté ;

« Encourager une coopération plus étroite entre le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), et encourager le rôle de celle-ci dans la stimulation d'un développement à moyen et long terme ;

« Dans les cas où les pays débiteurs s'efforcent par eux-mêmes avec succès d'améliorer leur situation, encourager un réajustement plus-annuel plus large des dettes commerciales et être prêts, dans les cas appropriés, à négocier de façon similaire pour ce qui concerne les dettes contractées auprès des gouvernements et des institutions publiques ;

« Encourager les flux d'investissements directs à long terme ; de même, il importe que les pays industriels ouvrent davantage leurs marchés aux exportations des pays en développement, de telle sorte que ces derniers puissent améliorer leur situation en encourageant l'investissement en provenance des pays industriels ;

« Encourager la substitution de financements plus stables à long terme, tant directs que de portefeuille, aux prêts à court terme des banques ;

« D'inviter les ministres des finances à poursuivre, d'une manière urgente et approfondie, leur travail en cours sur les moyens d'améliorer le fonctionnement du système monétaire international, y compris les taux de change, la surveillance, la création, la maîtrise et la distribution des liquidités inter-

nationales et le rôle du FMI ; d'achever la phase actuelle de leur travail au premier semestre de 1985 en vue d'une discussion prochaine au comité intermédiaire du FMI. La question d'une allocation supplémentaire de droits de tirage spéciaux sera réexaminée par le comité intermédiaire du FMI en septembre 1984. (...) »

Le commerce international

Les Sept ont résolu :

« D'accélérer l'achèvement des programmes de libéralisation du

commerce en cours, en particulier le programme de travail du GATT fixé en 1982, en coopération avec les autres pays partenaires commerciaux ; de pousser les travaux en cours dans les instances internationales sur le commerce dans le domaine des services ; de réaffirmer l'accord réalisé lors de la session ministérielle de l'OCDE en mai 1984 sur l'importance d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, pour renforcer le système commercial libre et ouvert dans l'intérêt mutuel de toutes les économies, industrialisées et en développement. »

Le conflit Iran-Irak

« Nous avons exprimé notre profonde préoccupation devant le prix croissant en souffrances humaines, en destructions matérielles et en amertume qu'à coûté ce conflit, ainsi que devant les violations du droit humanitaire international qui ont eu lieu. »

« Notre espoir et notre désir à tous sont que les deux parties cessent leurs attaques l'une contre l'autre et contre les navires d'autres pays. Le principe de la liberté de navigation doit être respecté. Notre souci est d'éviter que ce conflit ne s'étende plus encore et nous ferons notre possible pour encourager les forces de la stabilité dans la région. »

« Nous encourageons les parties à rechercher un règlement pacifique et honorable. Nous soutiendrons tous les efforts ayant pour but d'y parvenir, en particulier ceux du secrétaire général des Nations unies (...). »

« Nous avons noté que le marché pétrolier mondial est resté relativement stable. Nous croyons que le système international possède à la fois la volonté et la capacité de faire face à tout problème envisageable par une poursuite de la démarche prudente et réaliste qui est déjà mise en œuvre. »

[Le texte sur le conflit Iran-Irak n'est pas à proprement parler une « déclaration » des sept, mais un « exposé de la présidence » britannique] (NDLR).

Les relations Est-Ouest et le contrôle des armements

« Nous sommes décidés à poursuivre la recherche d'un dialogue politique étendu et d'une coopération à long terme avec l'Union soviétique et ses alliés (...). Chacun de nous saisira toutes les occasions utiles de dialogue. »

« Notre but est la sécurité au niveau de forces le plus bas possible. Nous souhaitons des résultats rapides et positifs dans les diverses négociations sur le contrôle des armements, et la prompte reprise de celles qui sont aujourd'hui suspendues. Les États-Unis ont offert de reprendre les pourparlers sur le contrôle des armes nucléaires en tous lieux, à tout

moment, sans préalables. Nous espérons que l'Union soviétique agira de manière constructive et positive. Nous sommes convaincus que ceci serait dans l'intérêt commun de l'Est et de l'Ouest (...). »

« Nous croyons que l'Est et l'Ouest ont d'importants intérêts communs : dans la préservation de la paix ; dans le renforcement de la confiance et de la sécurité ; dans la réduction des risques d'attaque par surprise ou de guerre par accident ; dans l'amélioration des techniques de gestion des crises et dans la prévention de la dissémination des armes nucléaires. »

Terrorisme international

« Les chefs d'État et de gouvernement (...) ont noté le fait que les détournements d'avions et les enlèvements ont diminué depuis les déclarations de Bonn (1978), Venise (1980) et Ottawa (1981) par suite de mesures de sécurité accrues, mais que le terrorisme a développé d'autres techniques, parfois en association avec le trafic de drogue. Ils ont exprimé leur détermination de combattre cette menace par tous les moyens possibles, en renforçant les mesures existantes et en adoptant de nouvelles. »

« Ils se sont inquiétés de la facilité avec laquelle les terroristes traversent les frontières internationales et obtiennent un accès aux armes, aux explosifs, aux moyens d'entraînement et de financement. Ils ont noté avec une préoccupation particulière l'implication croissante d'États et de gouvernements dans des actes de terrorisme, y compris en abusant de l'immunité diplomatique. Ils ont reconnu l'importance des missions diplomatiques et les autres exigences du droit international ; mais ils ont souligné les obligations que ce droit impose également. »

« Parmi les propositions qui ont rencontré un soutien lors de la discussion figuraient les suivantes : coopération et coordination plus étroites entre les services de police et les organismes de sécurité et les autres instances appropriées, spécialement pour l'échange d'informations, de renseignements et de connaissances techniques ; (...) utilisation des pouvoirs du pays hôte selon la convention de Vienne, dans des domaines tels que les effectifs des missions diplomatiques et le nombre des bâtiments bénéficiant de l'immunité diplomatique ; examen par chaque pays des ventes d'armes aux États qui soutiennent le terrorisme ; consultation et, autant que possible, coopération, au sujet de l'expulsion ou du refus d'admettre dans leur pays les terroristes connus, y compris les personnes de statut diplomatique impliquées dans le terrorisme (...). »

« Tournée européenne du colonel Traoré. — Le premier ministre guinéen, accompagné des ministres des affaires étrangères et de la coopération internationale, est attendu, mardi 12 juin à Paris, au début d'une tournée européenne qu'il poursuivra à Bruxelles et à Rome avant de se rendre aux États-Unis. Le colonel Diarra Traoré, chef du gouvernement depuis la prise du pouvoir, le 3 avril, par les militaires, espère attirer des capitaux étrangers pour relancer l'économie de son pays. — (Reuter.) »

« Visite officielle du président argentin en Espagne. — M. Raul Alfonsín a commencé ce lundi 11 juin une visite officielle en Espagne, son premier à l'étranger depuis son élection. Les questions de la dette extérieure de l'Argentine seront au centre des entretiens. Selon l'ambassadeur de Buenos-Aires à Madrid, les discussions porteront essentiellement sur la demande à l'Espagne d'accorder des crédits à bas taux d'intérêt pour le redressement économique de l'Argentine. — (AFP.) »

NOUVEAU

LES DOSSIERS DE L'INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LES MULTINATIONALES*

IRM **25 FF**

LES ENTREPRISES MULTINATIONALES DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Dossier no 1: Leur importance et leur rôle

Dossier no 2: Acteurs d'un renouveau industriel?

***IRM** 45-47 rue de Lausanne CH-1201 GENEVE, Tél.: 32 53 32

LES ENTREPRISES MULTINATIONALES DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Dossier no 1: Leur importance et leur rôle

Dossier no 2: Acteurs d'un renouveau industriel?

***IRM** 45-47 rue de Lausanne CH-1201 GENEVE, Tél.: 32 53 32

DIPLOMATIE

LA FIN DU SOMMET DE LONDRES

M. Mitterrand se trouve encouragé par l'appel des Sept au dialogue avec l'Est

Londres. — Quatre textes politiques, si l'on inclut celui sur les valeurs démocratiques communes publiés vendredi 8 juin, pour une seule déclaration économique : si les Sept n'ont pas cédé à « la tentation du dérapage » vers d'autres sujets que ceux qui étaient censés les réunir dans la capitale britannique, comme l'a estimé M. Mitterrand lors de sa conférence de presse de samedi, on ne saurait dire que les préoccupations diplomatiques, voire militaires, aient été absentes de leurs délibérations.

Des délibérations dont, en outre, certaines rumeurs — l'Observer s'en faisait l'écho dimanche — les textes publiés ne gardent pas la trace. Si l'exposé de la présidence (donc d'origine britannique) sur la guerre Iran-Irak paraît si anodin, c'est que, selon le grand hebdomadaire londonien, il existe, en quelque sorte, une contre-lettre secrète, en l'occurrence un accord entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, sur une éventuelle intervention militaire dans le Golfe, en tout dernier recours et si les pays riverains le demandaient. On dément, naturellement, du côté officiel, l'existence d'une telle convention secrète.

En tout cas, certaines tiraillements se sont manifestés lors de la préparation de ce texte, notamment, semble-t-il, entre Français et Américains. Paris restant soucieux de ne pas achever de se couper de Téhéran malgré son orientation plus favorable à l'Irak (orientation que l'on présente d'ailleurs pudiquement comme la « simple exécution de contrats d'armement anciens »). C'est pour éviter un long débat sur la question que la présidence britannique a préféré s'en tenir, sur ce chapitre, à des observations de son crû, encore que

De notre envoyé spécial son texte fût susceptible d'être signé par tous.

Londres avait eu satisfaction sur le terrorisme — en tout cas d'avantage que le manque d'enthousiasme visible de la France pouvait le lui laisser attendre à l'origine. Et M. Mitterrand, de son côté, ne peut que se réjouir de la tonalité, assez nettement favorable au dialogue avec l'Union soviétique, de la déclaration sur les relations Est-Ouest et le contrôle des armements.

Le président de la République, qui a profité de l'occasion pour annoncer au détour d'une phrase les dates de son prochain voyage à Moscou, du 21 au 23 juin (il arrivera en fait dans la capitale soviétique le 20 au soir), a vu ainsi illustrer, par le texte sur les valeurs démocratiques communes puis par cette déclaration, la démarche qu'il a toujours préconisée : dans un premier temps, parler haut et clair, en disant sans détour ce que l'on pense, et dans un second s'offrir à la discussion. Il est vrai que les premières réactions de Moscou à ces deux motions qui lui étaient évidemment destinées n'ont rien de très encourageant. Mais pouvait-il en être autrement ?

Le sourire de M. Reagan

Il était en tout cas important pour le chef de l'Etat que différents textes portent la marque des analyses françaises, qu'il s'agisse des déclarations politiques ou de certaines orientations économiques, même si les travaux du sommet de Londres n'ont pas, il s'en faut de beaucoup, répondu à toutes ses préoccupations.

La Grande-Bretagne a cherché à obtenir de ses partenaires des mesures pratiques contre le terrorisme

De notre correspondant

Londres. — Ce n'était pas la première fois que les Sept consacraient une partie de leurs travaux au problème du terrorisme international, qui, à trois reprises, avait fait l'objet de déclarations lors de précédents sommets (1). Mais il s'agissait, cette année, d'aller plus loin, puisqu'il s'agissait de mesures pratiques, du moins pour dépasser le stade des résolutions, et, pour l'essentiel, on en était resté auparavant : notamment se livrer à un examen détaillé des moyens de prévention, étendre et organiser davantage une coopération, jusqu'à présent assez restreinte, et inviter d'autres pays à apporter leur contribution à cet effort.

Si l'ensemble des participants à la réunion était d'accord pour orienter la discussion dans ce sens, le gouvernement britannique y avait un intérêt particulier. Non seulement parce qu'il doit constamment faire face au terrorisme de l'IRA — dont l'action a été relancée ces derniers mois en Irlande du Nord — mais encore, et surtout, à cause de la crise qui l'a opposé au régime du colonel Kadhafi après la fusillade du 17 avril devant le bureau du peuple libyen à Londres, dont plusieurs membres, avant même le meurtre d'un agent féminin de la police, étaient fortement soupçonnés de s'être livrés à des activités criminelles sur le territoire britannique et d'être, par exemple, à l'origine d'attentats contre des dissidents.

La décision de rompre les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Libye a manifestement renforcé la réputation de fermeté et le prestige dont bénéficie M. Thatcher auprès de beaucoup de ses concitoyens. Cela ne pouvait qu'inciter la « dame de fer » à pres-

dre de nouvelles initiatives. D'autant plus que chez les travaillistes comme dans son propre parti, certains lui ont vivement reproché de n'avoir pas agi plus tôt. Son gouvernement a été pressé de prendre des mesures nouvelles et de tenter de promouvoir une révision des règles de l'immunité diplomatique. Comme pour une modification des dispositions de la convention de Vienne à ce sujet, il n'était guère envisageable d'obtenir un consensus parmi tous les Etats signataires, le ministre britannique de l'Intérieur, M. Leon Brittan, s'est employé à essayer de convaincre un nombre limité de pays, partageant les préoccupations du Royaume-Uni, de donner leur politique sur un plan pratique.

« Liste noire »

C'est ainsi qu'une semaine avant le sommet de Londres, M. Brittan avait soumis, lors d'une réunion européenne à Madrid, quelques-unes des idées retenues dans la déclaration des Sept. Mais il n'a pu faire accepter son projet de création d'une « liste noire » obligeant tout un groupe de pays à refouler les personnes (diplomates ou non) jugées indésirables par l'un des membres de ce groupe. La délégation française n'y était notamment pas favorable, préférant, comme pour tout ce qui a trait à la lutte contre le terrorisme, une action concertée moins formelle et plus discrète, avec le souci de rendre celle-ci plus efficace.

FRANCIS CORNILLI

(1) A Bonn (1978), Venise (1980) et Ottawa (1981).

Le risque était, en effet, du point de vue diplomatique, que cette réunion apparaisse très largement dominée par une coalition conservatrice Reagan-Thatcher-Kohl, outre le cas particulier de M. Nakasone. Et, plus que tout, elle tourne au meeting électoral du chef de la Maison Blanche. Compte tenu du rapport des forces, la France peut finalement estimer ne pas s'en être trop mal tirée, même si l'Est n'est évidemment pas sans signification que ce soit, de loin, le président américain qui affiche le sourire le plus satisfait.

M. Mitterrand s'est en outre montré sensible au fait que, notamment sous la direction — qu'on imagine énergique — de M. Thatcher, le sommet de Londres ait marqué un réel redressement par rapport aux précédents réunions du même type, s'agissant de l'harmonie de ses travaux et de la (relative) clarté de ses conclusions. Dans différentes autres enceintes, les Occidentaux avaient pu donner le sentiment, ces derniers mois, que leurs divisions ne cessaient de croître, non seulement dans le domaine économique, mais aussi sur un plan plus politique. De ce point de vue, le dixième sommet des pays industrialisés, sans doute plus ternes que les précédents, aura aussi été plus réconfortant. La prochaine réunion, en juin 1985 en RFA, permettra de vérifier si cette impression demeure. Il est vrai qu'entre-temps, d'importants échecs électoraux ont eu lieu...

BERNARD BRIGOULEUX

LES REACTIONS SOVIETIQUES SONT TRÈS NÉGATIVES

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les dirigeants soviétiques n'ont été nullement sensibles au plus plutôt conciliant employé à leur égard lors du sommet de Londres. Tous les documents adoptés par les Sept ont fait l'objet, samedi 9 et dimanche 10 juin, de sévères critiques dans la presse : « Incapables d'élaborer des mesures concrètes sur les problèmes économiques essentiels que les divisions, les Sept se sont lancés dans des déclarations politiques tapageuses », écrit la Pravda. Le texte sur les valeurs démocratiques partagées par les pays signataires est ainsi jugé « prétentieux », « plat » et « vide de sens ».

La déclaration sur les relations Est-Ouest a été tout aussi mal accueillie. Elle ne contient, selon le quotidien soviétique, que des « formules vagues » et ne fait que confirmer la volonté des Etats-Unis de ne négocier avec l'Est qu'à partir d'une « position de force ». Elle manifeste donc « l'incapacité des Occidentaux à mettre fin à la course aux armements ». Quant à la déclaration sur le terrorisme international, bien qu'elle ne désigne nommément aucun pays, c'est peut-être celle qui a le plus déplu aux Soviétiques : « Mentez, mentez davantage ! il en restera toujours quelque chose ». L'agence Tass cite Goebbels pour s'en prendre à « ceux qui essaient d'imposer, coûte que coûte, à l'opinion internationale leur invention sur la prétendue implication des Etats socialistes dans des actes terroristes ». L'agence soviétique attaque au passage le New York Times pour un article paru dimanche sur la filière bulgare dans l'attentat contre le pape (lire d'autre part).

Selon Tass, « le véritable instigateur d'actes terroristes contre des Etats souverains est Washington ». « Il suffit de rappeler les opérations qui ont entraîné la CIA pour assassiner des dirigeants cubains et libyens, la guerre non déclarée de la Maison Blanche contre le Nicaragua et les transferts d'armes aux bandes contre-révolutionnaires en Afghanistan », conclut l'agence soviétique.

D. Dh.

EUROPE

Pologne

LE NUMÉRO DEUX DE LA DIRECTION CLANDESTINE DE SOLIDARITÉ A ÉTÉ ARRÊTÉ

M. Bogdan Lis, responsable de l'organisation clandestine du syndicat Solidarité pour la région de Gdansk, a été arrêté, annoncé, le dimanche 10 juin, la télévision polonaise sans donner de précision sur la date de l'arrestation.

« Nous donnerons à la clandestinité trois autres militants pour le remplacer, et comme cela ils devront nous pourchasser pendant cinquante ans encore... » C'est ainsi que M. Lech Walesa a réagi dimanche, après qu'il eût — c'est-à-dire les dirigeants polonais — eurent annoncé à la télévision l'arrestation de celui qui fut son ami et compagnon de lutte au sein de Solidarité, M. Bogdan Lis, trente-deux ans, considéré comme le « numéro deux » de la direction clandestine du syndicat dissout, après M. Zbigniew Bujak.

M. Bogdan Lis, l'un des fondateurs des syndicats libres et négociateur des accords de Gdansk, avait été le responsable de la section de Solidarité dans cette ville, pendant toute la période légale du syndicat. Lorsque, le 13 décembre 1981, l'état de siège avait été proclamé en Pologne, il était immédiatement entré dans l'illégalité et avait pris en charge la direction clandestine de Solidarité pour la région de Gdansk. Recherché par toutes les polices, il s'était réfugié, dit-il récemment dans une interview radiophonique parvenue en Occident, à « être arrêté d'un moment à l'autre », comme l'avaient été avant lui quatre autres dirigeants du réseau clandestin, Janusz Palubicki à Poznan, et Wladyslaw Frasyniuk, Piotr Bednarsz et Josef Pinior, les trois responsables successifs de la région de Wrocław.

Le coup est très sévère pour la direction clandestine (TKK), même si, comme le souligne M. Walesa, elle a déjà fait la preuve de sa capacité à remplacer ceux qui « tombent ». Mais ce succès remporté par la police polonaise, qui redoublait d'efforts dans sa lutte contre les clandestins ces temps derniers, est pointé à double tranchant. Le nom de Bogdan Lis est étroitement associé dans l'esprit de tous les Polonais aux grandes heures de Solidarité ; son arrestation jette à nouveau une lumière crue sur le caractère répressif d'un pouvoir qui cherche à se donner des airs conciliants, en tentant par exemple — mais sans succès — de négocier avec les onze dirigeants de Solidarité détenus depuis décembre 1981 sans procès, les conditions de leur libération.

M. Bogdan Lis avait signé la proclamation de la direction clandestine du 15 mai dernier appelant les Polonais à boycotter les élections municipales du 17 juin, première consultation organisée dans le pays depuis 1980. Nul doute que les Polonais sauront comment rendre hommage dans huit jours à celui dont le combat vient de prendre fin. Ils se souviendront probablement aussi que Bogdan Lis avait sévèrement condamné, voici presque un an, la défection d'un autre membre de Solidarité, M. Wladyslaw Hardski, qui, après son arrestation, avait accepté de lancer à ses camarades, à la télévision, un appel à la reddition.

Les quatre dirigeants clandestins arrêtés avant lui ont été à la pointe des grèves de la faim menées dans les prisons polonaises depuis décembre dernier. Quant aux « onze », si l'Eglise a accepté de jouer les intermédiaires pour leur transmettre les propositions du gouvernement (renonciation à toute activité politique pendant deux ans en échange de leur libération et de celle de tous les prisonniers politiques), l'opération a échoué quand ils ont fait connaître, le 12 mai dernier, leur refus catégorique. Une autre grande figure du mouvement social polonais, M. Jacek Kuron, ancien dirigeant au comité d'autodéfense sociale (KOR), devait entamer ce lundi une grève de la faim dans sa prison, si aucune date n'était fixée pour son procès.

Italie

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Le procureur aurait conclu à la responsabilité des services bulgares dans l'attentat contre Jean-Paul II

De notre correspondant

Washington. — Le parquet italien aurait, selon le New York Times, conclu à la responsabilité directe « des organes et des institutions de l'Etat bulgare » dans la tentative d'assassinat du pape par Ali Agca le 13 mai 1981. A l'appui de ses révélations, le quotidien cite longuement, dimanche 10 juin, sous la signature de Claire Sterling, le rapport établi par le procureur Antonio Albano, le magistrat chargé de superviser l'enquête menée par le juge d'instruction Mario Martella. Ce rapport de soixante-dix-huit pages devrait être officiellement publié le mois prochain, et l'une de ses principales conclusions serait que l'élimination de Jean-Paul II aurait été décidée afin d'affaiblir le syndicat indépendant polonais Solidarité.

Autour du Temps des assassinats, livre dans lequel elle avait déjà dénoncé, en janvier dernier, le rôle de la filière bulgare dans l'attentat de la place Saint-Pierre, le Monde du 28 mars, Claire Sterling indique notamment que c'est la précision des vœux tardifs d'Ali Agca qui aurait emporté la conviction du procureur Albano. Suspecte a priori puisqu'ils faisaient suite à une année de menaces durant laquelle Agca avait affirmé avoir agi seul, ces vœux auraient en effet — à quelques « détails mineurs » près, écrit le magistrat — été totalement recouverts par le travail du juge Martella. Agca aurait notamment eu des contacts avec les membres d'extrême droite (les Loups gris) et des contrebandiers en drogue et en armes opérant avec le soutien de la Bulgarie.

C'est par l'intermédiaire de ce réseau qu'Agca aurait été mis en contact avec les services bulgares. L'un de ses membres, Oral Celik, aurait été l'un de ses plus proches complices, et le procureur Albano estime dans son rapport « devoir conclure » que cet homme était caché dans un camion de démolition destiné à l'ambassade de Bulgarie sur la route de l'Italie et exécuté le 13 mai 1981.

Le rapport du magistrat italien pourrait apparaître totalement convaincant s'il ne comportait, tel que cité et résumé par Claire Sterling, une grave incohérence. Selon le New York Times, en effet, le procureur Albano affirmerait que le complot pour assassiner le pape et affaiblir Solidarité « a été formé en juillet 1980 à une époque où Solidarité n'existait pas encore ».

BERNARD GUETTA

L'hommage à M. Berlinguer

(Suite de la première page.)

Contrairement à ce qui s'est passé dans le cas de Togliatti ou de Luigi Longo, la succession de M. Berlinguer n'a pas été préparée, même si des hommes nouveaux sont entrés au comité central lors du dernier congrès.

Le message qu'a laissé M. Berlinguer à son parti est clair : « La vie politique italienne traversera une phase de transition. Avant qu'une solution de rechange ne se dessine vraiment, il conviendrait d'inventer des phases, transitoires. Une disponibilité dans la continuité ».

Beaucoup pensent qu'à court terme, c'est-à-dire jusqu'au prochain congrès prévu dans trois ans, mais qui pourrait être avancé, la direction

du PCI sera confiée à M. Natta, responsable de la commission de contrôle. Un homme qui devrait maintenir les équilibres du parti. Par tempérament, M. Natta est un homme dur mais il est aussi capable de jouer les médiateurs. Dans le Corriere della Sera, répondant à un journaliste qui l'interrogeait sur la succession, M. Natta a déclaré : « Ce n'est pas le moment de poser ces questions. Cependant, le fait même que plusieurs noms circulent confirme la vitalité du PCI. Si nécessaire, nous pouvons choisir entre plusieurs voies. Il y a plus d'une possibilité. Avant tout, il s'agit de sauvegarder l'unité du parti ».

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

• ANNULATION DE LA VENTE DES CARNETS DE CHE GUEVARA. — Le gouvernement bolivien a obtenu de la justice britannique l'annulation de la vente aux enchères des carnets de l'ancien guérillero cubain Ernesto Che Guevara (le Monde daté 27-28 mai). Il avait écrit à la direction de Sotheby's pour lui faire savoir que les carnets appartenaient aux archives boliviennes. La vente, qui devait avoir lieu les 16 et 17 juillet prochain, devait atteindre environ 250 000 livres (3 millions de francs). — (AP.)

Honduras

• UN MEMBRE DE MÉDECINS SANS FRONTIÈRES TUÉ. — Un médecin espagnol, Elisenda Portabella Esqueda, a été tué le 2 juin lors d'un affrontement entre l'armée hondurienne et des guérilleros salvadoriens, a-t-on annoncé le samedi 9 juin à Tegucigalpa de sources militaires. Le docteur Portabella, trente ans, membre de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières, a été tué à Ocosingo dans l'ouest du Honduras, à 20 kilomètres de la frontière salvadorienne. — (AFP.)

Maroc

• CONdamnations. — La cour d'appel de Tanger vient de condamner soixante-deux personnes à des peines de trois mois à douze ans de prison. Les prévenus étaient jugés pour leur participation aux désordres qui ont éclaté en janvier 1984 à Kenitra. El-Kabir où la gare avait été incendiée. — (Reuters.)

Mozambique

• ATTAQUE DE LA RNM. — L'Agence mozambicaine de presse AIM a rapporté, samedi 9 juin, que dix personnes avaient été tuées et dix-neuf autres blessées au cours de l'attaque d'un amoncel, quatre jours plus tôt, à 12 kilomètres de la frontière du Swaziland, par des partisans de la Résistance nationale du Mozambique (RNM, rébellion armée). Toutes les victimes seraient des civils. — (AFP, AP.)

Panama

• PARTICIPATION MASSIVE AUX ELECTIONS MUNICIPALES. — Les Panaméens se sont rendus, le 10 juin, en grand nombre, aux urnes pour élire leur cinq cent cinquante-huit conseillers municipaux. Le scrutin, qui devait avoir lieu le 2 juin, avait été reporté, car les bulletins de vote n'avaient pas tous été imprimés. — (Reuters.)

Tunisie

• LE TRIBUNAL CRIMINEL DE TUNIS a condamné samedi 9 juin six Tunisiens à vingt ans de travaux forcés, et un septième accusé à dix ans de la même peine, pour « pillage et incendie » lors des émeutes de janvier 1984 à Tunis. — (AFP.)

TERRASSE FLEURIE
HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS

*L'après-midi, je monte à Longchamp,
et le soir, je cours à la "Terrasse Fleurie".*
y Point

3, RUE DE CASTIGNONE - 75001 PARIS - TEL. 260.37.80

LE MONDE
diplomatique
DE JUIN
EST PARU

العدد 1525

PROCHE-ORIENT

AMÉRIQUES

LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak et l'Iran acceptent sous conditions de mettre fin aux bombardements de zones civiles

L'Irak et l'Iran ont accepté, dimanche 10 juin, la demande du secrétaire général de l'ONU de mettre un terme aux bombardements de zones civiles. Téhéran a été le premier à accepter, à partir de mardi minuit, la proposition de M. Javier Pérez de Cuellar. Dans un télégramme adressé au secrétaire général des Nations unies, le président Ali Khamenei assure vouloir « montrer la bonne volonté de la République islamique d'Iran » en répondant à l'appel du secrétaire général de l'ONU, sous réserve d'une idéologique acceptation à Bagdad.

Pour la première fois dans la guerre irano-irakienne, le chef de l'Etat iranien a, en outre, demandé l'envoi d'observateurs des Nations unies pour « identifier celui qui serait responsable de la rupture de l'engagement ». Dans l'après-midi, l'Irak a accepté, à son tour, d'arrêter les bombardements des zones civiles des villes iraniennes. Le président irakien a même demandé au secrétaire général de l'ONU de « définir, le plus rapidement possible, les modalités de la trêve ». Pour l'Irak, les « arrangements nécessaires » doivent prévoir « la fin de toute concentration de troupes dans les villes ou près d'elles », afin d'éviter « que celles-ci soient mêlées aux combats ».

Le secrétaire général de l'ONU, qui effectuait actuellement une tournée au Proche-Orient, s'est félicité de la décision de l'Irak et de l'Iran. A une question sur une éventuelle amorce de règlement du conflit irano-irakien, il a répondu : « Il faut être prudent ».

La rapidité de la réponse iranienne traduit la vive inquiétude du régime de Téhéran face aux récentes attaques irakiennes des villes proches de la frontière. En effet, jusqu'à présent, l'Iran avait opposé un non ferme à toutes les offres de cessez-le-feu et tentatives de médiation, qu'elles provenaient de l'ONU, de l'Organisation de la conférence islamique, du mouvement des non-alignés ou des membres du conseil de coopération du Golfe.

Les bombardements systématiques de villes avaient repris le 5 juin dernier avec une attaque aérienne irakienne contre Baneh, un Kurdistan iranien, qui a fait 325 tués et plus de 300 blessés. L'Iran a aussitôt répliqué en frappant des villes d'Irak avec son artillerie et son aviation, ce qui a entraîné une nouvelle escalade de tension. Le bilan de ces attaques, qui se sont poursuivies jusqu'à dimanche, est de plusieurs

centaines de victimes dans les deux pays.

Un pétrolier koweïtien attaqué

Les attaques dans les eaux du Golfe se sont également poursuivies. Un pétrolier koweïtien, le *Kazimah*, a été attaqué dimanche par un « avion non identifié » dans le sud du Golfe, à 130 kilomètres environ des côtes du Qatar et à 90 kilomètres seulement des côtes irakiennes. C'est la première fois qu'un raid aérien est mené aussi loin au sud du Golfe. La plupart des attaques de pétroliers remontent jusqu'à des sources indépendantes ont, en effet, eu lieu au nord. Le *Kazimah* a été partiellement endommagé : un incendie qui s'est déclaré dans deux réservoirs de ballast a tribord a pu être maîtrisé par l'équipage, et le bâtiment fait route actuellement vers Bahrain pour y être réparé.

En revanche, l'Iran a catégoriquement démenti que deux navires aient été touchés par l'aviation irakienne dans la nuit de vendredi à samedi au large du terminal pétrolier de l'île de Kharg. Cette attaque annoncée samedi matin (le monde du 10-11 juin) n'a été confirmée par aucune source indépendante.

A Taïf, en Arabie Saoudite, les ministres du pétrole des six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont décidé ce lundi, à l'issue d'une réunion extraordinaire, de maintenir les prix actuels de leur brut et de ne pas faire de rabais sur les primes, différencielles de leurs exportations pétrolières, mais d'accorder des dédommagements en brut à l'acheteur « par une quantité correspondante à celle qu'ils pourraient perdre lors d'une attaque, dans le Golfe, du pétrolier qui transporterait leur brut ».

Le ministre koweïtien du pétrole, qui a présidé la réunion, a indiqué que ces décisions ont été adoptées en raison de la hausse des prix du pétrole des pays arabes du Golfe par rapport à celui des autres pays producteurs de brut sur le marché international, hausse consécutive à l'augmentation des assurances sur les pétroliers navigant dans le Golfe.

De source bien informée, on croit savoir que la décision d'accorder à l'acheteur du pétrole des pays du CCG un dédommagement équivaut aux compagnies d'assurance des pétroliers de payer des assurances trop élevées pour se rendre dans le Golfe et les accompagner à pourvoir le transport du brut des pays arabes du Golfe. — (AFP, AP.)

AFRIQUE

CORRESPONDANCE

Kisangani et le président Mobutu

Estimant que la ville de Kisangani a été « diffusée » par le reportage de notre envoyé spécial paru sous le titre « Kisangani tranquille et frondeuse » (le monde du 27-28 mai), M. Ishimampwa, wa Tshombe, conseiller du ministre de l'Information de Zaïre, nous écrit notamment :

« Kisangani, ville fortement secouée par la rébellion au cours des premières années de l'indépendance, mise à feu et à sang en 1964 par les rebelles multiraciaux, et en 1967 par les hommes de Bob Denard, ne connaît de ces centres que grâce à l'action entreprise par le président Mobutu ».

« Il n'est pas une légion, croyez-moi, ceux qui, par les gens de Kisangani, ont oublié que c'est lui qui y a ramené la paix, et recréé les conditions de l'expansion ».

« Kisangani a été institué en troisième pôle économique du pays, et le pouvoir s'attelle à doter cette ville d'une infrastructure digne de son rang. Il abrite l'une des sociétés textiles les plus importantes du pays, constituée par des capitaux zaïrois et français (Sotexco), un aéroport de classe internationale, une station de télécommunication par satellite, le complexe universitaire le plus grand du pays, etc. C'est également à quelques kilomètres de la ville que se réalise l'unité sucrière de Lokola, avec la coopération chinoise. (...) »

« Le président Mobutu a séjourné plus de vingt jours dans la région, au contact des foules. Les images de cette tournée ont été vues à la télévision zaïroise et les échos sonores diffusés régulièrement sur les antennes de Radio-Nationale. »

« N'est-ce pas là un témoignage éloquent de l'adhésion et de la ferveur de la population de Kisangani à l'action de pacification et d'unification du pays par le président Mobutu, contrairement aux allégations de votre envoyé spécial ? »

Namibie

Les dirigeants de l'aile interne de la SWAPO ont été arrêtés

La plupart des dirigeants de l'aile interne de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont été arrêtés, samedi 9 juin, à 13 kilomètres de Windhoek, alors qu'ils fêtaient la libération, le mois dernier, de cinquante-quatre militants de l'organisation. Parmi les trente-sept personnes interpellées par la police figurent M. Mazulili, président par intérim, en territoire namibien, de la SWAPO, ainsi que deux autres, M. Lubowski et Ruppel. L'administrateur général sud-africain de la Namibie a indiqué, dimanche, que la police prendrait des mesures « encore plus sévères » à l'égard du mouvement nationaliste, si ses partisans armés ne mettaient pas fin à leurs attaques.

D'autre part, le Vatican a confirmé que Jean-Paul II accorde, ce lundi, une « audience privée » à M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain, arrivé dimanche à Rome, dernière étape de sa tournée européenne. De son côté, après avoir reçu, vendredi 8 juin, deux jours après la prise du Temple d'or, les autorités ont démenti un peu plus tard l'information selon laquelle les rebelles, rendus furieux par la destruction d'une partie du Temple, s'en seraient pris à la police. Les choses seraient, depuis, « rentrées dans l'ordre ».

Dans le Bihar, au nord-est de l'Inde, le nombre des mutins a été évalué à plusieurs centaines. Une section de soldats du centre militaire sikh de Ramgarh a tué un général de brigade de confession hindouiste, R.S. Pari, et blessé six autres officiers, dont un est dans un état grave. Les combats entre loyalistes et rebelles se seraient poursuivis pendant plus de deux heures à l'intérieur du campement. Criaient des slogans anti-gouvernementaux, les mutins se sont ensuite répandus dans la ville, bienôt rejoints par plusieurs groupes d'extrémistes. Les rebelles se sont emparés de plusieurs autobus et véhicules privés (environ trente-

Liban Le secrétaire général de l'ONU à l'épreuve du feu...

De notre correspondant

Beirut. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, a fait connaissance, à l'occasion de son séjour au Liban, avec les risques et aléas inhérents à tout passage dans ce pays, fût-il court et agréé par toutes les parties. La formation de deux hélicoptères libanais qui transportaient M. de Cuellar et sa suite de Beyrouth à Damour, en effet, assailli, dimanche 10 juin, un tir de fusées syriennes en survolant le Bekaa. « Nous avons eu beaucoup de chance », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, dont les services avaient naturellement informé les autorités syriennes du plan de vol de l'armée de l'air libanaise. Mais il semble que le ministre syrien de la défense n'en ait pas été avisé...

M. Pérez de Cuellar avait déjà eu droit à un changement de parcours de l'hélicoptère qui le ramenait au Liban du Sud à Beyrouth, le périmètre du ministère de la défense où il devait attendre étant brusquement devenu « peu sûr ». L'appareil s'était posé à Jourhah (secteur chrétien) où, la veille, une voiture piégée avait explosé, faisant deux morts et quinze blessés. De la terrasse de son hôtel à Beit-Mer, le secrétaire général de l'ONU a pu enfin assister longuement, avec vision panoramique, à l'un de ces tirs d'artillerie de Beyrouth à la serce. Et cette nuit-là, celle de samedi à dimanche, fut particulièrement agitée (un mort, dix blessés). Le lendemain et la nuit suivante le furent également, ce qui remet en cause la reprise du débat d'investiture du gouver-

nement d'union nationale qui trône en longueur devant un Parlement exprimant de la sorte sa grogne.

Ainsi « étié » sur le terrain, M. de Cuellar ne paraît pas avoir obtenu de résultat très probant sur le plan politique. Ayant bien précisé qu'il n'apportait « ni solution miracle ni fausse nouvelle », il s'est trouvé confronté à l'insistance des autorités libanaises pour un règlement séparé du problème du Liban du Sud, alors que, lui-même, proposait une approche globale de la crise du Proche-Orient dont le Liban entier ne serait qu'un des éléments, dans le cadre d'une conférence internationale.

Le premier ministre libanais, M. Shami, lui a, de son côté, tendu un piège, en proposant publiquement l'installation d'une force d'interposition des Nations unies dans le Bekaa, entre les troupes syriennes et israéliennes qui occupent chacune une partie de cette vaste libanaise. M. de Cuellar a été obligé de rejeter cette plaine empoisonnée, en soulignant que ce serait, de la part des Nations unies, contribuer au partage du Liban.

Damour, pour sa part, a catégoriquement refusé d'un discours. M. Shami a enfin rejeté une demande du premier ministre libanais, M. Karamé, en vue de négociations indirectes pour parvenir à des arrangements de sécurité libano-israéliens, en soulignant que l'ère des pourparlers par l'intermédiaire de tierces parties était bien révolue pour le Liban.

Soudan

Deux techniciens ouest-allemands enlevés par les rebelles du Sud

Khartoum (AFP). — Deux techniciens ouest-allemands ont été récemment enlevés par les rebelles du Sud-Soudan, opposés au régime de Khartoum, selon le gouverneur de la région de Bahar-El-Ghazal (sud du pays), M. Leysen Wol Wol.

Selon le journal *Al-Sahafa*, le gouverneur n'a fourni aucun détail sur les circonstances de cet enlèvement, mais a démenti certaines informations parues dans la presse étrangère, et selon lesquelles soixante-trois soldats soudanais auraient également été enlevés.

Selon M. Wol, les guérilleros et leurs otages ont atteint la frontière entre la province du Haut-Nil et celle de Bahar-El-Ghazal, et se dirigent vers l'Éthiopie.

Par ailleurs, selon l'agence soudanaise de presse Sana, le gouverneur

a exposé samedi au président Nemeiry les problèmes de ravitaillement de sa province, où les guérilleros de l'ALPS (Armée de libération du peuple soudanais, branche militaire du Mouvement de libération des peuples du Soudan), sont particulièrement actifs.

Les maquisards du Sud-Soudan s'efforcent en effet de paralyser les voies de communication entre le nord et le sud du pays, et ont lancé plusieurs attaques, au cours de la saison des pluies, contre des ponts stratégiques. Ils ont notamment détruit en mars dernier le pont ferroviaire de Lol, qui assure l'unique liaison par rail entre le sud et le nord. M. Wol a affirmé que le pont serait reconstruit au début de la fin de la saison des pluies.

Canada

La question de l'indépendance sera au centre des prochaines élections au Québec déclare le parti de M. René Lévesque

De notre correspondant

Montréal. — A l'occasion de son neuvième congrès, tenu à Montréal les 9 et 10 juin, le Parti québécois (au pouvoir) a renoué avec le slogan de l'indépendance du Québec. Les mille six cents délégués ont en effet adopté une résolution qui fait du processus d'accession à l'indépendance le thème des prochaines élections générales (prévues pour 1986 au plus tard).

En faisant inclure dans le programme de leur parti un article stipulant qu'« un vote pour un candidat du Parti québécois signifie un vote pour la souveraineté du Québec », les délégués ont allé plus loin que ne l'auraient souhaité leurs dirigeants, en particulier le premier ministre, M. René Lévesque, qui s'est toutefois rallié à la majorité.

Deux ministres se sont opposés vigoureusement à ce nouvel article du programme. Le ministre des affaires culturelles, M. Clément Richard, a même menacé de démissionner : « Nous venons de perdre 10% de nos électeurs », a-t-il déclaré. Un ancien ministre, M. Jacques-Yvan Morin, s'est exclamé au micro : « Ce n'est pas en excluant des indices que nous gagnerons la souveraineté, mais en allant les chercher. »

Sur le fond, cet article ne va pas plus loin que les déclarations de M. Lévesque au cours des derniers mois. Les délégués ont, en effet, confirmé qu'il faudrait « la majorité des suffrages exprimés » pour donner « le mandat au gouvernement du Québec de proclamer la souveraineté du Québec et d'exercer progressivement les pouvoirs d'un Etat souverain ».

L'article 2 du programme du Parti prévoit que « l'accession à la souveraineté se fera par les voies démocratiques avec l'accord majoritaire des citoyens » et que « l'Etat québécois ne dotera de tous les pouvoirs et instruments dont sont pourvus les Etats modernes ».

C'est surtout une question de vocabulaire qui sépare M. Lévesque d'une grande partie de la base du Parti québécois, puisque tout le monde s'entend sur l'objectif.

Les délégués se sont également entendus sur le processus de désignation du prochain président du Parti. Le successeur de M. Lévesque, qui a décidé « jusqu'à nouvel ordre de rester aux fourneaux », sera élu par l'ensemble des membres du Parti québécois et non par des délégués.

BERTRAND DE LA GRANGE.

LES TENSIONS EN AMÉRIQUE CENTRALE

Le groupe de Contadora propose un plan pour mettre fin aux affrontements au Salvador et au Nicaragua

Les ministres des affaires étrangères des quatre Etats membres du groupe de Contadora ont mis fin, dimanche 10 juin, à leur tournée de quarante-huit heures dans cinq pays (Costa-Rica, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua), en remettant au président salvadorien un document qui jette les bases d'un plan de paix dans la région, c'est-à-dire au Salvador et au Nicaragua.

Ce plan en vingt et un points avait été approuvé auparavant par les membres du groupe (Mexique, Colombie, Panama et Venezuela). Ce document de cinquante-six pages, qui n'a pas été rendu public, est fondé sur des rapports réalisés par trois commissions spéciales mises en place en janvier dernier. « Il comporte des recommandations portant sur la réduction des armements, le retrait des forces étrangères de la région, le respect des droits de l'homme et de la démocratie », a dit samedi à Managua, M. Isidro Morales Paul, minis-

tre vénézuélien des affaires étrangères.

Il a ajouté que le document prévoyait la participation de tiers au processus mis en œuvre par le groupe de Contadora, allusion aux Etats-Unis et à Cuba.

Les ministres des affaires étrangères des quatre Etats membres du groupe de Contadora ont toutefois précisé que les gouvernements des cinq pays concernés n'ont pas pu se mettre d'accord sur tous les points et qu'un texte à part serait rédigé, dans un deuxième temps, pour traiter des questions controversées.

Au Nicaragua, considéré par Washington comme le principal fauteur de troubles dans la région, M. Sergio Ramírez, membre de la junte sandinista, a qualifié le document de « pas vers la paix », mais les observateurs en Amérique centrale restent sceptiques sur les chances de réussite du groupe de Contadora. — (Renter.)

Inde

Mutineries de sikhs dans l'armée Un général tué par ses hommes

De notre correspondant

New-Delhi. — Tandis que l'armée continue la deuxième phase de son opération dite « antiterroriste » dans le Pendjab et le reste de l'Inde, les réactions passionnelles de la communauté sikh, après l'assaut donné la semaine dernière au Temple d'or d'Amritsar, ont pris ces derniers jours un tour dangereux.

Pour la première fois dans la longue histoire des unités de sikhs de l'armée indienne (1), trois groupes de soldats appartenant à trois régiments différents se sont mutinés contre leurs officiers. Dans le Rajasthan, Etat hindouiste du Pendjab, le nombre de mutins se serait élevé à environ deux cents dans la nuit du jeudi 7 à vendredi 8 juin, deux jours après la prise du Temple d'or. Les autorités ont démenti un peu plus tard l'information selon laquelle les rebelles, rendus furieux par la destruction d'une partie du Temple, s'en seraient pris à la police. Les choses seraient, depuis, « rentrées dans l'ordre ».

Dans le Bihar, au nord-est de l'Inde, le nombre des mutins a été évalué à plusieurs centaines. Une section de soldats du centre militaire sikh de Ramgarh a tué un général de brigade de confession hindouiste, R.S. Pari, et blessé six autres officiers, dont un est dans un état grave. Les combats entre loyalistes et rebelles se seraient poursuivis pendant plus de deux heures à l'intérieur du campement. Criaient des slogans anti-gouvernementaux, les mutins se sont ensuite répandus dans la ville, bienôt rejoints par plusieurs groupes d'extrémistes. Les rebelles se sont emparés de plusieurs autobus et véhicules privés (environ trente-

cinq selon certaines sources), et ce lundi en fin de matinée ils faisaient route sur New-Delhi. Parvenus trop tard sur les lieux — les mutins ayant pris soin de saboter les moyens de communication avant leur départ — les renforts envoyés de Ranchi, à 45 kilomètres de Ramgarh, n'ont rien pu faire. Le gouvernement régional du Bihar a donné l'ordre à sa police de ne pas chercher à intercepter la colonne.

Après avoir nié ces actes de mutinerie caractérisée, un porte-parole du gouvernement a admis, à la fin du week-end, que « quelques hommes de troupe sikh, induits en erreur par les terroristes concernant l'étendue des dommages subis par le Temple d'or, avaient rejoint un groupe en marche vers le Pendjab ». Enfin, dans la nuit de dimanche à lundi, un troisième groupe de soldats sikh basés dans le Maharashtra (Etat du centre de l'Inde, dont la capitale est Bombay) seraient sortis de leur caserne armée au poing, avec l'intention de marcher sur le Pendjab.

Ces rébellions, pour l'heure manifestement minimisées par un gouvernement central très inquiet de la situation, démontrent encore une fois, s'il en était besoin, l'ampleur de l'émotion soulevée dans la communauté sikh par le carnage du Temple d'or. Officiellement réévalué à pris de trois cent quatre-vingts morts, le bilan de l'assaut serait en réalité, d'après un correspondant indien de l'agence américaine Associated Press, récemment rentré d'Amritsar,

« trois fois plus élevé ». Selon lui, huit cents insurgés au moins, et non trois cents, auraient été tués, et plus de deux cents soldats, et non soixante, seraient morts au cours de la bataille.

L'armée a, par ailleurs, annoncé que seize « terroristes » et treize soldats avaient été tués dans la journée de samedi, au cours d'escarmouches dans le Pendjab. Au Cachemire, où, d'après des témoins, « il n'y a plus un seul soldat sikh dans les rues », M. Gandhi devait prendre la parole, ce lundi, dans deux casernes militaires. Le premier ministre indien avait auparavant rencontré, dimanche soir, pour la troisième fois en trois jours, le président de la République, M. Giani Zail Singh.

Les rumeurs concernant l'éventuelle démission du chef de l'Etat se multiplient sans qu'aucun démenti ne provienne de sa résidence officielle. La pression s'est d'ailleurs accentuée, dimanche, sur le président, après que celui-ci eut reçu une déléguation du parti sikh Akali Dal de la capitale. La direction locale du parti, dont le chef, M. Harchand Singh Longowal, arrêté dans le Temple d'or, est emprisonné depuis plusieurs jours dans le Rajasthan, a remis au chef de l'Etat un mémorandum énumérant les raisons pour lesquelles, en tant que « premier des sikhs », il devrait donner sa démission sur le champ. « La communauté sikh ne vous pardonnerait jamais [de rester à ce poste] et les prochaines générations vous haïront ».

PATRICE CLAUDE.

(1) L'armée indienne, qui compte plus d'un million de conscrits, comprend 14 ou 15 % de sikhs, dont de nombreux officiers. Le bataillon du Ramgarh est le seul du pays à être composé exclusivement des sikhs en stage de formation.

ASIE

les élections

euro
Gérard Nicou
Europe de

Propos et débats

M^{me} Laguiller : le gouvernement donne des armes à l'extrême droite

M^{me} Arlette Laguiller, qui conduit, aux élections européennes, la Liste de Lutte ouvrière (L.O. trotskiste), a déclaré, dimanche 10 juin, au cours de la fête annuelle de L.O. à Presles (Val-d'Oise), que son organisation ne participera pas, le 14 juin, à la manifestation prévue à Paris contre le Front national. Pour M^{me} Laguiller, participer à cette manifestation serait « cautionner la gauche, pour qui il est plus facile d'aller manifester contre le Front national que de changer de politique », alors que « ce sont les lâchetés du gouvernement de gauche, incapable de mener une politique favorable aux travailleurs, [qui] donnent des armes à l'extrême droite et lui permettent de se poser en porte-parole du mécontentement populaire ».

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R. trotskiste), a, quand à lui, appelé à participer à cette manifestation du 14 juin.

M^{me} Garaud : faire de la France un Etat fédéral

M^{me} Marie-France Garaud propose dans un entretien publié par le quotidien Libération de « changer de Constitution pour rapprocher le pouvoir des citoyens, pour confier la Nation à ceux qui l'assument dans sa réalité ». L'ancienne conseillère de Georges Pompidou ajoute : « Je crois qu'il faut rendre à l'Etat la fonction qui est la sienne, une fonction souveraine d'arbitre, qui ne soit pas contestée, qui ne soit pas confisquée. Et il faut donner à des régions — qui d'ailleurs, à mon avis, seraient plus proches des anciennes provinces que des régions actuelles — les fonctions qui sont celles de la vie économique, sociale, éducative, culturelle, et qui touchent aussi, pour une partie, à l'ordre public. Je crois que nous sommes arrivés au terme d'un équilibre total national. Mais il faut pousser cette réforme très loin, dans des structures qui, à mon avis, soient proches de celle d'un Etat fédéral. »

M. Marchais : barrer la route à la droite

M. Georges Marchais a déclaré, dimanche 10 juin, au cours de la fête de la fédération de la Loire du P.C.F. à La Condamine, près de Saint-Etienne, que, le 17 juin, ce sera de deux choses l'une : ou bien le Parti communiste n'obtiendra pas un résultat suffisant, et la droite disposera de plus de forces pour hausser le ton, pour renforcer ses pressions, pour accroître les difficultés du pays ; ou bien le Parti communiste recueillera les millions de voix qui lui sont nécessaires pour barrer la route à la droite et au patronat, pour aider la gauche à prendre à bras-le-corps les problèmes qui existent, et les conditions doivent meilleures pour avancer dans la voie des engagements pris en 1981.

M. Marchais a dénoncé d'autre part l'« image caricaturale, déshonorante du secrétaire général du P.C.F. et, à travers lui, du parti tout entier », donnée par un reportage de TF 1 sur la campagne électorale, diffusé samedi soir au cours du journal télévisé. « Il faut libérer la télévision », a-t-il dit. C'est inadmissible que, sous un gouvernement de gauche, qu'elle soit plus mauvaise qu'avant 1981. Il faut libérer l'information. (...) Il faut libérer la télévision française des lobbies, des pressions, des copieries. L'anticommunisme permanent est insupportable pour les hommes et les femmes honnêtes de ce pays. »

La direction du P.C.F. a adressé, à ce sujet, une lettre au premier ministre.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Lionel Jospin : il faut le moins d'abstentions possible pour empêcher Le Pen d'atteindre 5 %

M. Lionel Jospin, invité dimanche 10 juin du « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment déclaré : « Je pense que le leader du socialisme en France ne doit pas débattre avec le dirigeant de l'extrême droite. Pourquoi débattre avec ceux qui se situent hors de tout débat, dont les idées sont primitives, violentes, dont la référence n'est pas véritablement la référence à la démocratie et qui, s'ils tempèrent et tamisent leurs propos, l'espace d'une campagne, pour ne pas trop effaroucher, sont néanmoins entourés d'autres, qui, dans leur ombre, dans des histoires parallèles et croisées, dans lesquelles ils se sont trouvés ensemble, sont carrément pour la violence, contre la démocratie, contre le système parlementaire ? (...) »

« Il faut éviter qu'un parti d'extrême droite comme celui-ci, à connotation raciste, avec un goût de la violence, avec des explications primaires, simplistes, dangereuses pour la démocratie, même s'il masque un peu ses termes... je dis qu'un tel parti est dangereux pour la démocratie en France et je me battrais contre. »

« Je veux développer cet argument selon lequel il faut qu'il y ait le moins d'abstentions possible, notamment le moins d'abstentions à gauche, parce que cela peut avoir pour résultat d'empêcher M. Le Pen d'atteindre la barre des 5 %. (...) M. Le Pen recueille en juin 1984 ce que M. Chirac a semé en mars 1983, au moment des municipales. »

Le premier secrétaire du PS a estimé que les résultats de l'élection du 17 juin ne devront pas être comparés à ceux de 1981, mais à ceux de l'élection européenne de 1979 : « Ces chiffres-là, je les accepterais », a-t-il dit, en rappelant qu'il y a cinq ans la liste Veil et celles qui en étaient proches, y compris celles de M^{me} Jean-Jacques Servan-Schreiber et Philippe Malaud, avaient totalisé 47,16 % des voix,

alors que le PC et le PS en obtenaient 44,05 %. « C'est par rapport à ces chiffres qu'il faudra juger », annonce-t-il.

L'ambassade de France en Israël

Interrogé sur ses récentes déclarations à Radio-J, favorables à un transfert de l'ambassade de France de Tel-Aviv à Jérusalem (Le Monde du 7 juin), M. Jospin a indiqué : « Sur ce point, je me suis laissé entraîner. Il est honnête de dire, pour corriger mon propos en direction de ceux auprès de qui je l'ai tenu, que le PS n'a pas, sur ce point, établi de position, et je ne sais pas qu'il ait l'intention d'en établir une, dans un sens ou dans un autre. Il reste donc l'expression d'un propos personnel, et il me paraît préférable et honnête de le préciser ici. » Il a ajouté : « Je pense que l'Etat français maintiendra la position qui est la sienne. »

« Les pieds-noirs et le scrutin. — Le RECOURS (Rassemblement de coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) a décidé d'affiner sa position le 14 juin, après avoir étudié, d'une part, les dispositions que pourrait éventuellement prendre le conseil des ministres du mercredi 13 juin à l'égard des rapatriés et, d'autre part, les réponses données par les diverses listes après l'appel qui leur a été lancé. » La confédération indique que « l'avertissement qui frappe les listes PC et PS pourrait être étendu à d'autres formations dans la mesure où les rapatriés n'ont aucune raison d'apporter leurs suffrages à des candidats qui n'auraient même pas répondu publiquement à leurs préoccupations et qui n'auraient pas pris en compte leur existence communautaire dans la perspective de l'édification européenne. »

AU « GRAND-JURY R.T.L.-LE MONDE »

M. Jean-Marie Le Pen : Je préfère la social-démocratie de M^{me} Veil au socialisme révolutionnaire de M. Mitterrand

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui était, dimanche 10 juin, l'invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », a notamment déclaré : « Nous sommes en train de vivre une fracture importante de la vie politique française qui est la fin du système majoritaire et la naissance d'un reclassement politique. C'est le Front national qui aura été la force de rupture. »

« Le 17 juin, on ne devra pas seulement compter les voix de l'opposition, on devra aussi compter les voix de la majorité ; savoir si elle est encore majoritaire dans ce pays et si elle peut, sinon légalement, au moins légitimement, continuer à gouverner et, plus encore, continuer à mener une véritable politique révolutionnaire par l'intermédiaire de la loi. Nos voix seront additionnées comme les voix de l'opposition antimarxiste. Mais il y a une nuance importante entre l'antimarxisme réel, franc et loyal de l'opposition nationale et les positions de l'opposition parlementaire. Je préfère, si j'ai le choix entre la peste et le choléra, le socialisme larvé de M. Giscard d'Estaing et de M. Chirac, tel qu'il a été pratiqué pendant vingt ans, au socialisme révolutionnaire, tel qu'il est pratiqué depuis 1981. Je préfère le socialisme révolutionnaire de M^{me} Veil au socialisme révolutionnaire de M. Mitterrand (...) »

« Je suis beaucoup plus anticomuniste que M. Chirac. Je suis un opposant à la gauche beaucoup plus sérieux. C'est l'hommage que la gauche nous rend à chaque manifestation (...) C'est le Parti communiste qui fabrique, à travers tous ses réseaux d'influence, l'image de marque de ses adversaires. Il n'y a pas d'êtres lointains, il y a M. Chirac qui jouait le rôle du fasciste. »

Selon M. Le Pen, il faut « réduire l'Etat à ses fonctions régaliennes », c'est-à-dire redistribuer les capitaux des entreprises nationalisées sous forme de portefeuilles individuels aux chefs de famille français, constituant ainsi l'« amorce d'un capitalisme populaire ». L'ancien député a évoqué de nouveau le problème de l'immigration en disant : « Au moins deux tiers des emplois occupés par des immigrés pourraient être par des travailleurs français. Pour limiter l'immigration, je renverrais, aux frais de leur gouvernement d'origine par imputation sur les crédits de coopération, tous les gens qui sont en situation irrégulière, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas entrés

dans notre pays par la seule voie légale, celle de l'Office national de l'immigration. » M. Le Pen a proposé : « la création de caisses d'allocation familiales et d'assurance sociale autonomes pour les étrangers, alimentées par les entreprises employant des travailleurs étrangers et par les cotisations de ces travailleurs eux-mêmes. » Pour les immigrés qui ne travaillent pas, « ceux qu'on rencontre le plus souvent sur les champs de course ou dans les commissariats », il a assuré : « Nous prendrons plus de gants pour les renvoyer chez eux qu'ils n'en ont pris pour renvoyer les « pieds-noirs » d'Afrique du Nord. »

A propos de l'Europe, le président du Front national a affirmé : « On ne peut construire l'Europe que si l'on sauvegarde l'idée du patriotisme », et il a proposé un veto à trois vitesses : « Un veto absolu pour les matières que les Etats jugeraient fondamentales, une majorité des deux tiers pour les problèmes importants et une majorité simple pour la simple gestion. »

Dans le domaine militaire il a suggéré que la France, réintégrant l'organisation militaire de l'O.T.A.N., mette ses forces nucléaires à la disposition de l'alliance atlantique. M. Le Pen, interrogé sur le prochain voyage de M. Mitterrand à Moscou, a estimé que le chef de l'Etat aurait dû « comme gage de la bonne volonté du nouveau dirigeant du Kremlin, exiger que le cas des Sakharov fut réglé d'une manière démocratique et plus conforme à l'idéal de liberté dont il prétend être le porteur ». Mais il a ajouté : « Il ne faut aucun doute qu'à part quelques paradoxes économiques, comme les thèses françaises en Amérique centrale et en Amérique du Sud, je trouve la politique étrangère de l'actuel président plus ferme à l'égard de l'Union soviétique que ne l'était celle de son prédécesseur. »

Evoquant ses relations avec les autres porte-parole de l'opposition, M. Le Pen a souligné : « M. Barre a eu à mon égard et à l'égard de mon mouvement, une attitude plus démocratique, plus juste que celle de ses homologues, et j'en tiens compte. » Enfin, commentant l'attitude d'Yves Montand, il a estimé : « C'est typiquement un homme de droite. Un coup, je te vois, un coup, je te vois pas. M. Montand va voter pour M. Jospin parce qu'il est contre lui. Comprenez qui pourra ! M. Montand n'est pas encore assez rodé pour nous donner des leçons de politique sérieuses. »

AU « FORUM » DE RMC

M^{me} Simone Veil : M. Mitterrand, c'est « du vent » !

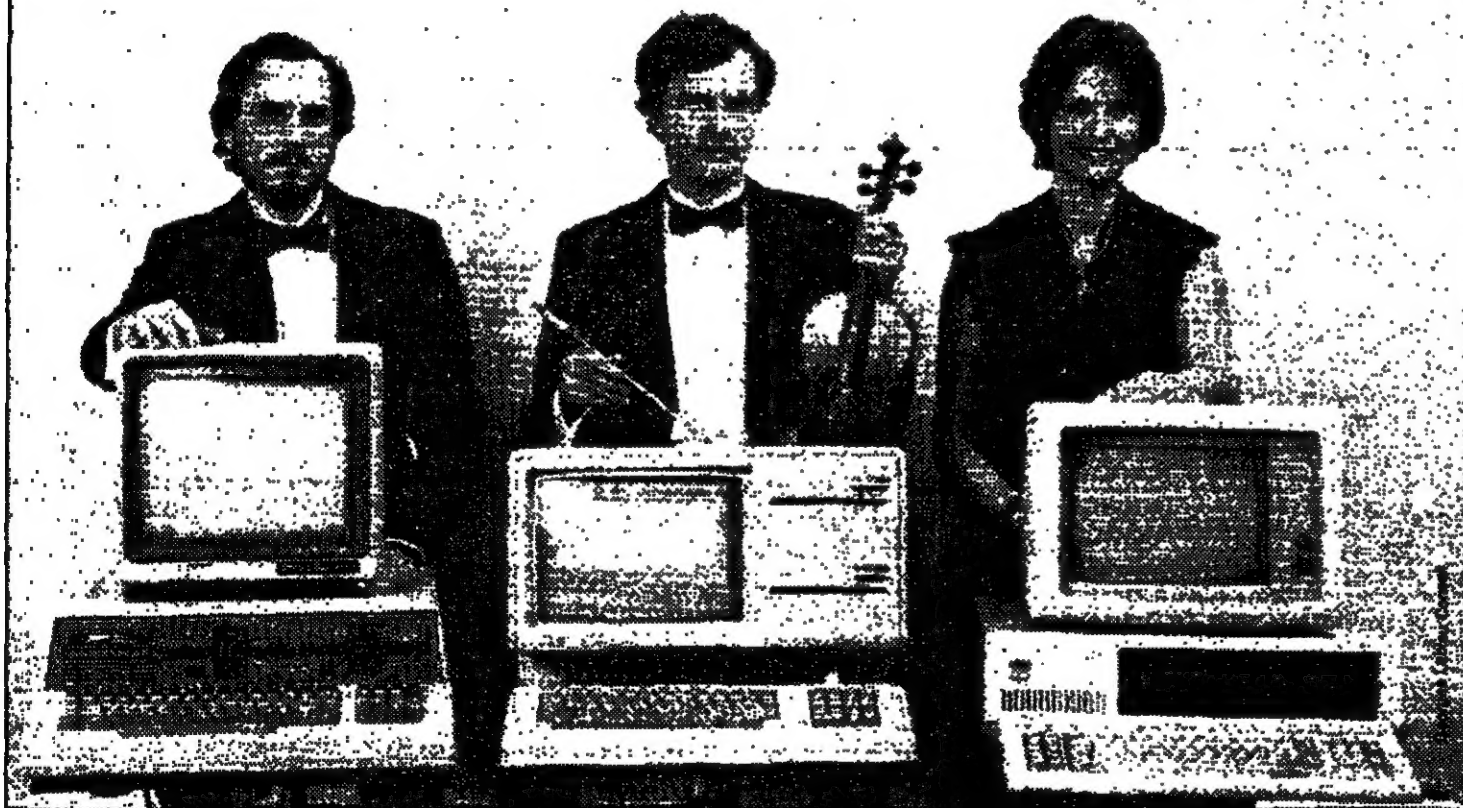
M^{me} Simone Veil, qui était l'invitée, dimanche 10 juin, du « Forum » de RMC, a estimé que le sommet des pays industrialisés réuni à Londres avait été, pour M. François Mitterrand, « un sommet de politique intérieure ». Elle a déclaré, à ce sujet : « M. Mitterrand a obtenu qu'on ne parle pas de façon trop approfondie de l'opportunité ou non de rendre en Union soviétique actuellement. Donc il a une sorte de blanc-seing qui est énorme. On n'en a pas parlé. On a estimé que ça n'était pas le lieu d'en parler. Il y a eu cette déclaration sur les valeurs qui permet de voir qu'il n'a, lui, rien obtenu, parce que la France est en position de faiblesse. (...) Quand la France se présente, aussi modestement, quatre fois plus qu'elle ne l'était il y a trois ans, elle n'a pas du tout la même crédibilité que lorsqu'elle pouvait parler plus fortement. » Répondant aux récentes déclarations du président de la République sur la construction européenne, l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne a ajouté : « M. Mitterrand (...) a parlé de ce projet Spinelli qu'il a lancé, comme ça, pour faire plaisir aux parlementaires européens, mais, trois semaines avant, M. Jospin avait dit que c'était une absurdité. Je dirai que, moi, j'ai une position tout à fait cohérente. (...) Tout dépend si

l'on se place dans la situation actuelle ou si l'on se place dans une perspective d'avenir. Certains ont parlé du projet Spinelli comme si c'était un projet fédéraliste. C'est qu'ils ne l'ont pas lu. C'est tout à fait inexact : il n'y a absolument rien de fédéraliste puisqu'on conserve, en ce qui concerne le conseil des ministres et le Conseil européen, une coopération intergouvernementale, c'est-à-dire pas du tout un gouvernement unique de type fédéraliste (...). En revanche, je crois que ce qui est important, et c'est là où je dis que le discours de M. Mitterrand était du vent (...) ce sont les problèmes d'aujourd'hui (...) qui risquent d'empêcher la Communauté de fonctionner, notamment les problèmes budgétaires. Il n'y a plus d'argent dans la Communauté : d'ici à la fin de l'année nous serons en faillite. Ça, M. Mitterrand n'en a pas du tout parlé, et il est parti dans de grandes perspectives auxquelles il a mêlé la fois ce qui était déjà fait, ce qui était à faire (...) sans dire quelle était sa conception d'union politique. C'est très bien d'avoir des projets d'avenir mais si aujourd'hui on ne remet pas de l'ordre dans la Communauté (...) on risque bien de se trouver en très grandes difficultés. »

« Rencontre entre M. Jospin et les dirigeants de la Confédération européenne des syndicats. — M. Lionel Jospin, chef de file de la liste socialiste aux élections européennes, a reçu, vendredi 8 juin, au siège du PS, M^{me} Georges Debuigne et Mathias Hinterschmid, respectivement président et secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES). La CES, sans donner de consigne de vote pour le scrutin du 17 juin, estime que l'appel lancé par l'Union des partis socialistes européens, pour ces élections, « répond grandement à ses objectifs. »

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogue sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

LE TRIO DE RYO



POUR SERVIR LES GRANDS MAITRES
QUE L'ON CONNAIT BIEN.
Au pupitre fichier : PFS, Omnis, D Base II.

RYO Centre Micro Informatique Professionnelle
Paris : 94, bd du Montparnasse Tél. : 321.46.35
Lille : 42, rue de Paris Tél. : (20) 30.63.11

RYO

1550 0010

européennes

... LE MONDE - Mardi 12 juin 1984 - Page 7

M. Gérard Nicoud (liste UTILE) : il faut faire l'Europe comme une cathédrale

M. Gérard Nicoud, fondateur du CID-UNATI, qui mène depuis 1968 une lutte pacifique et toujours autodéterminée au sein des petits commerçants et artisans, combat la liste UTILE (Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre), soutenue par l'UDCA (Union de défense des commerçants et artisans), que dirige M. Pierre Fougère. Voici ses réponses à nos questions.

« Que voulez-vous prouver en participant à cette campagne électorale ? »

« Je veux prouver qu'il existe une classe sociale qu'on néglige, la classe des travailleurs indépendants, qui représente environ deux millions d'entrepreneurs et de compagnons, pas du tout concernés par le syndicalisme actuel, une classe bâillonnée, qu'on ne flatte généralement que lorsqu'il y a des élections, qui est considérée comme du bétail à voter alors qu'elle constitue l'économie de ce pays. Sait-on qu'il y a plus de salariés dans le boulangerie-pâtisserie que dans l'industrie automobile ? Quand une entreprise de cinq mille personnes disparaît, cela se fait dans la fureur et les journaux en parlent beaucoup. Quand il y a vingt mille faillites d'entreprises, dont chacune emploie quatre ou cinq salariés, cela se passe dans l'indifférence. Nous n'avons plus confiance, ni en la gauche ni en la droite ou le centre.

« Mais pour quelles raisons les travailleurs indépendants choisiraient-ils de voter pour vous plutôt que pour l'une des deux autres listes socio-professionnelles ? »

« Il n'y a qu'une liste socio-professionnelle, la nôtre. Toute liste qui comporte un rattachement à la politique est une liste socio-politique. M. Gomez a d'ailleurs défini elle-même sa liste comme la deuxième liste de l'opposition.

« Et la liste de M. Tournier ? »

« C'est aussi une liste socio-politique. Notre liste UTILE, elle, à part Pierre Fougère et moi-même, est composée de quatre-vingts inconnus. Ce sont les meilleurs économistes de France parce qu'ils se battent, chaque jour, pour faire la France. C'est la liste de la France moyenne, qui réclame surtout, à une époque où on emploie tant de mots en «isme», un peu plus de réalisme.

« Quelle Europe souhaitez-vous ? »

« L'Europe de la petite et moyenne entreprise.

« L'Europe des marchands ? »

« Non, l'Europe des marchands. Pour moi, l'Europe, c'est une cathédrale. Et aux temps des cathédrales, les compagnons qui commençaient un chantier savaient qu'ils n'en verraient pas la fin. L'essentiel, c'est de bâtir. Oui, un jour, il y aura un président européen, lorsque nous aurons effacé mille ans de guerres entre nous. Pour l'instant, si l'on veut poursuivre la construction, il faut revoir le traité de Rome, l'actualiser, faire en sorte notamment que les règlements communautaires soient respectés. On dit que l'Angleterre ne joue pas le jeu, mais il y a aussi la Hollande, qui a cassé le marché du textile en achetant les produits en Corée, à Taïwan ou à Hongkong pour les mettre sur le marché européen en changeant simplement les étiquettes.

« Quelles sont les urgences ? »

« Harmoniser la TVA. Actuellement, les taux de TVA sont extrêmement différents d'un pays à l'autre. Il faudrait ramener le nombre de ces taux à trois : un seul taux pour les produits de grande consommation, un seul pour les produits de luxe et un troisième taux intermédiaire. Il faudrait aussi une définition européenne de la PME ainsi qu'une banque européenne pour les PME. Et une harmonisation des charges sociales. Depuis dix ans, je prône le salaire intégral, c'est-à-dire le versement de l'intégralité du salaire à chaque salarié afin que celui-ci acquitte directement ses cotisations sociales. Cette mesure aurait pour conséquence de rendre chaque individu responsable, conscient du coût réel de ses charges. Elle supprimerait tous les conflits entre les entreprises et l'URSSAF et elle éviterait que certaines grosses entreprises se créent une trésorerie noire en pratiquant le chantage aux licenciements qui consiste à dire : « Moi, j'ai dix mille employés, et si vous m'obligez à payer ma part patronale, je licencie et je ferme. »

« Vous sentez-vous libéral ? »

« Je suis pour une société libérale ordonnée, mais pas pour une société libérale dans laquelle le plus gros tue le plus petit.

« Vous dites que votre liste est antipoliticienne, pourquoi ? »

« Je suis un homme-citoyen qui se pose des questions, et le danger, dans ce pays, c'est qu'on délègue le droit de penser à des hommes qui prétendent avoir reçu une éducation pour penser à la place des autres.

« Êtes-vous antiparlementariste ? »

« Non, les plus antiparlementaristes, ce sont les parlementaires eux-mêmes, parce qu'ils donnent d'eux-mêmes une image de professeurs, de partisans, de sectaires.

« M. Le Pen ne vous fait-il pas une certaine concurrence chez les travailleurs indépendants ? »

« Hélas ! Mais M. Le Pen ne fait que l'émulation des mécontents sociaux-professionnels. Il n'a pas d'idées, il n'a que des arrière-pensées. Je n'aime pas ces discours qui résonnent en bruits de bottes.

« Mais ne tentez-vous pas un discours analogue au sien quand vous affirmez votre mépris pour les politiciens « ringards » ? »

« C'est grave que, aujourd'hui, on vote moins pour les idées que pour les apparences. Ce qui me fait peur, c'est de voir que les hommes politiques prennent des conseillers

de presse, des conseillers en marketing, en diction, pour devenir des graveurs de mode. Quand on manie des idées ou de conviction, on fait appel à la technique ! Cela me fait penser un peu à ces prostomies qui se maquillent pour vendre leur marchandise : beaucoup de technique mais plus du tout de cœur !

« Pourquoi êtes-vous encore plus dur pour les fonctionnaires que pour les hommes politiques ? »

« Parce que, avant, dans nos villes et à la campagne, le percepteur ne faisait pas de cadeau, il défendait l'Etat, et très souvent il était aussi le trésorier du club ou des associations locales. Quand il venait boire le coup au bistrot du coin, personne n'avait envie de lui dire : sale fonctionnaire ! Aujourd'hui, on a fabriqué, par l'Ecole nationale des impôts, par l'ENA, par l'Ecole nationale de la magistrature, des robots à visage humain.

« Faut-il supprimer les grandes écoles ? »

« Il faut en tout cas les modifier afin d'apprendre à l'administration la réalité du peuple, avec ses peines et ses joies. Il faut réapprendre la vie gauloise ! »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

M. Henri Cartan (Liste Pour les Etats-Unis d'Europe) : pour un pouvoir de décision supranational

La « citoyenneté européenne » est au centre des préoccupations de M. Henri Cartan, dont la liste Pour les Etats-Unis d'Europe soutient la plupart des propositions du rapport Spinelli. M. Cartan a répondu à nos questions.

« Mathématicien mondial, défenseur acharné du respect des droits de l'homme, vous êtes aussi un militant européen convaincu, au point de conduire aujourd'hui une liste Pour les Etats-Unis d'Europe. Y a-t-il un lien entre des compétences, des engagements aussi divers ? »

« Personnellement, je ne vois pas de lien, sinon celui entre l'activité de mathématicien et la défense des droits de l'homme : je dois dire que j'ai été conduit à la défense des droits de l'homme, la première fois, pour m'occuper d'un mathématicien, Leonid Pionouch. Mais ceci est purement accidentel. Et je ne vois pas de rapport entre ma qualité de mathématicien et mon engagement en faveur de la construction européenne.

« Comment résumer la logique de votre démarche ? »

« Pourquoi conduire une liste Pour les Etats-Unis d'Europe ? La raison essentielle qui m'a amené à

accepter cette lourde charge, c'est la façon dont a commencé à se dérouler la campagne électorale, d'où l'Europe était manifestement absente. Les partis politiques transformaient cette élection en un débat de politique intérieure hexagonale.

« N'incarnez-vous pas la part de l'utopie dans le débat souvent très terre à terre qui se développe avant le 17 juin ? »

« Le débat terre à terre, même au niveau européen, n'est peut-être pas complètement inutile. Mais il faut de l'utopie. Du reste, ce qui est de l'utopie, dans un autre sens, c'est plutôt de croire que l'on peut continuer dans la situation telle qu'elle est aujourd'hui. Cette situation : une Europe, une Communauté européenne, incapable de prendre aucune décision, sauf avec des années de retard, lorsque toute chance d'efficacité est perdue.

« De toutes les Europes que vous appelez de vos vœux, laquelle est selon vous la plus urgente ? »

« C'est très difficile... Elles sont toutes aussi urgentes les unes que les autres. Ce qui est urgent, c'est de se donner les moyens de faire un saut qualitatif. Il y a beaucoup de programmes européens, de déclarations. Mais on laisse toujours une

chose de côté ; le moyen de réaliser. Je crois que nous ne sommes pas utopistes parce que nous nous préoccupons justement de réaliser les choses. Quel est ce moyen de réaliser ? Un pouvoir décisionnel.

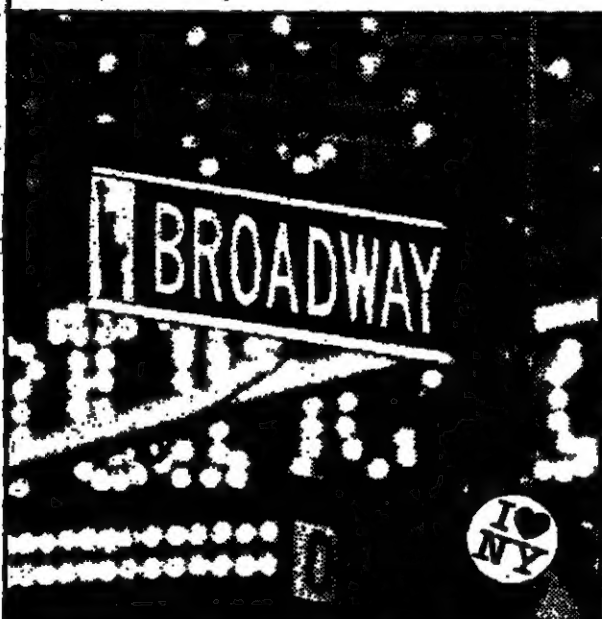
« A cet égard, un premier pas décisif serait l'adoption du projet de traité instituant l'union européenne qui a été voté à une majorité massive par le Parlement européen le 14 février et sur lequel jusqu'à présent, la presse a gardé un étrange silence.

« Et de tous les obstacles qui entravent la réalisation de « votre » Europe, quel est le plus difficile à lever ? »

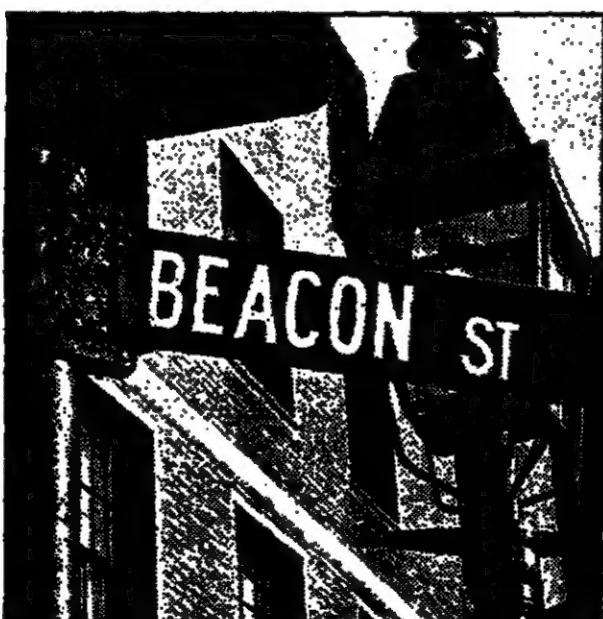
« C'est d'admettre que les gouvernements renoncent à une partie de leurs compétences pour les transférer au niveau communautaire. Par exemple, on a institué le système monétaire européen. On a dit : il y a une première étape ; la deuxième viendra dans deux ans. Mais au bout de deux ans, il n'était plus question de passer à la deuxième étape parce qu'elle impliquait justement que certains pouvoirs passent au niveau communautaire. Il n'est pas dans la nature des gouvernements d'abandonner leurs pouvoirs.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN.

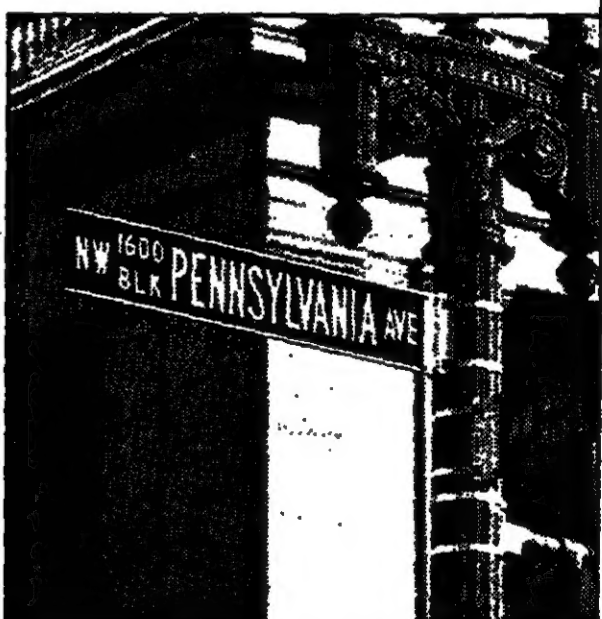
TWA en Amérique. Les tarifs qui ne courent pas les rues.



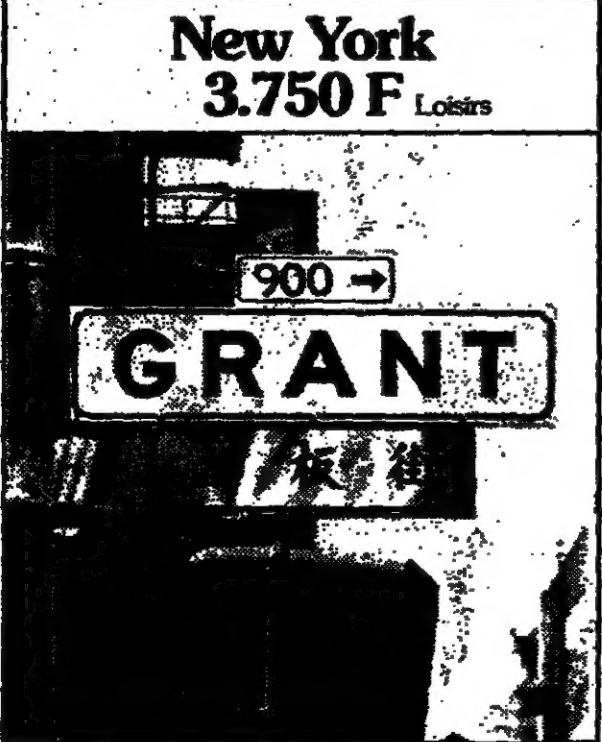
New York
3.750 F Loisirs



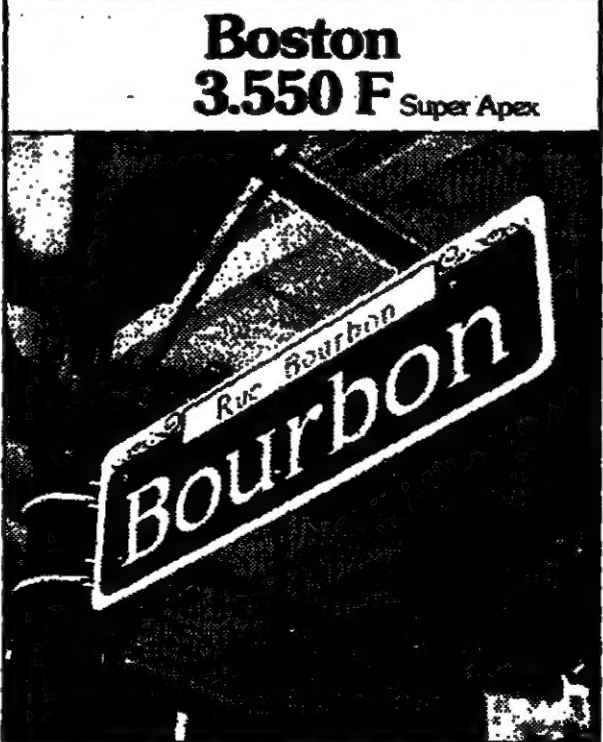
Boston
3.550 F Super Apex



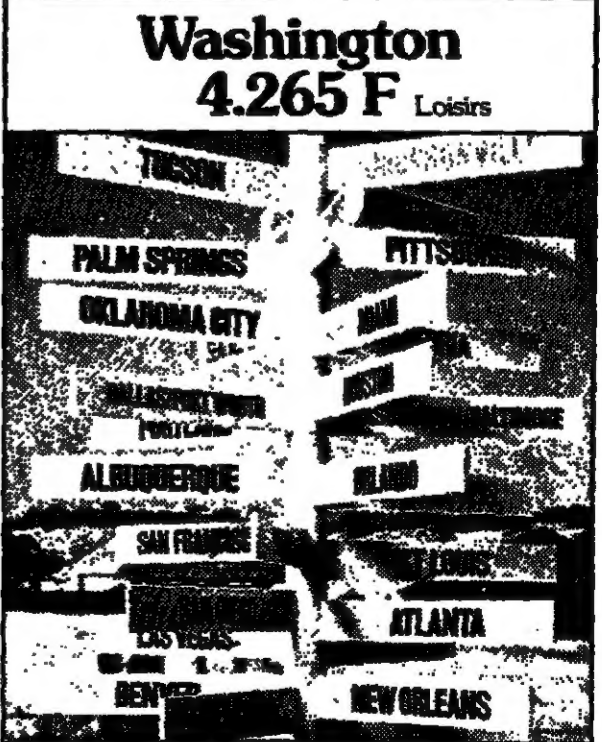
Washington
4.265 F Loisirs



San Francisco
5.585 F Loisirs



New Orleans
4.880 F Loisirs



Et tout le réseau TWA

Plus de 60 villes.

Si vous visitez l'Amérique cette année, vous ne pouvez y aller en meilleure compagnie qu'avec TWA.

TWA sait prendre soin de vous. Aucune autre ligne aérienne ne vous offre des tarifs aussi bas, pour un service d'un aussi haut niveau, en vol comme au sol. Et un si chaleureux accueil en Amérique.

De Paris, TWA vole 3 fois par jour vers New York, et une fois par

jour vers Washington et Boston. Aux USA, TWA relie plus de 60 villes sur toute l'étendue du territoire. Aussi, quelle que soit votre destination, TWA vous y emmènera. Plaisir, confort, économie : votre voyage aura tout pour vous plaire. Allez voir votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Sur tous les tarifs indiqués, un léger supplément s'applique le week-end. Transporteur officiel IATA. Séjour min. 14 jours, max. 60 jours.

Vous plaire nous plaît.



LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES POLITIQUE

VUES DE WASHINGTON

Une noblesse décadente

Washington. — Il fallait, à y a peu de temps encore, se rendre sur la côte ouest pour réaliser que les États-Unis ne se trouvent pas de l'autre côté de l'Atlantique, mais entre l'Atlantique et le Pacifique, au moins autant à l'est de l'Asie qu'à l'ouest de l'Europe.

Cette réalité géographique est devenue réalité économique et politique depuis qu'en 1980 le volume des échanges commerciaux entre les États-Unis et les pays asiatiques du Pacifique a, pour la première fois, dépassé celui du commerce transatlantique. L'écart se creuse, et cette évolution commence à marquer profondément la vision du monde qu'ont les Américains. « L'Extrême-Orient est en train de devenir le Proche-Occident des États-Unis », déclarait ainsi récemment le secrétaire d'État adjoint M. Kenneth Dam.

L'Europe n'a pas disparu de l'horizon américain. Elle est au contraire partout présente et même de plus en plus... par le biais des croissances et des restaurants français. On est conscient d'une histoire et d'un héritage culturels communs aux racines desquels on aime remonter. On rêve de se rendre en Europe, car les prix sont aussi séduisants que les paysages, et les monuments y sont beaux, la cuisine délicate et étonnante le parfum du passé. Les Américains connaissent et adorent la nouvelle cuisine et Saint Laurent, le Ring viennais et Fallin, les canaux d'Amsterdam, la Côte d'Azur, Gérard Depardieu, Benetton et les châteaux bavarois. Soyons justes, ils connaissent aussi l'Exocet (pour cause de

De notre correspondant

Malouines et de Goffe), très vaguement l'Airbus, le TGV et Ariane (qui surprennent), très bien les Mercedes (une sorte de tapis persan) et pas trop mal les Renault, qui ont pour eux le charme qu'avait jadis les Vespas. Mais de là à s'intéresser à des élections pour une Assemblée européenne dont beaucoup d'Américains ignorent jusqu'à l'existence... Ils ont déjà bien du mal à se passionner pour leur propre élection présidentielle, qui pourtant envahit les médias...

L'Amérique aime l'Europe, mais de cette tendresse cruelle, ironique et agacée que l'on voue à de vieilles cousines qui vivent hors du temps.

« Le gang des quatre »

Volvo, c'est solide. Peugeot c'est extrêmement chic, mais c'est contre Honda et Toyota que Detroit doit se battre. Les défis que cherche à relever l'économie américaine sont ceux de la technologie du Japon et de l'industrialisation foudroyante du « gang des quatre » : Taiwan, Corée du Sud, Hongkong et Singapour. L'Amérique n'a pour aucun de ces cinq pays l'attachement sentimental qui la lie à l'Europe, mais elle les craint et les admire d'autant plus que l'esprit d'entreprise, le dynamisme et le tempérament de gagnant sont plus haut placés que jamais sur l'échelle des valeurs américaines. Même l'Allemagne fait très pâle figure avec

son combat pour les trente-cinq heures. La réalité des chiffres ajoutée à l'attrait de la nouveauté a fait du « glissement vers l'Asie » un phénomène d'autant moins négligeable qu'il se renforce à la fois de la montée en puissance démographique et industrielle de la côte ouest au détriment de la côte est, et d'une crise de confiance politique vis-à-vis de l'Europe.

Certes, l'alliance atlantique a « tenu bon » dans l'affaire des euro-missiles et l'on s'en félicite à la Maison Blanche, occupée — signe des temps — par une équipe de Californiens. Mais les tentatives neutralistes de l'Europe paraissent à Washington trop susceptibles de se développer pour ne pas être durablement prises en compte. L'actuelle politique étrangère de la France et de l'ensemble de l'Europe du Sud est une divine surprise à laquelle on ose encore à peine croire. L'Europe du Nord, en revanche, inquiète réellement, tant on a le sentiment que pèse sur elle l'ombre de l'Union soviétique. Or il existe aussi en Asie une grande puissance communiste, la Chine, du moins cette République populaire a-t-elle l'avantage d'entretenir avec Moscou des relations beaucoup plus mauvaises qu'avec Washington.

L'Asie fascine l'Amérique. L'Europe, elle, la lasse. Vue des États-Unis, elle tend à se réduire à une noblesse décadente et aux batailles sur les montants compensatoires. Les caricatures, après tout, ont un côté sain...

BERNARD GUETTA.

VUES DE STOCKHOLM

Condescendance

De notre correspondant

Stockholm. — Strasbourg ? Pour les Suédois, qui ne sont pas membres de la CEE, c'est avant tout le siège du Conseil de l'Europe et de la Commission des droits de l'homme.

Bien peu de Scandinaves savent que la capitale de l'Alsace est aussi le siège du Parlement européen. La plupart ignorent jusqu'à l'existence même de cette Assemblée, souvent confondue avec la Commission de Bruxelles... Quant aux prochaines élections, elles ont été jusqu'à présent totalement oubliées par les médias. Les journaux télévisés des deux chaînes préparent — devoir oblige — de petits reportages qui seront diffusés la veille du scrutin, mais il est particulièrement difficile de trouver l'« angle » susceptible de captiver leur public.

M. Anders Hellner, directeur de l'institut européen à Stockholm, ne sait trop comment faire pour stimuler l'intérêt — telle est sa tâche — des Suédois et des journaux pour les affaires européennes jugées techniques et compliquées. Dans le cas des élections au Parlement de Stras-

bourg, les choses sont pourtant plus simples. Mais vaut-il la peine de consacrer du temps et des pages à une Assemblée disposant de si peu de pouvoirs ?

Les industriels affichent un petit sourire qui en dit long lorsqu'on évoque les travaux des députés de Strasbourg. En revanche, ils examinent à l'ouïe tous les dossiers traités à Bruxelles, car les échanges commerciaux avec la Communauté sont importants : 49 % de la production suédoise est exportée vers la CEE et 52 % de importations proviennent des Dix. La visite de M. Palme à la Commission européenne à Bruxelles, après sa victoire électorale à l'automne 1982, témoigne de la volonté des Suédois de resserrer encore ces liens commerciaux.

Norvégiens et Suédois sont, somme toute, satisfaits de ne pas faire partie de la Communauté. La Norvège a dit non à l'adhésion, par référendum, en 1972, et ne le regrette pas. La Suède neutre, après avoir recherché vainement un statut de membre associé, a signé un traité de libre-échange qui lui va comme un gant. L'accord lui procure tous les avantages commerciaux, ou presque, et lui évite tous les inconvénients d'ordre politique. D'une façon générale, les Suédois, qui ont tendance à croire qu'ils ont répondu à tout, portent un regard assez condescendant sur l'incapacité des Européens à se mettre d'accord. Certains industriels disent ne pas comprendre pourquoi il est si difficile de réaliser les réductions de production et d'efforts nécessaires dans la sidérurgie ou la construction navale. Le patron de Volvo, M. Gyllen-Hammar, déclarait publiquement au début du mois de mai, à New-York, devant la chambre de commerce suédo-américaine, que l'Europe ressemblait de plus en plus à « un continent perdu, protectionniste, introverti et négativiste, où les coûts sociaux des entreprises sont trop élevés ».

A ses yeux, la Communauté européenne est en grande partie responsable de la situation, et sa « syncope », ajoutait-il, ne serait pas forcément un malheur, car, après une faillite, il y a toujours deux issues : « La catastrophe ou la construction de quelque chose de neuf sur des bases nouvelles ». En d'autres termes, si des managers géraient la CEE, celle-ci fonctionnerait mieux... Très sûr de lui, le président-directeur général de Volvo a promis d'essayer de « sauver l'Europe », en compagnie notamment d'autres grands patrons d'entre-

prises européennes qui ont formé un « groupe de réflexion ». Jusqu'à présent, le seul résultat de leurs cogitations est un projet de construction d'un réseau d'autoroutes express entre la Scandinavie et l'Europe continentale...

Ces personnalités, si promptes à déplorer l'impasse des Dix, semblent oublier un peu vite que les succès du Conseil nordique ne sont pas non plus extraordinaires. La coopération entre le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Suède et l'Islande a certes permis de régler des problèmes pratiques, de créer un marché libre de l'emploi en Europe du Nord et d'harmoniser les différentes législations sociales, mais tous les grands projets de coopération industrielle ont jusqu'ici échoué. Le plan d'union douanière, le rapprochement entre Volvo et la Norvège ont, par exemple, capoté. Et les sessions annuelles du Conseil nordique, sorte de Parlement où chaque parti désigne ses représentants, sont plus connues pour leurs joyeuses soirées que pour l'efficacité politique de leurs travaux...

ALAIN DEBOVE.

M. Hornu répond à « L'Humanité » au sujet de l'hélicoptère franco-allemand

Commentant le récent accord conclu entre la France et l'Allemagne fédérale sur la construction en commun d'un nouvel hélicoptère de combat (le Monde du 30 mai), le ministre de la défense, M. Charles Hornu, a déclaré, vendredi 8 juin, que « la coopération en matière d'armements contribue à l'indépendance de notre politique de défense et préserve nos capacités industrielles et technologiques ainsi que les emplois de l'industrie française ». « Ce programme, a-t-il ajouté, sera conduit par un comité directeur paritaire. Une répartition équilibrée des travaux sera assurée entre les avionneurs, les motoristes et les équipementiers des deux pays ».

Le ministre de la défense répondait ainsi implicitement aux critiques de l'« Humanité » du 6 juin selon lesquelles l'accord était « un véritable marché de dupes », susceptible de bénéficier à l'Allemagne fédérale et d'affaiblir l'indépendance de la France (le Monde du 8 juin).

LE « PÈLERINAGE » DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A SOLUTRÉ

« Il faut que la majorité se tienne à carreau... » affirme M. François Mitterrand

De notre envoyé spécial

Mâcon. — M. François Mitterrand a gravi, le dimanche 10 juin, comme chaque dimanche de la Pentecôte depuis la fin de la guerre, le rocher de Solutré, près de Cluny (Saône-et-Loire), commune dans laquelle résidaient M. et Mme Gonze, parents de M. Danielle Mitterrand. Le chef de l'Etat, Patagagas aux pieds, pantalon et veste de toile marron, casquette de marinier à la Helmut Schmidt, était accompagné de MM. Charles Hernu, ministre de la défense, Jack Lang, ministre de la culture, Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, Roger Hérin, sous-secrétaire de ce « pèlerinage ». Au terme d'un repas qui a rassemblé sa famille, celle de son épouse, leurs amis, dans un restaurant de Solutré, M. Mitterrand a suivi à la télévision les trois derniers sets de la finale de Roland-Garros, puis a rencontré les journalistes présents.

Interrogé sur les sondages et la situation politique de la majorité, le chef de l'Etat a répondu : « Il faut que la majorité se tienne à carreau (...). L'opinion se lasse de cette France à 50-50. Les Français aiment bien changer de mode d'existence politique. La majorité a des progrès à faire pour rester la majorité. Dans les sondages, les Français voient contre le temps, mais cela ne veut pas dire qu'ils voteront contre le capitaine du navire (...). J'ai une propension à aimer les situations difficiles. Je suis gâté. Je gèrerais cette situation. Je m'en occuperai moi-même ».

A propos des élections européennes, il a ajouté : « Une majorité législative qui ne gagne pas des élections intermédiaires, c'est une majorité qui se trouve en péril. Mais elle reste la majorité. Il faut dire que ceux qui sont en jeu y réfléchissent ». Interrogé sur la « longévité » de M. Mauroy à l'hôtel Matignon, le chef de l'Etat a estimé qu'un premier ministre pour cinq ans, durée d'une législature, « ce serait un bon chiffre », mais que l'on « n'y arrive pas toujours ». « Le premier ministre, a-t-il dit, a beaucoup de qualités, beaucoup de mérite, beaucoup de courage et de sensibilité. Il travaille beaucoup. Il n'est pas facile d'en trouver un qui

d'union politique européenne) est à prendre ou à laisser. C'est un bon projet pour réaliser l'union politique de l'Europe, un travail sérieux. J'ai donc approuvé son inspiration. J'approuve de nombreuses dispositions, pas toutes (...). Je ferai à Fontainebleau des propositions politiques qui permettront d'alimenter les discussions de la Communauté ».

« La Corse : « Cela ressemble beaucoup à une vendetta. Le gouvernement français a obtenu l'extradition de Luccia » et on l'accuse, ce gouvernement, d'être compromis dans l'affaire Orsoni. Il y a là, a noté M. Mitterrand, une contradiction. « J'aperçois, dans cette exécution, a-t-il dit, un aspect de vengeance de groupe à groupe, de famille à famille. » Interrogé, d'autre part, sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée régionale, le chef de l'Etat a répondu : « Si elle ne peut pas gérer ses compétences, il faudra bien que cela finisse comme ça. (...) La situation présente ne peut pas durer. M. Mitterrand est favorable à l'application d'un seuil (5 %) pour être représenté à l'Assemblée régionale : « C'est une réforme que je crois utile ».

« La loi électorale : « Je vais m'y mettre. Il est bon que cela soit discuté, adopté pendant la première session de 1985 du Parlement. Ce projet se situera sur un fond de décor de proportionnelle. Il s'agira de faire une loi honnête pour que les gens s'y reconnaissent ».

« Les prélèvements obligatoires : le respect de l'engagement de M. Mitterrand de les faire baisser d'un point en 1985 ne se traduira pas par une hausse des cotisations sociales, ni par une diminution des prestations, a-t-il assuré. M. Mitterrand a ajouté : « Qui se plaindrait d'une baisse des impôts ? »

« Les lois Auroux : interrogé sur la nature des mesures susceptibles d'engager la France dans la voie d'une « nouvelle harmonie sociale », dont il avait parlé à Angers (le Monde du 24 mai), M. Mitterrand a déclaré : « Pourquoi pas encore de bonnes lois Auroux ? On n'a pas épuisé ce que l'on pouvait faire sur le plan social ».

J.-Y. L.

Le « problème Sakharov »

M. Mitterrand a également évoqué les thèmes suivants :

« Son prochain voyage à Moscou : « Le problème Sakharov m'a beaucoup intéressé, et j'aimerais pouvoir lui être utile ». M. Mitterrand n'a pas eu, a-t-il dit, d'« hésitation » sur l'utilité de ce voyage. Mais, a-t-il ajouté, « je le fais quand je le juge bon. Je veux le faire à bon escient, à Moscou comme ailleurs. On respecte la politique de la France (...). Le problème, ce n'est pas d'y aller ou de ne pas y aller. C'est de savoir dans quel état d'esprit on y va. L'Union soviétique sait qu'il y a des conditions sur la sécurité et l'équilibre en Europe sur lesquelles je ne passe et ne passerai pas ».

« L'Europe : « Personne n'a dit que le rapport Spinelli (projet

Un constat d'évidence

Attention, la majorité est en danger ! C'est ce que M. Mitterrand a dit aux dirigeants de cette-ci, dimanche à Solutré (Saône-et-Loire). Certes, l'observation n'est pas très originale et ne surprend donc pas. Mais elle est inhabituelle dans la bouche d'un président de la République. Et elle vaut avertissement public.

M. Mitterrand a insisté sur le fait qu'une majorité « qui ne gagne pas les élections intermédiaires » se trouve « en péril ». Bien qu'elle soit encore majoritaire jusqu'en 1986, la gauche a quelques « progrès à faire » pour la rester au-delà de cette date : M. Mitterrand a invité « ceux qui sont en jeu » à méditer sur ce constat.

Le succès de 1981 sur M. Giscard d'Estaing fournit les bases de cette réflexion. L'opposition de gauche avait construit sa victoire — retardée par la rupture de l'union en 1977 et sa sanction immédiate, l'échec aux législatives de 1978 — sur ses conquêtes municipales de 1977, qui traduisaient elle-même une poussée électorale constante depuis les législatives de 1973. L'opposition de droite, aujourd'hui, pratique de même. Elle s'est ébranlée aux cantonales de 1982, éviscérée majoritairement aux municipales de 1983, et elle s'apprête à la victoire aux élections européennes du 17 juin. Bref, la

majorité de gauche ne peut pas faire mieux que de « se tenir à carreau », comme dit M. Mitterrand.

La direction du parti communiste y est invitée plus que toute autre. M. Mitterrand fait mine de croire que les députés du PCF ne seront pas trop difficiles lorsqu'il s'agira d'approuver, à l'Assemblée nationale, le projet de budget pour 1985. On ne lui a pas fait part, dit-il, d'intentions « homicides » sur ce sujet. « Qui se plaindrait d'une baisse des impôts ? » — résultat du contrat passé avec les Français sur la diminution d'un point, en 1985, des prélèvements obligatoires ? M. Mitterrand ne veut pas se souvenir que l'« Humanité » considérait cette mesure comme un gadget, un trompe-l'œil.

La direction du parti socialiste, pour sa part, s'efforce de se « tenir à carreau ». Du moins pour l'instant, puisqu'elle a reporté ses débats internes au-delà du 17 juin. Selon M. Mitterrand, M. Jospin conduit une « bonne » campagne européenne, et le premier secrétaire du PS paraît estimer que cette tentative de mobilisation donne à son parti — et sans doute à lui-même — un élan pour les élections législatives de 1986.

Quant au premier ministre, M. Mitterrand aurait bien aimé le garder cinq ans, le temps d'une législature. Ce serait idéal, mais trois ans, ça use, admet le chef de l'Etat, aussi « courageux, travailleur, méritant » que l'on soit. M. Mauroy, selon lui, mérite plus de considération que les Français ne lui en donnent. Mais voilà, les Français ne lui en donnent qu'au compte-gouttes.

En pressant les dirigeants de la majorité de s'inquiéter de l'avenir de la gauche, M. Mitterrand exprime non seulement l'évidence du péril, mais aussi les limites de son engagement personnel. Le chef de l'Etat a

placé tout son poids dans l'exécution d'une politique d'austérité, « nécessaire », et dans la réussite espérée de la modernisation industrielle. Les Français, a-t-il souvent répété, jugeront sur pièce de sa volonté, des revers subis ou des succès enregistrés, et ils verseront leur conclusion à son bilan personnel. M. Mitterrand paraît considérer que cela ne suffit pas, qu'il ne sera pas seul capable de gagner la bataille politique. Que veut, pour l'instant, l'engagement de quelques-uns dont la note de confiance dans l'opinion est fortement médiocre ? Le président de la République lui-même est parfois contraint de se « tenir à carreau ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

Une élection cantonale

AUDE : canton de Gignac (2^e tour).

Inscr., 8 589; vot., 5 597; suff. exp., 5 244. MM. Palancade, PS, 3 718; ELU; Poussac, RPR, 1 526.

(Avec 70,90 % des suffrages exprimés, M. Jean Palancade, socialiste, l'emporte sur son adversaire de l'opposition, M. André Poussac, RPR. Cette élection se faisait dans le cadre, quatre candidats de la majorité ayant, au premier tour, recueilli ensemble 81 % des suffrages.)

M. Palancade remplace Michel Bernard, conseiller général socialiste, décédé le 1^{er} mai dernier. Au premier tour, le 3 juin, M. Palancade était arrivé en tête avec 2 728 voix (48,74 % des suffrages exprimés), devant MM. Rosch, PC, 1 681 voix (31,31 %); Poussac, RPR, 1 663 voix (30,95 %); Amphoux (div. g.), 590 voix (10,94 %) et Lardouche, MRG, 134 voix (2,39 %). Il y avait eu 8 589 inscrits et 5 788 votants.]

BOURSES D'ETUDES

Midland Bank S.A.

INSEAD

INSEAD MBA

Avez-vous trouvé votre voie ? Votre avenir est-il dans la finance, la banque, le management international ? Souhaitez-vous préparer le MBA de l'INSEAD ? Si vous avez déjà une expérience professionnelle dans le domaine financier ou bancaire,

si vous êtes décidé à y faire carrière, vous pouvez concourir pour l'une des bourses de la Midland Bank S.A. vient de créer, pour les candidats français au MBA de l'INSEAD.

Renseignez-vous auprès de INSEAD-Programme MBA Bourses Midland Bank
Boulevard de Constance 77305 FONTAINEBLEAU CEDEX
Tél. (6) 422.48.27

1520000000

Le Monde

ECONOMIE

... LE MONDE - Mardi 12 juin 1984 - Page 9

LE PREMIER SOMMET DU COMECON DEPUIS TREIZE ANS

Moscou va demander plus d'autarcie

Le moins qu'on puisse dire est que le sommet du COMECON était attendu : c'est fait treize ans que les plus hauts responsables des pays membres, c'est-à-dire les chefs de parti, ne s'étaient pas réunis pour parler du COMECON, quatre ans que le Roumain Ceausescu a lancé ses premiers appels en faveur de la réunification d'un sommet, trois ans que Leonid Brejnev a officialisé l'idée, et deux ans au moins que se multiplient les déclarations sur les « préparatifs ».

L'affaire a tant traîné qu'on en vient, paradoxalement, à se demander pourquoi ce sommet impossible finit par se tenir. Peut-être parce que reculer à nouveau l'échéance, alors que le Conseil d'assistance économique mutuelle, créé en 1949 pour contraindre le plan Marshall, fête son trente-cinquième anniversaire, aurait vraiment paru consacrer un échec. Peut-être aussi parce que M. Ceausescu, non content de bander toujours plus ses muscles pour impressionner l'Occident, souhaite aussi montrer qu'il tient ses propres « partenaires » bien en main.

Ce n'est évidemment pas par hasard que la réunion se tient à Moscou (la précédente, en 1971, avait eu lieu à Sofia). On aurait pu penser que le choix se porterait sur Varsovie, puisque, selon l'ordre normal, c'est dans la capitale polonaise qu'aurait dû se tenir la session annuelle du COMECON (en présence des chefs de gouvernement), session qui pourrait être complétée cette année avec le sommet proprement dit. Mais en tel honneur se méfie, et la Pologne du général Jaruzelski n'en est pas sûre.

Logiquement, si l'on tient compte du style imprimé par les accords dirigés du Kremlin à leur politique extérieure, la réunion devait être l'occasion de prononcer à nouveau de fortes paroles à l'adresse de l'Occident, et surtout de dénoncer

avec plus de vigueur que jamais la politique du président-candidat Ronald Reagan - en particulier sur le terrain strictement économique. A Budapest, on faisait pourtant valoir récemment que le projet de résolution n'était pas dans le sens de la « confrontation ». Mais chacun des participants pourra imprimer un ton particulier à son propre discours. Et il semble que le sommet soit appelé à adopter deux résolutions séparées, l'une politique, l'autre économique.

C'est ce deuxième volet qui est le plus attendu, mais il paraît évident qu'il répondra aux principales questions qu'on s'est soulevées, au cours des dernières années, les différents participants est-européens. « La situation ne s'y prête pas », comme on dit à Budapest. Les affaires internes du COMECON sont toujours soigneusement voilées aux regards extérieurs (on appelle cela « l'harmonisation de l'information »), mais ses problèmes majeurs sont malgré tout assez bien connus, du moins dans leurs grandes lignes.

■ L'intégration économique, dont le principe a été posé dès 1969 et confirmé en 1971, ne s'est pas réalisée comme prévu ni pour ce qui est de la répartition des tâches ni même pour une simple coordination des différents plans économiques. C'est là une préoccupation majeure des Soviétiques, rejoins en cela, semble-t-il, par les Tchécoslovaques. C'est aussi ce à quoi M. Ceausescu s'est longtemps opposé, par souci d'indépendance. Pourra-t-il maintenant se positionner, alors qu'il vient déjà de s'offrir un beau geste d'insubordination en refusant de suivre Moscou dans son boycott des Jeux olympiques ?

La Roumanie, avec son économie en pleine crise, est très demandeuse dans un autre domaine, celui de l'énergie et des matières premières.

Il est probable que l'harmonisation des politiques économiques, et même l'intégration, seront largement évoquées à Moscou, au moins en paroles.

■ Les livraisons d'énergie et de matières premières : tous les pays de l'Est sont demandeurs, et si les Roumains font plus de bruit que les autres, c'est parce qu'eux seuls doivent acquitter tous leurs achats de pétrole soviétique en devises. Les Soviétiques, eux, sont de plus en plus réticents. Leurs livraisons ont baissé au cours des dernières années, tandis que les prix de leur pétrole montaient, au point d'être en passe de devenir supérieurs à ceux pratiqués sur le marché mondial.

Même les Bulgares

De plus, les Européens de l'Est ne sont pas satisfaits de la qualité des livraisons que l'URSS consent à leur livrer chaque année, au point que lors de la session de Berlin-Est, en octobre dernier, même les Bulgares se sont plaints à mots couverts de l'irrégularité de ces fournitures. Sur ce point, il semble que les progrès puissent être enregistrés, mais sous réserve que les « petits » pays acceptent les conditions soviétiques : investir massivement dans l'industrie d'extraction soviétique, étant bien entendu qu'un dernier ressort Moscou pourra toujours user de la formidable machine de persuasion que constituent les robots de pétrole et de gaz, sans parler des centrales nucléaires qui exportent du courant électrique.

■ Les prix. — Là encore, les pays de l'Est qui exportent des produits alimentaires et des machines sont demandeurs. Au cours des dernières années, les termes de l'échange se sont considérablement dégradés à leur détriment (de plus de 50 % selon certaines estimations).

C'est particulièrement vrai pour les prix agricoles, mais dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, les pays socialistes sont divisés : seuls les exportateurs nets de produits agricoles (Hongrie, Bulgarie) poussent carrément dans ce sens, même si à Budapest on veut croire qu'à terme l'intérêt bien compris des Soviétiques est aussi de permettre une hausse des prix. Certains progrès sont possibles, car les prix actuels ont permis à Moscou d'accumuler des bénéfices considérables, mais qui ne lui servent pas à grand-chose, sinon à encourir, à « tenir » des partenaires endettés à son égard.

■ L'aide aux pays les moins développés : tous les membres à part entière, comme Cuba ou le Vietnam, ou simples associés : régulariser, l'URSS tente de se décharger maximum de ce fardeau - d'où elle tire d'évidents avantages stratégiques - sur ses alliés. Il semble que la Tchécoslovaquie soit particulièrement mise à contribution, mais même un pays comme la Pologne doit dépenser d'énormes sommes considérables pour « aider » Cuba.

D'autres problèmes, fondamentaux, affectent le fonctionnement du COMECON, mais ceux-ci n'ont à peu près aucune chance d'être réglés. Cela fait quinze ans, par exemple, que les Hongrois, et - à l'époque - les Polonais, suggèrent une révision radicale du système des échanges, marqué par un extraordinaire manque de souplesse. En effet, ces échanges s'effectuent en une monnaie plus théorique que réelle, le rouble transférable, qui dissimule en fait de simples accords bilatéraux de troc. Et les achats de produits nobles (« durs », comme on dit dans le jargon en vigueur), c'est-à-dire qui peuvent trouver preneur en Occident, se font en devises fortes, ou plus précisément en échange

d'autres produits « durs », le solde étant réglé en devises.

La solution proposée par les Hongrois était que tout ce commerce se fasse en devises, ou, ce qui revient à peu près au même, que le rouble, dit transférable, devienne convertible : mais cette idée apparemment simple, seule susceptible de donner au COMECON une quelconque ressemblance avec le Marché commun, soulève des problèmes apparemment insolubles et de très fortes réticences soviétiques.

Une énorme disproportion

L'URSS pourrait, par contre, faire progresser ses propres exigences, déjà formulées par le premier ministre, M. Tikhonov, à Berlin-Est : une amélioration de la qualité des produits que lui fournit l'Europe de l'Est, souvent tentée dans le passé, et en raison des prix pratiqués, d'écouter sur le marché soviétique des « coucoues » invendables ailleurs.

Les Soviétiques souhaitent aussi une meilleure mise en commun des innovations technologiques : avec pour objectif avoué une moins grande dépendance vis-à-vis de l'Occident. Ce thème pourrait d'ailleurs être l'un des leitmotivs du sommet, d'autant qu'il est aussi politique qu'économique.

Il ne s'agit pas seulement de techniques, mais aussi de dettes et même de commerce déjà tous les pays de l'Est contractent au maximum leurs importations occidentales et ont pu réduire le montant global de leurs dettes. L'exemple de la Pologne de M. Gierk sert de repoussoir utile, d'autant que le général Jaruzelski s'applique à voir dans cette politique d'ouverture excessive vers l'Occident l'une des causes de la crise de son pays.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 10.)

LA PRÉSIDENCE DU CCF

En attendant le quatrième...

La non-reconduction des mandats des présidents du Crédit commercial de France et de la Banque Worms ferait sourire si elle n'était au fond dramatique. En l'espace de trois ans, c'est-à-dire depuis mai 1981, ces deux établissements ont connu trois présidents différents, et la communauté bancaire internationale s'interroge avec l'inquiétude qu'on devine pour savoir à quelle date interviendra la nomination des quatrièmes. Passe encore peut-être pour la Banque Worms, dont l'activité internationale est relativement limitée. Par contre, le départ du CCF de M. Daniel Deguen paraît incompréhensible à l'étranger.

Bien que de taille moyenne, l'établissement des Champs-Élysées occupe une place de premier plan sur l'euro-marché. Son président était parvenu à se faire connaître et apprécier hors des frontières de l'Hexagone, ce dont très peu de ses confrères français peuvent se vanter. Il y a à peine quinze jours qu'il recevait à Londres l'immense colonie bancaire installée dans la City. Celle-ci était impressionnée par son ouverture d'esprit et sa grande gentillesse. Cette dernière qualité, qu'on rencontre couramment auprès des eurobanquiers anglo-saxons, est rare chez les Français.

Il faut des années pour apprendre à connaître une banque et mener à bonne fin une politique de développement dans ce domaine. L'expérience du CCF, qui vient encore de diriger, pendant les trois premiers mois de cette année, 2 milliards de dollars d'émissions internationales s'assurant ainsi la trente et unième place dans le monde, ne date pas d'aujourd'hui. On peut aussi considérer cet établissement comme le véritable fondateur du marché de l'eurofranc.

Si la présidence d'une banque française est devenue un poste politique, on peut sérieusement s'inquiéter sur l'avenir de l'industrie bancaire de ce pays. Une des toutes premières de la planète.

CHRISTOPHER HUGHES.

POINT DE VUE

LA RÉFORME DU DROIT DES FAILLITES

Un palliatif plus qu'un remède

par ALBERT CHASSAGNON (*)

Les sénateurs doivent se prononcer après le week-end de la Pentecôte sur le second volet de la réforme du droit des faillites qui utilise notamment la procédure de règlement judiciaire (le Sénat préférerait l'expression de « redressement judiciaire ») pour les entreprises en difficulté. Pas moins de trois cent soixante-dix amendements ont été déposés par eux la semaine dernière. Le projet de loi de M. Badier devra venir en seconde lecture devant l'Assemblée nationale.

Sans faillites, moins de chômeurs. Alors, supprimons la faillite ! Les, c'est déjà fait depuis 1967, terme à l'époque banni du code de commerce. Décidément, les entrepreneurs incapables de payer n'ont plus été déclarés en faillite, mais en « règlement judiciaire » ou en « liquidation de biens ». Cependant, si le mot a changé, la chose a, c'est-à-dire la défaillance à laquelle il s'appliquait, elle, est restée. Mince progrès.

Horrifié par la transformation le passif en actif, seule véritable réforme, comment faire mieux et améliorer l'actuelle législation ? C'est l'objet des projets 540 et 541 adoptés le 10 avril en première lecture par l'Assemblée nationale et sur lesquels viennent de débiter les sénateurs.

A la place du « règlement judiciaire » et de la « suspension provisoire des poursuites » de 1967, abrogés, est instituée une procédure unique, encore appelée « règlement judiciaire », comportant d'ailleurs un processus simplifié pour les firmes employant moins de cinquante salariés, lesquelles représentent plus des neuf dixièmes de l'ensemble.

Dès le jugement déclaratif, une période d'observation s'ouvre pour permettre l'élaboration d'un « plan de redressement », soit par continuation de l'entreprise, soit par cession globale ou partielle. A défaut, il est procédé à la liquidation.

L'exposé des motifs est harmonieux. L'article premier énonce clairement le principe fondamental qui est de « permettre le redressement de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif ». Qui n'y souscrirait ?

Toutefois, face à une réalité quotidienne complexe et particulièrement ardue, n'est-ce pas là une mission

impossible imposée aux deux cent trente-cinq articles soumis au Parlement, puisque la cessation des paiements n'est que la constatation d'un échec économique dont on ne peut que limiter les dégâts et qu'il est difficile de transformer en succès ?

La législation de 1965, déjà teintée d'humanité et qui bouleversait le régime traditionnel, n'eût pas eu de succès en 1967, qui se voulait tout aussi définitive, moins de vingt ans.

C'est dire que la maladie est difficile à guérir. La mortalité est toujours la même, et ce, malgré l'intervention de plus en plus grande de l'Etat, souvent d'ailleurs bien avant la phase judiciaire. L'injection de morphine, en ce domaine sous forme de moratoire, n'est toujours que curative, mais bien au contraire, fréquemment néfaste pour les entreprises concurrentes, incapables de résister à des coûts de revient artificiels qui, à leur tour, plongeront, fortifiant ainsi un cycle infernal, pour ainsi dire éternel.

Eviter si possible la fermeture et cette préjudiciable réaction en chaîne pour la collectivité, c'est, ainsi que le précise l'exposé des motifs de la nouvelle législation, « donner les moyens d'assurer leur survie lorsqu'elles sont viables ».

Quels sont alors ces moyens accrus ?

Autrement dit, si quelque chose d'utile peut encore être fait, il faut que le législateur apporte la panoplie thérapeutique nécessaire à cette fin, en fournissant la possibilité de traitements appropriés, sans attendre l'agonie.

Un principe fondamental est dégagé : la sauvegarde d'une cellule économique viable. C'est la reconnaissance nécessaire d'un fait et la fin d'une hypocrisie puisque les concordats sont de moins en moins nombreux, que les créanciers, même privilégiés, sont de moins en moins remboursés et que les cessions à forfait, imposées par les réalités et l'Etat, à prix symboliques, sont devenues une exigence des faits.

A ce sujet, il convient de rappeler qu'à défaut le résultat serait le même pour les créanciers, car la fermeture, par l'arrêt d'activité, entraîne l'annulation des actifs et l'aggravation considérable du passif. En plus, c'est une source de débouchés tant pour le fournisseur créancier. La plupart

du temps, le débat se limite à la détermination des aides financières exceptionnelles à accorder par la puissance publique au « repreneur » en vue de l'insignifiant prix d'acquisition, sur lequel elle a pesé, mais l'opération comporte en revanche le maintien d'un nombre d'emplois en harmonie avec la structure de la cellule économique conservée par un nouveau propriétaire.

La mise en œuvre de ce principe requiert des moyens techniques appropriés, d'abord dans la première phase de survie, dès la survenance du jugement d'ouverture de la période d'observation, puis lors de la phase de consolidation ultérieure, le délai idéal entre les deux devant, dans l'absolu, être le plus court possible, ce qui n'est pas facile, bien que le facteur temps soit toujours primordial.

La survie immédiate

Dans une première étape, pour favoriser la survie immédiate, il faut, pour éviter la fermeture, donner à l'entreprise les moyens de supprimer une série de contraintes techniques, sinon la seconde phase sera inaccessible. Ces contraintes se situent au niveau des fournisseurs au sens large (vendeurs, sous-traitants, bailleurs, banquiers, etc.), des clients, du personnel et des propriétaires.

A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels. La balance doit alors pencher en faveur de l'entreprise en difficulté, car c'est dans cette période qu'elle doit être spécialement aidée.

Vis-à-vis des fournisseurs, c'est, par exemple, interdire la reprise des biens livrés, supprimer les droits de réclamation, les mesures d'exécution, les possibilités de résiliation, le cours des intérêts, etc.

Sur ces points, le projet n'apporte pas grand changement, de sorte que l'entreprise, à partir du moment où elle a en fait perdu la maîtrise de ses affaires, acceptera de plus en plus de clauses de réserve de propriété, donnera ses biens en garantie pour obtenir de nouveaux crédits, et mobilisera ses dernières ressources en recourant à toutes les facilités données par la loi Dailly de janvier 1981 (mobilisation des créances pour les clients).

Aussi, lors du début de la période d'observation, même le gel des

dettes risque d'être insuffisant pour procurer la trésorerie nécessaire à la poursuite de l'exploitation qui exige, cette fois, des paiements constants.

Des mesures destinées à favoriser le crédit, en marche normale, deviennent donc nécessaires lors de la crise qu'elle est d'ailleurs contribué à masquer. Pourquoi ne pas supprimer la validité des clauses de réserve de propriété vis-à-vis des entreprises en règlement judiciaire, et en permettre l'application pendant cette période ?

Si l'entreprise vient devant le tribunal visée d'une partie de sa subvention, rien ne sera possible. De telles mesures auraient d'ailleurs un amont des effets salutaires sur la sélectivité du crédit, le fournisseur ne vendrait plus sans souci de solvabilité et l'effet d'anticipation accélérerait valablement une prise de conscience souvent trop tardive.

Vis-à-vis des clients, aucune clause ne devrait pouvoir empêcher l'adoption des contrats en cours, dans la mesure où, évidemment, les marchés sont normalement continués. En ce sens, le projet apporte les innovations nécessaires.

Vis-à-vis du personnel, les effectifs excédentaires doivent pouvoir être allégés sans retard si les perspectives économiques l'exigent. Sur ce point, le projet de loi soumet les licenciements à l'autorisation du juge-commissaire, mais préalablement à sa saisine est prévu le recours aux formalités de droit commun, à l'interdiction desquelles le délai d'avis doit disposer l'autorité administrative est fixé à dix jours à compter de la date d'envoi du projet de licenciement. Ces retards aggraveront la situation financière de l'entreprise, d'autant que le règlement des salaires courus entre le jugement et la notification n'est pas à la charge des assurances des salariés contre le risque de défaut de paiement prévu à l'article 132.

Il est, bien sûr, indispensable que le personnel soit consulté, mais le facteur temps est essentiel, dans l'intérêt même de la poursuite d'activité.

Vis-à-vis des propriétaires de l'entreprise, qui en appréciant souvent mal l'état de dégradation croissant des blocages à une reprise pour des

(*) Administrateur provisoire près le tribunal de commerce de Paris.

liers, il faut pouvoir agir vite, sans spoliation, par voie d'augmentation de capital ou de transfert d'actions imposé à l'Etat d'urgence, objectif réalisé par le projet de loi.

Plus ou moins allégée de ces contraintes, l'entreprise doit continuer son activité pendant la période d'observation. Pendant quel délai et comment ?

Trois mois, renouvelables une fois et exceptionnellement prolongés, à la seule demande du procureur, pour six mois. Il faut évidemment mettre des bornes dans le temps, mais la vie économique se joue de rigidités, et chaque exploitation est différente, notamment en fonction de sa structure, de son objet et de son marché. L'idéal est d'adapter le délai à la situation, mais il y a évidemment un risque de laxisme découlant des interventions de tous ordres engendrées par la période de crise. Peut-être faudrait-il quand même prévoir une soupape exceptionnelle de sécurité, laissée à l'appréciation des tribunaux qui ont à en juger. Mais celle-ci n'est pas prévue par le texte.

Exploitation directe ou indirecte, par voie de location-gérance ? Le principe est la poursuite de l'exploitation directe, mais si celle-ci s'avère impossible, faute de crédibilité, faut-il alors refuser cette ultime possibilité si elle est objectivement examinée par les autorités concernées ? Or l'article 41 considère la location-gérance comme une exception réservée aux entreprises dont la disparition serait de nature à causer un grave trouble à l'économie nationale.

La consolidation

N'est-ce pas excessif de créer une inégalité, confinant au privilège, au détriment des entreprises moyennes, puis d'ordonner une fermeture imposée par un texte, si l'on peut s'en dispenser ? Il paraît plus normal de laisser aux tribunaux, en liaison avec les parquets, chargés de la tutelle des entreprises, la responsabilité d'apprécier le caractère sérieux de la formule proposée. La rigidité de l'objectif ne doit pas supprimer la souplesse d'application sur le terrain.

Cette période d'observation doit assurer la survie et, en même temps, préparer si possible la sortie du tunnel que constitue le plan de redressement.

Deux issues sont prévues : la continuation de l'entreprise, assortie

ou non de cession partielle, ou la cession.

La première est la poursuite de l'exploitation par l'entreprise, avec les anciens propriétaires ou de nouveaux actionnaires, dont l'entrée est largement facilitée par le nouveau texte, ce qui est essentiel.

C'est alors qu'interviennent les modalités nouvelles d'apurement du passif prévues à l'article 75, nécessaires mais insuffisantes. Le tribunal pourra désormais imposer au-delà de trois ans, des délais uniformes à tous les créanciers, publics et privés, ce qui constitue une innovation. Cependant le projet lui refuse le pouvoir d'imposer des remises, ce qui pourrait faciliter largement les solutions internes de reprise, sans pénaliser les créanciers, puisque, à défaut, ils risquent de percevoir encore moins. Mieux vaudrait être plus réaliste et confier le pouvoir d'imposer aux créanciers non privilégiés des réductions de créances en fonction des possibilités de paiement. Le résultat serait finalement moins mauvais et pour l'entreprise et pour les créanciers. Que de difficultés longues et onéreuses de transfert de propriété seraient alors supprimées. Tel serait bien le pivot d'une nouvelle législation mais le texte ne fait que le motif du chemin.

En ce qui concerne la cession de l'entreprise, qui constitue une innovation indispensable, le mécanisme d'offre, nouveau, est susceptible d'amélioration afin de ne pas rejeter systématiquement de meilleures propositions par excès de formalisme.

En définitive, plus qu'un prétexte, la réforme du régime de la cession de paiements est bien une nécessité technique destinée à limiter les dégâts économiques et sociaux, en visant à mieux sauvegarder un potentiel viable.

Mais même une plus grande efficacité de traitement ne transformera pas miraculeusement en succès l'échec économique qu'est la faillite et ne pourra qu'en atténuer les conséquences, dans la mesure du possible.

Aux législateurs d'unir leurs compétences pour que - ce qui est le propre d'une bonne loi - le texte ne puisse être l'objet de trop nombreuses interprétations jurisprudentielles car, en la matière, l'incertitude sur la validité des multiples décisions à prendre serait particulièrement funeste et irait à l'encontre du but.

LA CONFÉRENCE

Technoc

UNION SOVIÉTIQUE

L'effet Andropov

L'ANNÉE 1983 a été incontestablement meilleure que la précédente, qui avait été, il est vrai, très mauvaise. Selon les statistiques officielles, le produit national brut soviétique a progressé l'an dernier de 3,1 % (contre 2 % en 1982) pour atteindre 530 milliards de roubles. La production industrielle s'est accrue de 4 % (contre 2,8 % en 1982). La productivité industrielle a augmenté de 3,5 %. La production agricole aurait été en hausse de 5 %, et l'augmentation de la productivité dans ce secteur « sinistré » les années précédentes aurait atteint le chiffre record de 6 %.

Il faut prendre ces chiffres avec prudence. Dans certains cas, la production est donnée en volume, dans d'autres seulement en roubles. Or les prix de gros agricoles ont été par exemple réévalués le 1^{er} janvier 1983. En outre, le mode de comptage varie souvent d'une année sur l'autre.

Les experts occidentaux estiment pourtant que, malgré des exagérations manifestes, la plupart des indicateurs (sauf celui du pétrole, en stagnation à 616 millions de tonnes, et celui du charbon, en légère régression à 716 millions de tonnes) sont à la hausse. Le PNB aurait progressé d'environ 2 % (au lieu des 3,1 % annoncés officiellement), et le mouvement se serait maintenu au cours des premiers mois de 1984.

En amélioration

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette amélioration. Les conditions climatiques, tout d'abord, ont été favorables. Les hivers 1982-1983 et 1983-1984 ont été assez doux ; ce

facteur joue non seulement pour l'agriculture mais aussi pour le bâtiment. De plus la campagne de renforcement de la discipline (sanctions contre l'absentéisme, l'ivrognerie, les vols, etc.) menée au cours des premiers mois de 1983 par Andropov a porté ses fruits, même si elle semble maintenant bien oubliée.

Des changements dans le personnel de gestion, également pendant le court mandat d'Andropov, notamment dans le secteur des transports, ont eu un effet bénéfique.

Il faut encore ajouter le développement des « brigades sous contrat » dans l'agriculture. Ces unités de production sont responsables du matériel qui leur est confié et échappent à l'autorité des dirigeants agricoles locaux. Leurs membres sont payés en fonction des résultats obtenus et ont donc tendance à éliminer de leurs rangs la main-d'œuvre inutile.

La récolte de céréales a, selon M. Tchernenko, « dépassé 190 millions de tonnes » en 1983. Un résultat comparable est attendu cette année. Dans ces conditions, les Soviétiques devront importer environ 30 millions de tonnes de céréales. L'approvisionnement en produits maraîchers, qui demande un bon système de transports et de distribution, reste le point faible. Il est toujours difficile de trouver des légumes frais en hiver à Moscou, ville pourtant privilégiée à cet égard par rapport au reste du pays.

Selon la CIA, le taux de croissance soviétique ne cesse de diminuer depuis vingt ans, avec un léger redressement ces dernières années. Il était de 5 % dans les années 60, de 4,3 % dans la première moitié des années 70, avant de tomber à 3,4 % en 1978, 0,4 % en 1979, 1,7 % en 1980 et 2,2 % en 1981. La CIA et les autorités soviétiques donnent le même taux pour 1982 : 2 %.

L'amélioration intervenue en 1983 est-elle durable ? Les experts occidentaux restent sceptiques devant le chiffre officiel de 4,9 % pour l'augmentation de la production industrielle au cours des quatre premiers mois de 1984. De l'avis général, le maintien du rythme de 1983 (sauf dans le secteur de l'énergie où un effort est nécessaire) serait déjà un succès.

DOMINIQUE DHOMBRES.

RDA

Des tendances plus positives

LA réduction des livraisons de pétrole en provenance d'URSS et l'endettement auprès des banques occidentales ont lourdement pesé ces dernières années sur les orientations de l'activité économique de la RDA. Les chiffres dont on dispose pour 1983 font apparaître, comme les années précédentes, les contraintes pesant sur l'économie de ce pays : pénurie d'énergie et de matières premières, effort particulier dans le secteur des exportations, considéré comme une priorité absolue.

L'objectif d'une croissance annuelle de 5,1 % qui avait été fixé par le plan quinquennal pour 1981-1985 a dû être chaque année révisé en baisse. On compte pour 1984 sur une croissance de 4,6 % du PNB. De même, l'amélioration de la productivité, qui était l'un des objectifs prioritaires fixés en avril 1981, est restée en deçà des espérances.

En dépit de certains efforts engagés (M. Honecker a reconnu lui-même, en novembre 1982, que la productivité était inférieure de 30 % à ce qu'elle est en République fédérale), toute tentative importante de rationalisation bute sur les garanties promises par la Constitution et les lois est-allemandes à tout individu en matière de travail et de protection sociale, qui engendrent un chômage déguisé. Elles butent également sur la tendance des directions d'entreprise à employer des sur-effectifs pour être sûres de remplir les objectifs du plan et sur le manque d'incitation à la réduction des coûts.

Les derniers résultats de l'économie est-allemande n'en font pas moins apparaître des tendances positives et une certaine faculté d'adaptation. La croissance a été légèrement accélérée, la consommation d'énergie et de matières premières a continué à diminuer en 1983, tandis que l'on recourait toujours plus intensément aux ressources énergétiques intérieures : le gaz et la lignite essentiellement. Des industries nouvelles, faibles consommateurs de matières premières, ont été développées, comme la micro-électronique. Le bilan du commerce extérieur fait apparaître, comme déjà en 1982, un excédent avec les pays occidentaux industriels, et la dette a pu être réduite. Ces améliorations se sont faites aux dépens de la consommation intérieure.

Les chiffres publiés par l'Institut allemand pour la recherche économique (installé à Berlin-Ouest mais qui travaille à partir des données officielles est-allemandes) font apparaître en 1983 un déclin de la

consommation des ménages par rapport à l'année précédente. Cependant, contrairement à ce qui s'était passé à l'automne 1982, les Allemands de l'Est n'ont pas eu à souffrir de difficultés d'approvisionnement en produits de première nécessité. Les queues devant les magasins d'alimentation étaient réapparues en 1982 pendant quelques mois, y compris à Berlin-Est. Le régime est-allemand ne peut, pour des raisons politiques — en particulier parce que sa population est informée en permanence sur ce qui se passe dans l'autre Allemagne, — s'autoriser ce type de « dysfonctionnement ».

Dans le secteur industriel, la production de biens de consommation a augmenté de 6,5 % en 1983. La baisse de la consommation des ménages paraît ainsi relever directement de la modification de la structure des échanges extérieurs, en l'occurrence de la diminution des importations de produits de consommation.

Le volume total du commerce extérieur s'est accru de 12 % en 1983 par rapport à 1982, avec le même excédent des exportations sur les importations. Les échanges avec l'URSS représentent 39 % du total (contre 35 % en moyenne de 1976 à 1980). Les statistiques soviétiques pour la première moitié de 1983 révèlent une augmentation de 10 % du volume des échanges, due essentiellement à l'accroissement des exportations est-allemandes. Pour les autres pays de l'Est qui publient périodiquement des statistiques (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne, Hongrie), le volume des échanges diminue en raison de la réduction des importations est-allemandes.

La même tendance pouvait être observée ces dernières années en ce qui concerne les échanges avec les pays occidentaux, République fédérale mise à part. L'importance de la dette extérieure incite la RDA à se concentrer sur un seul pays fournisseur : la RFA. Le crédit SWING, un prêt annuel sans intérêt de 750 millions de Deutschmarks consenti par Bonn, permet en effet à la RDA de financer sans intérêt le déficit de son commerce avec la République fédérale. Les produits est-allemands entrant en République fédérale sont, d'autre part, considérés par les autres membres de la CEE comme « commerce intérieur » et dispensés de droits de douane à l'entrée du Marché commun.

CLAIRE TREAN.

POLOGNE

Le ressort brisé

UN peu mieux, c'est-à-dire fort mal : tel est le diagnostic à peine paradoxal qui semble convenir à l'économie polonaise en 1984. Le mieux tient essentiellement des chiffres donnés par les sources officielles : pour la première fois depuis de nombreuses années, le produit national s'est accru (entre 3 et 4 % en 1983 par rapport à l'année précédente). Mais ce progrès se situe à l'intérieur d'une régression considérable, puisque ce même produit national aurait été, toujours selon les données officielles, inférieur d'un quart à celui de 1978.

Le mieux — relatif — tient aussi à un approvisionnement moins mauvais des magasins d'alimentation : il y a toujours des queues dans la rue dès 6 heures du matin, mais elles sont moins longues. Ce progrès est dû à deux facteurs essentiels : un strict rationnement pour certains produits de base, et aussi de très fortes hausses de prix, qui ont rendu certaines denrées dites de luxe (comme le jambon) inaccessibles pour de très nombreuses familles.

Il ne s'agit pas seulement d'inflation (les 15 % prévus pour cette année seront certainement dépassés), mais d'une forte dégradation du pouvoir d'achat de certaines catégories de citoyens, avant tout les jeunes ménages, les retraités, les enseignants, les employés des petites entreprises d'Etat, les ingénieurs... Cette situation est masquée, comme c'est généralement le cas dans les situations de pénurie, par une floraison de nouveaux riches, qui appartiennent à deux catégories : ceux qui se laissent dans le secteur privé, souvent en collaboration avec des Polonais de l'étranger, et qui, au prix d'un dur travail, amassent des sommes considérables avec d'autant plus de hâte qu'ils sont tout à fait incertains du lendemain. Et aussi ceux à qui leurs fonctions assurent de très précieux privilèges (par exemple la possibilité d'acheter en priorité des voitures pour les revendre sur le marché au triple de leur valeur d'achat).

Peu de perspectives

Quant aux ouvriers des grandes entreprises, ils bénéficient de hausses de salaires « trop importantes », comme il a été souligné au cours du dernier plénum du comité central, au début juin, qu'il s'agit de réduire.

Plus encore que les très grandes difficultés du présent, c'est l'absence de perspectives crédibles pour l'avenir qui pèse sur le moral de la population. Le régime économique, pour n'être pas totalement oublié, a été vidé d'une grande partie de sa substance. Le centralisme revient au galop, et avec lui la routine et la bureaucratie, à la grande satisfaction des apparatchiks de tous ordres qui avaient vu leur existence menacée à l'époque de Solidarnosc.

De très nombreux obstacles matériels — certains dus à la situation internationale, d'autres à l'héritage de longues années de mauvaise gestion — entravent une véritable réforme, et une reprise de l'économie. Mais le plus grave est sans doute que le moteur de tout progrès, une certaine foi en l'avenir et un minimum de confiance dans les dirigeants semblent avoir disparu dans une majorité de la population depuis le coup de force de 1981 et l'écrasement de Solidarnosc, un mouvement dont l'un des objectifs déclarés était justement de remettre l'économie en état de marche.

Les autorités ne semblent pas compter que sur le temps et sur la discipline, mais le temps ne joue pas forcément en faveur d'une reprise « naturelle ». Le poids de la dette étrangère (environ 27 milliards de dollars, sans compter les dettes à l'égard de l'URSS) se diminue, et les efforts considérables faits pour dégrader un excédent des échanges extérieurs ne pourront sans doute pas être maintenus très longtemps, tant ils pèsent, non seulement sur l'approvisionnement du marché, mais aussi sur le parc industriel du pays, qui se dégrade très vite.

Au sein du COMECON, la Pologne, qui est de loin le pays de l'Est le plus important, en population et en superficie, reste considérée d'un œil soupçonneux : l'idée, largement entretenue par la propagande des différents pays socialistes depuis 1980, selon laquelle les Polonais ne travaillent pas et n'ont que ce qu'ils méritent, reste assez universellement partagée. Et l'équipe du général Jaruzelski, refusant toujours les quelques « gestes » politiques qui pourraient lever les scrupules des Occidentaux à reprendre des relations « normales » avec Varsovie, n'a pu jusqu'ici trouver la meilleure solution que de se lier toujours plus étroitement, et son pays avec elle, à l'URSS.

J. K.

nous échangeons vos FACTURES contre de L'ARGENT FRAIS !

L'argent "frais" est aussi indispensable à la croissance des entreprises que le second souffle au coureur de fond. Une entreprise moyenne, surtout s'il s'agit d'une entreprise de main d'œuvre doit en effet, régler comptant les salaires, les charges sociales, etc... C'est si vrai qu'aux Etats-Unis par exemple, le factoring, que les Français appellent affacturage est considéré comme l'une des composantes essentielles du financement des entreprises.

Votre argent dans les 48 heures

La Banque Sofirec occupe une place privilégiée sur le marché français de l'affacturage.

Sofirec échange les factures émises par ses adhérents contre de l'argent "frais" disponible dans un délai de 48 heures.

Sofirec leur remet soit un chèque, soit un billet à ordre acceptable auprès de leur banquier.

Le volume du financement accordé tient compte des besoins réels des entreprises et n'est pas limitatif. Sofirec laisse son client libre du choix des créances à financer.

Gestion "à la carte" de votre facturation

Sofirec accepte de gérer à la carte le portefeuille des entreprises qui lui font confiance. Ses adhérents peuvent donc confier à Sofirec les seuls clients correspondant à leurs besoins.

Sofirec assure pour eux les relances, le recouvrement et l'imputation des règlements.

Assurance de vos créances

Sofirec garantit le paiement des créances qui lui sont confiées et assure tous les risques d'impayés liés à une mauvaise situation financière des débiteurs.

Le Club Sofirec

Le Club Sofirec est ouvert à tous ses clients.

En plus de certaines informations économiques et commerciales, le Club Sofirec offre à ses adhérents une assistance juridique et comptable : Sofirec leur offre en particulier un diagnostic annuel, réalisé gratuitement par un audit spécialisé.

Le Club propose aussi à ses membres, dont il est le lien essentiel, des contacts et des rencontres amicales susceptibles de favoriser le développement de leurs entreprises.

Pour recevoir, sans engagement, le Dossier Spécial "Affacturage Sofirec", écrivez à :

SOFIREC
PARIS 16, rue d'Aguesseau Tél. 742.73.97
MARSEILLE 24, rue F. Darné 13231 Cédex 01
Tél. (01) 54.92.76

ROUMANIE

Le retour au bercail

PRISONNIÈRE de ses difficultés économiques, la Roumanie se trouve bon gré mal gré sur le chemin de retour au bercail socialiste dont elle s'est efforcée de s'éloigner au cours des dernières vingt années. Lorsque le président Ceausescu a commencé au milieu des années 60, à appliquer sa doctrine d'ouverture tous azimuts, la Roumanie réalisait plus de 60 % de ses échanges commerciaux avec les pays du COMECON, dont 40 % environ avec l'URSS.

A la suite de son adhésion au FMI et à la Banque mondiale, la Roumanie a progressivement donné une nouvelle orientation à ses relations extérieures pour réduire, au début des années 80, le volume de ses échanges avec ses partenaires communistes à 40 % dont 18 % avec l'URSS. En revanche, le commerce de la Roumanie avec les pays de l'OCDE et avec les pays en développement représentait chacun quelque 30 %.

Dans l'impossibilité d'honorer ses engagements financiers à l'égard de ses créanciers occidentaux, la Roumanie s'est décidée, à partir de 1981, à tailler dans le vif. Les importations payables en devises ont été réduites. En même temps, les échanges avec les pays du COMECON ont augmenté. Par cette politique d'austérité, la Roumanie a réussi à réduire sa dette extérieure à environ 8 milliards de dollars. La balance commerciale a accusé en 1983 un excédent de 2,4 milliards de dollars, dont 2 milliards en monnaies convertibles.

Réticences

Depuis, la Roumanie n'a laissé passer aucune occasion de critiquer les insuffisances de la coopération au sein du COMECON, notamment dans le domaine de l'énergie et des matières premières. La Roumanie doit couvrir ses besoins sur le marché mondial et payer en devises fortes. La facture s'est particulièrement alourdie à la suite de la hausse des prix du pétrole, dont la Roumanie doit importer environ quinze millions de tonnes par an pour faire tourner, au moins au ralenti, une industrie pétrochimique boulimique.

M. Ceausescu veut cependant obtenir une coopération renforcée sans être prêt, semble-t-il, à faire des concessions, en particulier en ce qui concerne les mesures d'intégration prévues par Moscou. Les réticences roumaines sont d'autant plus compréhensibles que les expériences faites avec les programmes de coordination et de spécialisation « sont décevantes pour les petits pays du COMECON ».

La Roumanie, qui avait pendant vingt ans donné ses préférences aux accords bilatéraux en réduisant sa participation aux projets multinationaux, a cependant fait des efforts depuis 1981. Dans le seul domaine de la construction mécanique, Bucarest a signé quatre-vingts de quatre-vingt-dix accords multinationaux existants. Dans la période 1976-1980, la Roumanie n'avait signé que quarante-cinq de quatre-vingt-cinq accords.

Incontestablement, Bucarest cherche à rattraper son retard. Il est cependant peu probable que les pays du COMECON, l'URSS en tête, soient prêts à venir en aide à la Roumanie aux conditions posées par le président Ceausescu qui, à plusieurs reprises, a répété qu'il poursuivait sa politique autonome aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. Cela revient à dire que la Roumanie accepterait l'aide du COMECON, tant qu'elle en aura besoin...

WALTRAUD BARILY.

Une politique plus autarcique

(Suite de la page 9.)

Les récents accords économiques soviéto-polonais, qui semblent lier plus étroitement que jamais, et « jusqu'à l'an 2000 », la Pologne à l'URSS, peuvent être interprétés comme le signe avant-coureur d'une tendance plus générale, marquée par un désir de parvenir à une quasi-autarcie à l'intérieur du bloc, c'est-à-dire, inévitablement, à une plus grande dépendance à l'égard de Moscou, tant la disproportion est énorme entre le poids de l'URSS et

HONGRIE

L'ouverture sur l'ouest

UNE sage prudence incite les dirigeants hongrois à refuser de poser leur pays en « modèle » au sein du camp socialiste. Cela n'empêche pas les populations des pays voisins de considérer avec envie la situation des Hongrois, qui passeraient presque pour des « Occidentaux » de l'Est, du moins si l'on n'y regarde pas de trop près.

Pourtant, depuis plusieurs années, le niveau de vie baisse : environ 13 % en quatre ans, ce qui n'est pas la possibilité d'exercer un « second métier » : les autres se maintiennent leurs revenus qu'au prix d'un travail accru — mais on ne pourra pas indéfiniment allonger la durée réelle du travail.

Le secteur privé ou semi-privé (les petites entreprises en gérance, et toutes sortes de formes d'associations destinées à permettre une meilleure utilisation du potentiel public de production) fait certes l'originalité du système hongrois : mais on s'aperçoit que cette « solution » ne peut être que très partielle et qu'elle n'apporte pas de remèdes aux maux de la majeure partie de l'industrie (manque d'autonomie, incompétence fréquente de l'encadrement), communs à la Hongrie et aux autres pays socialistes.

C'est à ce secteur essentiel que la « réforme » — à laquelle le comité central vient de donner un « nouveau départ » — va essayer de s'attaquer à présent. Les résultats de l'industrie ont été un peu décevants en

1983, et c'est à nouveau l'agriculture, point fort de l'économie hongroise, qui, sans pour autant « réaliser le plan », a su le mieux tirer son épingle du jeu, en dépit d'une forte sécheresse. Au total, le revenu national est resté presque stagnant (+ 0,5 %), et les hausses de prix se succèdent à un rythme rapide.

Ouverture

L'évolution vers une pratique de prix « réels » est au cœur de la réforme économique hongroise : il s'agit de réduire progressivement les subventions à certains produits essentiels, et pour le reste de favoriser la rentabilité et la concurrence par un système d'alignement des prix intérieurs sur les prix à l'importation ou à l'exportation, selon les cas : mais ce principe, trop rigide et complexe, ne semble pas donner toute satisfaction.

Il reste que l'« ouverture » sur l'extérieur est un élément fondamental de la politique économique hongroise — et que cette ouverture se fait largement en direction de l'Ouest : la proportion des échanges avec le COMECON atteint à peine 50 % (dont 30 % avec l'URSS), un peu plus si l'on tient compte du commerce en devises avec le COMECON. C'est surtout ce commerce particulier « avec l'Est » qui permet à la Hongrie de dégager un bénéfice dans ses échanges en monnaie forte : toute tentative soviétique pour ré-

duire la part de ce type d'échanges au sein du COMECON serait donc lourde de conséquences.

Dans l'ensemble, et pour la première fois depuis 1978, la Hongrie a obtenu un excédent dans ses échanges. Budapest s'intéresse beaucoup à ses relations avec la CEE et même depuis plusieurs mois de difficiles négociations en vue d'un accord préférentiel avec la Communauté. Elle est le seul pays du « bloc » à s'être engagé dans cette voie (le dogme soviétique était jusqu'à présent de négocier de puissance à puissance, c'est-à-dire COMECON avec CEE), et les négociations occidentales se demandent si l'attitude souvent dédaigneuse de leurs partenaires hongrois ne s'explique pas en fait par des pressions soviétiques.

La Hongrie est aussi l'un des pays de l'Est les plus endettés — par rapport à sa population et à son poids économique : sa dette nette serait d'environ 6 milliards de dollars, ce qui correspond à peu près à une année d'exportations. Cette dette a légèrement augmenté au cours de l'année écoulée (les chiffres « bruts » atteignent 8,3 milliards de dollars à la fin de 1983), mais la Hongrie, membre du FMI et de la Banque mondiale, ne semble pas éprouver de grandes difficultés à la refinancer.

Par contre, comme ailleurs à l'Est, la forte contraction des importations — conséquence de la nécessité de rembourser — se répercute directement sur la satisfaction des besoins de la population, y compris dans des domaines aussi essentiels que les médicaments.

Depuis plusieurs années, les nuages semblent s'accumuler sur le « demi-miracle » hongrois. Force est de reconnaître que l'orage attendu n'a pas éclaté, mais bien des Hongrois restent inquiets : si la « réforme » économique semble s'enraciner dans la société, et vaincre la plupart des résistances, y compris au sein du parti, les menaces extérieures subsistent.

Pour l'instant, ce n'est pas vers Budapest que Moscou lance des éclairs, et János Kádár reste le meilleur des paratonnerres. Mais ensuite ?

J. K.

JAN KRAUZE.

1500

AU SOMMET DU COMECON

BULGARIE

Technocratie

DEPUIS de longues années, les réformes économiques se succèdent en Bulgarie à un rythme accéléré. Déjà, en 1970, M. Todor Jivkov avait fait adopter le VI^e plan quinquennal prévoyant la création d'une « base matérielle et technique » telle qu'elle aurait permis, avant la fin de la décennie, la constitution d'une industrie moderne.

Il se révèle rapidement que les objectifs fixés ne pourraient être atteints. A partir du milieu des années 70, les statistiques publiées à Sofia deviennent de moins en moins fiables. Les succès enregistrés (parmi lesquels l'entrée en activité de la première centrale nucléaire dans les Balkans construite avec l'aide de l'URSS) ne permettent pas d'assurer l'augmentation sensible du niveau de vie de la population.

Le XI^e Congrès, en 1976, suivi deux ans plus tard d'une conférence nationale du parti, étudie « les moyens de surmonter les difficultés et d'éliminer les faiblesses qui entravent à certains échelons le développement du pays ».

Pourtant, d'année en année, les résultats économiques sont inférieurs aux prévisions. Et c'est ainsi qu'en 1981 et en 1982 les objectifs du plan jugés « trop ambitieux » sont révisés en baisse, décisions accompagnées de restructurations dans l'agriculture et dans l'industrie.

En janvier 1982, M. Gricha Filipov, nommé chef du gouvernement en août 1981, annonce l'introduction d'un « nouveau mécanisme économique », s'inspirant de l'expérience hongroise. Mais la réalisation de cette dernière version de la réforme se heurte à son tour à des difficultés.

Mars 1984 enfin : la conférence nationale du parti, précédée d'une grande campagne d'explication, adopte un programme à long terme

(encore un !) qui prévoit « l'amélioration de la qualité de la production et de la gestion des affaires dans tous les domaines ».

En effet, la médiocrité des produits bulgares, dénoncée par M. Jivkov lui-même à plusieurs reprises, constitue la préoccupation principale des dirigeants, avec la non-observation de la discipline du travail et la faible productivité. La qualité de la production disponible suscite le mécontentement des consommateurs, déjà lourdement pénalisés par des hausses de prix successives, et pas seulement en raison de la mauvaise performance devenue chronique du secteur agricole.

Le problème de la qualité ne marque évidemment pas d'avoir des répercussions sur l'évolution des échanges extérieurs. Le commerce extérieur bulgare est essentiellement orienté vers les pays du COMECON (plus de 80 % des échanges, dont 60 % avec l'URSS). Tous les textes publiés à Sofia insistent sur le rôle décisif de l'intégration de l'économie bulgare au sein du COMECON. On attache néanmoins de l'importance au développement des échanges avec les pays occidentaux, d'où le besoin de produits de qualité.

Les dirigeants bulgares - parmi lesquels les technocrates de la « nouvelle génération » occupent des postes-clés dans l'économie - comptent bien plaider lors du prochain « sommet » en faveur de la prise en compte des intérêts nationaux de leur pays. Car ils constatent, comme d'autres responsables est-européens, la détérioration des termes d'échange avec Moscou, en raison de la trop faible rémunération des produits alimentaires exportés en Union soviétique.

THOMAS SCHREIBER.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Pour l'intégration

PARTISANS fervents d'une intégration poussée des économies est-européennes considérée comme la meilleure solution aux graves problèmes de leur pays, les dirigeants tchécoslovaques attendaient avec impatience ce sommet.

Une récente étude du *Courrier des Pays de l'Est* (avril 1984) démontre que la Tchécoslovaquie doit accroître le plus rapidement possible ses exportations vers l'URSS, pour résorber son déficit commercial et compenser les nouvelles hausses de prix que subissent les matières premières importées d'Union soviétique.

Or l'industrie se trouve dans une situation difficile en raison du vieillissement de son infrastructure. Certes, contrairement à la plupart des pays socialistes, la dette extérieure (inférieure à 4 milliards de dollars) reste faible, mais la Tchécoslovaquie pratique une stratégie conservatrice au détriment de la compétitivité. Par conséquent, pour tenir ses engagements, elle devrait radicalement modifier sa politique à l'égard du monde occidental, en accroissant ses importations ; mais ses partenaires du COMECON ne peuvent pas - et parfois ne veulent pas - lui fournir certains équipements nécessaires à la modernisation.

Les dirigeants de Prague comptent sur les Soviétiques pour convaincre les pays frères d'apporter une contribution financière accrue sous une forme qui reste à déterminer. D'où leurs déclarations répétées en faveur de l'accélération du processus d'intégration pour rendre encore plus « solidaire », en fait plus interdépendants, les pays de l'Est, au moment où d'autres pays (par exemple la Hongrie) tout en

proclament leur attachement au COMECON, pratiquent une politique économique qui se veut largement ouverte sur le monde.

Bien entendu, à l'occasion du sommet de Moscou, les Tchécoslovaques parleront des efforts déjà entrepris pour améliorer le fonctionnement de leur système rigide de planification, grâce à l'application d'une série de décisions prises en 1983. Les modifications mises en œuvre restent limitées ; mais, après une longue période de stagnation, une reprise modeste, encore qu'égale, a été enregistrée pour la production industrielle.

Pour remédier à la crise énergétique, la Tchécoslovaquie s'est lancée il y a quelques années dans un programme nucléaire spectaculaire. Mais la construction des centrales - avec l'aide soviétique - a subi de considérables retards. En outre, elle suscite des réactions défavorables dans l'opinion publique également sensibilisée par les nuisances dues à la pollution des industries pétrolières et chimiques.

Dans l'agriculture enfin, la sécheresse a provoqué d'importants dégâts, justifiant - du moins en partie - l'augmentation parfois sensible du prix des produits alimentaires. D'autres hausses - dont celles de produits industriels - sont attendues avant la fin de l'année. D'où la stagnation - et parfois le recul - du niveau de vie des différentes catégories de la population et le risque de voir apparaître des tensions sociales dans un pays dont beaucoup de citoyens semblent encore porter les traces du traumatisme des événements d'août 1968, à savoir l'écrasement de printemps de Prague par des chars soviétiques.

T. S.

YUGOSLAVIE

En état de choc

LES relations de la Yougoslavie avec le COMECON reposent sur un accord conclu en septembre 1964, qui lui reconnaît une position en quelque sorte privilégiée puisqu'elle n'a ni le statut de membre associé ni celui d'observateur. Néanmoins, elle peut prendre part aux travaux de tous les comités, aux commissions, accepter leurs décisions si elles lui conviennent ou les refuser si elles lui déplaisent. Mais comme la Yougoslavie n'est pas membre de plein droit du COMECON, elle ne devrait pas être représentée au sommet de Moscou.

La situation économique de la Yougoslavie au cours des cinq premiers mois de 1984 est demeurée grave. La mise en œuvre du plan de stabilisation, adopté en juillet 1983, est en retard. L'une des principales raisons tient dans les dissensions entre les républiques et les régions autonomes. Le problème des devises convertibles est loin d'être réglé. La nouvelle loi adoptée après plusieurs années de querelles n'a en réalité rien changé. Les possesseurs de devises ne les cèdent qu'à des cours usuraires aux entreprises qui en ont besoin.

Le débloqué des prix décrété par le gouvernement à partir du 1^{er} mai a déjà entraîné une augmentation sensible des prix des produits manufacturés et des services. Le principal « choc » est cependant attendu fin juin-début juillet, lorsqu'il sera octroyé à une augmentation des prix des loyers, de l'électricité et des services communaux.

Les problèmes de la dette extérieure font l'objet de préoccupations constantes. Il semble cependant que les négociations avec le FMI, les seize États occidentaux et plus de cinq cents banques d'affaires, portant sur le rééchelonnement de la dette et l'obtention de nouveaux crédits, progressent et que les menaces

d'un moratoire soient définitivement écartées, du moins pour l'année en cours.

En réalité, le seul succès en 1984 a été obtenu dans les échanges avec l'étranger, qui sont considérés comme encourageants. Comme les pays du COMECON représentent pour la Yougoslavie les partenaires les plus importants, la réunion de Moscou est suivie avec un vif intérêt.

Selon les statistiques officielles, les exportations yougoslaves vers les sept pays européens du COMECON ont été, en 1983, de 4,9 milliards de dollars et les importations en provenance de ces pays de 5,2 milliards. Pour 1984, elles seront respectivement de 5,8 et de 5,7 milliards de dollars. Le principal partenaire de Belgrade est l'URSS, suivie de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne démocratique, de la Pologne, etc.

La Yougoslavie place sur les marchés du COMECON des machines (domaine dans lequel existe une coopération relativement développée), des équipements industriels (notamment pour les centrales nucléaires), des navires, des produits de grande consommation, des produits alimentaires. Au cours des dernières années, des entreprises yougoslaves ont effectué en URSS, Tchécoslovaquie et RDA des travaux dans le domaine de la construction.

De leur côté, les pays du COMECON fournissent des matières premières (pétrole et coke), l'équipement industriel, des machines et des produits semi-finis, des moyens de transport, etc. Des comités intergouvernementaux se réunissent périodiquement pour étudier l'évolution des échanges entre la Yougoslavie et les divers pays du COMECON.

PAUL YANKOVITCH.

NOTES DE LECTURE

● JEAN LE GARREC. - *Demain, la France. Les choix du IX^e Plan. 1984-1988.*

D'aucuns ont trouvé paradoxal que le Plan, fortement teinté de rouge au début du siècle, ait été instauré, en France, par un grand libéral financier et, plus tard, mis à mal par un gouvernement socialiste. Le voilà rétabli sur des bases nouvelles et présenté par son principal maître d'œuvre.

L'idée maîtresse de Jean Monnet : réunir les patrons, les ouvriers, les paysans, etc., autour de l'idée « de modernisation et d'équipement » se retrouve ici, en particulier, sous la forme de la Commission nationale de l'industrie.

Le Plan n'est plus fixé par des objectifs quantitatifs, assortis de contraintes, mais défini par des priorités. En tête des douze PPE (programmes prioritaires d'exécution) figure la modernisation de l'industrie, mais non de l'agriculture (il est cependant question, à propos de l'énergie, de l'agro-alimentaire). Au numéro 8 - ce n'est pas un ordre de préférence - la famille et la natalité ; mais les moyens proposés sont ici inefficaces. On trouve par ailleurs dans l'ouvrage une allusion surprenante à « la jeunesse de la population ».

L'emploi n'a jamais été le point fort du Plan, du moins après le départ de Pierre Massé. Après des vues pertinentes et rares sur le mécanisme (notamment les goulots), l'optique dogmatique (PPE n° 6) reprend le dessus, confirmée par la réinjection devant le chômage et par le titre significatif : « Mener une politique globale de l'emploi », sans allusion aux besoins à satisfaire.

L'ensemble confirme néanmoins les progrès accomplis dans la connaissance de l'économie, ainsi que la reconnaissance officielle de la notion de rentabilité. Les excellentes intentions manifestées ne dissimulent cependant pas la persistance de l'esprit malhousien de prudence sur le souci de produire des richesses.

★ Editions La Découverte, Paris, 1984. 19 cm. 50 F.

● PIERRE LENAIN. - *Prospective de la régression.*

Curieux ouvrage sur une grave question. Dans l'atmosphère des « rentes glorieuses », les contemporains, surtout les jeunes, ont pu avoir l'impression d'une expansion continue, se nourrissant elle-même. Ce que mai 1968 n'avait pas réussi (en 1973, l'expansion avait encore son taux élevé de 5 ou 6 %), la hausse du pétrole et les erreurs européennes qui ont suivi l'ont déclenché : rupture brute des courbes.

L'ordre des idées exprimées ici, assez éloigné du rationnel, traduit, chez le professeur à l'Institut d'études politiques, un état d'anxiété, qui prime parfois l'exposé fidèle des faits. Peut-être eût-il été, par exemple, utile d'opposer, comme il est souvent fait aux États-Unis, au progrès technique, qui poursuit son rythme généreux, le laxisme, politique et administratif.

La démographie figure, certes, en bonne place, en opposition, avec tant d'oubli ou

d'omissions, mais la présentation d'un ou deux scénarios économiques eût été préférable à l'étrange expression : « *Four-ty, d'urgence, programmer au plus juste prix la décroissance ?* ».

La reprise observée aux États-Unis, en Angleterre et en Allemagne eût été, elle aussi, un examen critique. C'est que l'inquiétude de l'ancien maître de conférences à l'ENA se nourrit assez largement des erreurs commises par le gouvernement social. Mais on ne sait comment interpréter la composition d'un ouvrage où, dès le dernier mot conclusif, vient une série de dix annexes disparates, parmi lesquelles figure le texte de Max Gallo « Pour les élites » et des vues fortes sur les rapports entre régression et immigration.

Bref, un sujet important, trop souvent ignoré ou refusé, mais qui mériterait davantage un appel à la raison simple, disons même à une paradoxale sérénité. Une deuxième édition pourrait, peut-être, toucher davantage et plus juste.

★ Economica, Paris, 1984. 24 cm. 163 pages. 85 F.

● JEAN-CHARLES ASSELAÏN. - *Histoire économique de la France, du dix-huitième siècle à nos jours.*

Le professeur de l'université de Bordeaux-I réussit le tour de force de nous donner, sous ce titre, deux petits volumes d'une grande richesse.

Le premier, qui va de l'Ancien Régime à la guerre de 1914, appuyé sur deux excellentes sources, F. Bairoch et J.-C. Tontain (André L.-A. Vincent semble cependant oublié), nous confirme les progrès de l'histoire quantitative. Bien décrits, notamment, le ralentissement démographique au dix-huitième, sous l'effet du mariage tardif, et la baisse de la mortalité due à l'inoculation, si novatrice et si contestée, de la variole. Sur le plan économique, lutte entre les corporations conservatrices et les manufactures, illustrée par l'essai méritant de Turgot. Peut-être eût-il été utile d'insister sur les conséquences, si dommageables, de la révocation de l'édit de Nantes et sur la réduction des pertes de nourritures encourues pendant les transports, dont l'évaluation résulte d'une meilleure conciliation entre deux statistiques divergentes. Bien indiqué, encore que sous-estimé, le conservatisme malhousien qui, à la fin du dix-neuvième, conduit à freiner la marine à vapeur et l'industrie des matières colorantes.

Dans le second volume, qui va de 1919 à la fin des années 70, période plus riche en statistiques sérieuses, le débat semble, paradoxalement, moins sûr que dans le premier. Si, par exemple, la crise des années 30 est bien retracée (malhousisme et dogme monétaire), si la reprise Laval 1935 est, fait rare, bien soulignée, par contre, sa cause, proprement monétaire (inflation discrète) est ignorée, d'où le qualificatif de « paradoxale ».

Description, plus incertaine, de la période redoutable de juin 1936-juin 1937,

si riche en statistiques « déconcertantes », notamment pour le clocher de janvier 1937. Le simple rappel de quelques indices mensuels d'activité eût été bien utile. Non moins souhaitable serait, dans une édition nouvelle, la révision de la période 1938-1939, si éloignée de Keynes, qui qu'il en soit dit. Bien soulignée, par contre, la faiblesse particulière de la France, seule à ne pas avoir, en 1939, retrouvé le revenu national d'avant-crise. Et nous allons... jusqu'en 1980.

★ Editions de Souff, Paris, 1984. 18 cm. 226 et 219 pages. 58 F.

● JEAN ROUX. - *L'inventaire des richesses françaises. Les chiffres-clés dans un cadre comptable rénové.*

Entre les comptables et les statisticiens, longtemps séparés, s'est établie, il y a trente ans, grâce notamment à Claude Gruson, une fructueuse liaison. Son témoignage démontre, dès l'introduction, par le commissaire aux comptes, les défauts et les lacunes des comptes de la nation, ainsi que leur manque de clarté, imputé non aux politiques, mais aux « spécialistes des sciences sociales ». Des exemples précis de divergences, signalés ici, résultent, classiquement, de l'imprécision des définitions.

C'est un cadre comptable entièrement rénové qui nous est proposé, avec application aux années 1981, 1982 et 1983. Suivent des compléments, parfois pittoresques et souvent déconcertants, sur la société française contemporaine : quatre heures quarante minutes par jour de travail, y compris le travail ménager, contre six heures, il y a un quart de siècle ; 50 F de richesses sécrétées par heure de travail. Le Français produit trois fois plus de biens et services qu'en 1954 et soixante-six fois plus que dans l'hypothèse la plus défavorable de l'humanité. Les progrès du gaspillage (qui ne semble pas s'identifier ici avec la notion de perte sociale) ont accompagné ceux de la production, mais les réserves d'usage peuvent être formulées, selon nous, sur la notion de capacité de production. En 1971, le manque à produire dû au seul chômage est estimé à 150 milliards de francs, chiffre qui a dû largement augmenter depuis, même en francs constants.

En conclusion s'impose, en priorité, une révision générale de notre façon de compter. Le plan proposé témoigne d'un souci profond de connaissance de nos propres affaires, tout en faisant quelque peu trembler.

★ Dunod, Paris, 1984. 24 cm. 174 pages. 89 F.

● GÉRARD-FRANÇOIS DUMONT et divers. - *La montée des déséquilibres démographiques.*

Dès l'introduction, nous sommes frappés par la place donnée au facteur vieillissement, alors que la notion, importante, certes, mais simpliste, de nombre l'a si longtemps emporté.

Dix chapitres, dus à neuf auteurs, touchent les multiples aspects de la question de la population. Citons sans ordre logique : population active, retraites et sécurité sociale, ville et campagne, afflux de Mexicains aux États-Unis, Afrique du Sud, Israël, migrations, défense, la Grèce et Rome, Europe de l'Est, Chine, culture, enseignement, productivité, épargne, caractéristiques d'une population vieillie, services et contrepartie, pays méditerranéens du Nord et du Sud, vitalité, présentation d'ouvrages, etc. Un champ exceptionnel.

Maître d'œuvre, G.-F. Dumont ouvre le ban par une présentation saisissante de quelques problèmes dans le monde et conclut en fin d'ouvrage par le « scénario du futur ». Des autres articles, tous de qualité, retenons particulièrement les vues de Claude Sage sur les pays socialistes placés en position délicate entre Marx et Malthus, la reprise de la natalité en RDA (qui appelle confirmation), les difficultés que soulève l'enseignement de la démographie, l'anomalie que présente, en ce domaine, le souci de l'avenir chez les classes conservatrices, en opposition avec l'indifférence relative des classes « avancées », etc. Bonne présentation, également, des aventures de la population chinoise et des déséquilibres régionaux et religieux en Union soviétique.

Bien qu'évoquée à diverses reprises, l'immigration asiatique du Sud vers le Nord aurait mérité une étude approfondie, ainsi que les conditions d'une population pluri-culturelle. Question de maturation, tant est étendu le retard de la culture nationale à combler en matière de population.

Des lumières partout. Un ouvrage saisissant.

★ Economica, Paris, 1984. 24 cm. 168 pages. 85 F.

● JACKY FAYOLLE et ROBERT SALAIS. - *Objectif emploi. Une gestion économique au service des hommes. Préface de Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi.*

Aucun malentendu sur le titre : bien que le travail ne soit pas dans l'économie un but en soi, la nécessité d'utiliser toutes les personnes d'âge actif et désireuses d'activité à des fins productives n'est ni discutée ni discutable. Par contre, la notion, si familière et si simpliste, de locomotive, rappelée dans la préface, ne nous semble pas propre à faire avancer la question, le facteur déterminant, toujours perdu de vue, étant la satisfaction des besoins. Regrettons de ne pas voir demander ici l'inventaire des besoins et de la population professionnelle correspondante, base de toute politique éclairée, suggérée dans l'excellent « Qui travaille pour qui ? ».

Les vues expérimentales sont ici trop sélectionnées pour servir de guide. C'est ainsi que ni la reprise française 1938-1939 ni le prétendu « miracle allemand » ne sont évoqués. Par contre est indiqué, à juste titre, selon nous, que la reprise américaine

actuelle ne doit pas être interprétée comme une solution de la « crise » actuelle dans le monde.

Comme bien des ouvrages de même tendance, celui-ci hérite de la critique simpliste du régime ou de la politique actuelle et la « présentation d'un système tout différent. Le souci d'éviter le parti pris apparaît cependant : c'est ainsi que l'exposé sur les pays de l'Est n'oublie pas de citer la Pologne et la Roumanie.

Quant aux solutions positives, si attendues par le lecteur, elles sont, comme si souvent, défaut. Qui pensera que le doublement du salaire minimal, si plaisant qu'il soit, puisse être efficace, ne serait-ce que dans le secteur public ? A tout le moins s'imposerait un modèle approprié.

Rédaction, nous semble-t-il, un peu hâtive et tourmentée : il faut attendre mieux d'experts aussi confirmés.

★ Messidor. « Problèmes ». Editions sociales, Paris 1984. 21 cm. 222 pages. 80 F.

● MICHEL LAROCHE. - *Politiques sociales dans la France contemporaine : le social face à la crise. Préface de Nicole Questiaux.*

Dès le début est précisé, comme au BIT sous le même patronyme, qu'aucune remise en cause de l'appareil social ne doit résulter de la « crise ». Les Français n'ont-ils pas déclaré mettre le droit à la protection sociale au-dessus même du droit de vote ?

La place accordée à la famille et à la population atteste les progrès de la connaissance en ce domaine. Le renouvellement des générations n'étant pas assuré, il faut, sans aller à l'encontre de la volonté des couples, arrêter la décadence, donc favoriser certains choix familiaux. Il eût été cependant utile de souligner, avec plus d'insistance, le caractère inégalitaire du projet de loi, d'apparence égalitaire, déposé en 1982.

Une excellente présentation de l'aide à la vieillesse est suivie de sérieux reproches contre l'administration sanitaire. En ce domaine, vital, la France n'a jamais eu encore de politique efficace. Prévention, prévention, bien entendu, encore qu'insuffisamment soulignée pour le tabac et l'alcool, si responsables de surmortalité.

Si ces trois parties consacrées à la protection sociale constituent un remarquable inventaire, descriptif et normatif, moins assurées, en revanche, sont, selon la norme, les observations sur l'emploi. Une fois de plus est méconnue la notion fondamentale de besoin.

Quant à la réduction des inégalités, elle est novatrice par la prise en considération des répercussions économiques possibles. C'était cependant le lieu de souligner, à propos de l'impôt sur la fortune, l'étrange surcharge imposée aux ménages par la copie étouffée d'un lapsus, loyalement reconnu par Pierre Uri. Bien utile eût été aussi la dénonciation du caractère antisocial de la taxe d'habitation, parfois apparentée à une sorte de capitalisation.

★ Editions Sciences et techniques humaines (STH), Paris, 1984. 24 cm. 311 pages. 105 F.

par Alfred SAUVY

Le Monde

société

LES SUITES DE L'ACTION DE L'EX-FLNC A AJACCIO

Les membres du commando, trois complices et Alain Orsoni ont été écroués à la prison des Baumettes

Le point

De notre envoyée spéciale

Ajaccio. — Samedi 9 juin, à midi, devait prendre fin la garde à vue du commando et des deux complices, tous membres de l'ex-FLNC. M^{me} Françoise Knittel, juge d'instruction chargée du dossier Orsoni, devait alors prononcer les inculpations. Le commando s'est rendu, le 7 juin en fin de matinée, à la police. Il venait d'exécuter à l'intérieur de la maison d'arrêt Salvatore Contini et Jean-Marc Leccia, deux « truands » responsables présumés de l'enlèvement et de l'assassinat, en juin 1983, de Guy Orsoni, militant nationaliste.

Dès 9 heures, le 9 juin, une petite foule se masse devant les grilles du palais de justice. Selon la rumeur, les activistes interrogés par le SRPJ auraient été transférés au palais, dès 8 heures, sans tambour ni trompette. Des sympathisants nationalistes, les familles des intéressés, viennent aux nouvelles. Sous l'œil des forces de l'ordre, commence une longue attente. Que se passe-t-il derrière les murs du palais, lui aussi envahi par les uniformes ?

Cinq heures plus tard, un incident enfume le petit attroupement. Cris, mouvements, resserrements policiers. Alain Orsoni, frère du militant assassiné, arrive sur les lieux, est interpellé par M. Ange Mancini, directeur du SRPJ. Ce dernier détient un mandat d'amener contre le jeune homme, signé le matin même, à la suite d'une information couverte la veille par le parquet d'Ajaccio. Le jeune homme est accusé d'apolo-

gie de crime - par voie de presse, qui tombe sous le coup de l'article 24 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881. Le 8, devant les journalistes, Alain Orsoni avait rendu, au nom de sa famille, un vibrant hommage à l'action du commando. Le 9, sur les marches du palais, le jeune homme lance : « C'est une intimidation ridicule », avant de disparaître derrière les grilles.

Le sixième homme

Une demi-heure plus tard, nouvelle effervescence. Le commando et ses complices, sous escorte, quittent le palais pour la caserne Baccioli, attenante, par une porte ordinairement condamnée. Six hommes moins dans le doc, menottes aux poignets. Les cinq militants nationalistes ayant participé à l'action commando, et un sixième homme inattendu : M. Roger Polverelli. Ce dernier est maire de Forciolo, à une cinquantaine de kilomètres d'Ajaccio, dans la vallée du Tavaro.

M. Polverelli serait le « propriétaire » d'une mystérieuse 104 noire découverte par la police, alors que le commando opérait à l'intérieur de la prison. La voiture était garée à quelques mètres de la camionnette où se trouvaient des complices du commando, portières ouvertes, clés dans le vide-poches, roues orientées pour partir, un fusil à pompe sur le siège

avant et un pistolet mitrailleur caché sous un pardessus à l'arrière. La 104 a évidemment retenu l'attention de la police. Elle stationnait devant le domicile de M. Polverelli.

Devant le palais, enfin, vers 14 h 30, l'attente prend brusquement fin. Une cohorte de fourgons s'installe. La sortie des inculpés est imminente. Mais elle se fera par une autre voie, à l'abri des regards du public et des risques d'éventuelles représailles. Du parking de la gendarmerie démarre un fourgon cellulaire, vitres aveuglées, avec les six inculpés. En trombe, le fourgon se dirige vers la base militaire, en périphérie de l'aéroport.

Puis après, les six hommes avec leurs gardiens d'écrou montent dans un Nord-262 pour Marignane. Sièdés arrivés, ils sont conduits à la prison des Baumettes, à Marseille, où ils sont alors écroués.

Inculpations

A Ajaccio, les accusations sont enfin connues. Les trois membres du commando sont inculpés d'assassinats, de complicité d'assassinats, d'association de malfaiteurs, de constitution de ligue dissoute, de transport d'armes et de munitions de première catégorie, d'aide à l'évasion et de menaces de mort sous condition sur les personnes de deux détenus impliqués dans l'affaire Orsoni.

soni, Paul Andréani et Jean Simon Alifan.

Avant des trois nationalistes n'a revendiqué être l'auteur de la double exécution. Chacun s'est refusé à toute déclaration au cours des interrogatoires.

Leurs deux camarades postés à l'extérieur pendant l'action sont inculpés de complicité d'assassinats et pour d'autres motifs (association de malfaiteurs, reconstitution de ligue dissoute, transport d'armes et aide à l'évasion). Roger Polverelli est inculpé des mêmes chefs.

Mais sur les marches du palais, on attend encore. Alain Orsoni n'en est toujours pas ressorti. Ses avocats viennent annoncer sa mise sous dépôt. Stupeur dans la foule : le fait reproché au jeune homme ne paraît pas justifier cette incarcération.

Vers 19 h 30, Alain Orsoni est transféré par avion aux Baumettes. Le 9 juin, la Corse redécouvre ces transferts en catastrophe vers le continent. Cela rappelle le temps où séjournait la Cour de sûreté de l'Etat. Celle-ci a été supprimée en 1981, par le gouvernement d'union de la gauche. Depuis, on avait presque oublié. Déjà, un second mandat d'amener vient d'être lancé contre M. Jean-Baptiste Rotilly-Forcioli, porte-parole à Ajaccio du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA). Le motif est identique à celui qui a justifié l'incarcération d'Alain Orsoni.

DANIELLE ROUARD.

M^{me} Veil : Fiasco complet

La politique menée par le pouvoir en Corse est un « fiasco complet », a déclaré, dimanche 10 juin, au cours d'un journal de 13 heures de RMC, M^{me} Simone Veil. L'ancienne présidente de l'Assemblée européenne a dénoncé la « démagogie » d'avant 1981 pratiquée selon elle par l'opposition de l'époque ainsi que « l'encouragement donné à certains ». Elle croit que « ceux qui faisaient les fiers-à-bras il y a quelques années doivent maintenant peut-être se mordre les doigts ».

Au micro d'une radio locale de Versailles, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR et second de M^{me} Veil sur la liste unitaire de l'opposition pour les élections européennes, sur le même sujet, a affirmé que le PC et le PS « ont été dans cette affaire de véritables apprentis sorciers et qu'aujourd'hui ils recueillent les fruits amers de leur incertitude et des fautes qu'ils ont commises ». « Il faut que la légalité républicaine soit respectée en Corse et que ceux qui se situent en dehors soient arrêtés et sanctionnés », a-t-il souligné.

M. Jospin : Un espoir politique

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, interrogé au cours du « Club de la presse » d'Europe 1 sur les récents événements de Corse, a déclaré : « J'étais en Corse à la veille de ces exécutions sombres. J'ai rencontré (...) une autre Corse, une Corse qui a envie de se développer et de vivre une Corse qui a envie de réformer ses institutions politiques, sa vie politique, une Corse qui a envie de dépasser le cycle et l'engrenage de la violence. (...) Ce qui me fait penser que les événements qui se sont produits, dans leur tragédie et dans leur horreur, représentent en même temps l'action d'éléments extraordinairement minoritaires. Nous ne pouvons pas accepter - nous, les démocrates - l'idée de ces exécutions sombres ».

M. Jospin estime que « depuis trois ans la situation ne s'est pas améliorée mais que, depuis trois ans, a été esquissée ce qui peut être la solution politique pour la Corse. Il y a trois ans, avant 1981, il n'y avait aucune perspective. En dépit des actes qui se produisent maintenant, le terrorisme qui existe ou la tentation du contre-terrorisme et de la violence. (...) C'est un espoir politique qui est offert à la fois par les mesures en faveur du développement, de la Corse et par les tentatives d'offrir à celle-ci, pour régler ses problèmes intérieurs, une instance appropriée résultant du vote libre des Corse et de la démocratie ».

« CONSOMMATEURS, PARLEZ ! »

Publi-robes

Les avocats parisiens viennent de lancer une campagne de publicité à laquelle les jeans Machin ou le jus d'orange Chose n'ont rien à envier. Depuis le 4 juin, la municipalité a mis à la disposition du conseil de l'ordre quatre cent cinquante panneaux. Deaux pour vanter les mérites de son service d'accueil des consommateurs.

Le barreau de Paris a déjà eu recours à la publicité, mais c'est la première fois... qu'on le remarque. Fin, en effet, les affiches du style « Appel sous les drapeaux ». Placés à la couleur et au langage direct. Conçus par l'agence de Roux, Ségué, Cay-sac, l'affiche représente une bouche pulpeuse qu'une clé de bois de conserve saisit à la commissure des lèvres. « Consommateurs, parlez ! », problème certes affiché qu'on verra à nouveau au mois de septembre, sur neuf cent cinquante panneaux, cette fois.

Le bâtonnier Guy Danet a dû un peu boussoler son conseil pour faire admettre cette campagne. Il a même dû en atténuer les effets. A l'origine, le slogan retenu était : « Consommateurs, ouvrez-les ! ».

La publicité est interdite aux avocats pris individuellement. Rien ne les empêche, en revanche, de « vendre » leur profession

collectivement. Une sorte de publicité « compensée », comme pour les petits pois ou la chicorée sur France-Inter.

Installé au Forum des Halles, le service d'assistance au consommateur du barreau de Paris existe depuis le printemps 1981. Son but est de régler, à l'amiable si possible, les petits litiges qui désolent les consommateurs. On n'engage pas un procès pour un aspirateur qui donne des signes d'essoufflement au bout d'un an. Il en coûte 100 F pour une consultation, le double pour une démarche amiable auprès du fabricant et 600 F si un procès doit être engagé.

Avec cette campagne, l'ordre des avocats n'est plus dû au hasard. Il doit descendre dans la rue, participer au quotidien. « Je veux démontrer », ajoute M. Guy Danet, que l'avocat n'est plus seulement une robe noire plaquée aux seules, mais un conseil permanent, quotidien, de l'individu et de l'entreprise ».

BERTRAND LE GENDRE.

Service avocat assisté et recours du consommateur, Forum des Halles, porte Berger, niveau 2, BP 77, 75001 Paris. Tél. : 233-80-55. Tous les jours du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures.

EN BREF

Echec d'un lanceur

Atlas-Centaur

Le satellite de télécommunications Intelsat-5 (F9), lancé au centre spatial Kennedy (Floride), samedi 9 juin, par une fusée américaine Atlas-Centaur, a été placé sur une orbite beaucoup trop basse - et sa récupération est jugée impossible. Le premier étage Atlas, qui était d'un modèle nouveau, a normalement fonctionné, mais les moteurs du second étage Centaur, après une première mise à feu normale, ont fait défaut. Le dernier échec d'un Atlas-Centaur remonte à août 1977.

Intelsat-5 (F9), neuvième satellite d'une série de quinze, devait relayer douze mille communications téléphoniques et deux programmes de télévision pour l'organisation internationale Intelsat de communications par satellites. Il était assuré pour 200 millions de dollars. Les huit exemplaires précédents ont tous été correctement mis en orbite, six fois par des Atlas-Centaur et deux fois par Ariane.

Le couagga et les biologistes

Des fragments de gènes d'un couagga - un équidé sud-africain intermédiaire entre le cheval et le zèbre - ont été clonés et deux reproduits in vitro par des chercheurs de l'université de Berkeley (Californie). La nouvelle serait banale si le couagga (*Hippotigris quagga*) n'était une espèce disparue. Le dernier animal est mort vers 1880, et c'est dans un fragment de peau, conservé depuis plus d'un siècle, qu'ont été prélevés les fragments clonés. C'est la première fois qu'on reproduit ainsi des gènes d'espèces disparues.

Les biologistes sont, pour longtemps encore, bien incapables de créer artificiellement un animal à partir de ses seuls gènes, même s'agissant de micro-organismes beaucoup plus simples qu'un mammifère. La reconstruction du couagga n'est donc pas à l'ordre du jour, ni celle des mammouths et bisons dont des exemplaires, emprisonnés dans la glace, ont été retrouvés en bon état de conservation.

Mais la reproduction et l'étude de gènes d'espèces disparues peuvent faire progresser la paléontologie. Ainsi, les spécialistes discutent pour savoir si le couagga, dont seul l'avant du corps était rayé, était plus proche du zèbre que du cheval. Les expériences californiennes leur permettront probablement de trancher la question.

Arrestation du meurtrier présumé d'une fillette. — Le meurtrier présumé de Christelle Gaudet, treize ans, disparue depuis le 2 juin et dont le corps avait été découvert le 7 juin, non loin du domicile de ses parents, à Jan-Dignac-et-Loirac (Gironde), a été arrêté lundi matin 11 juin. Il s'agit d'un voisin de la famille, Camille Gaudet, trente-deux ans, sans profession, qui a avoué avoir tué la jeune fille de plusieurs coups de couteau après « une dispute ». La victime n'avait subi aucune violence sexuelle (Le Monde daté 10-11 juin).

Marche pacifiste

en Bretagne

Deux mille personnes suivant les organisateurs, huit à neuf cents suivant la gendarmerie, ont participé, dimanche 10 juin, à une « marche pacifiste » sur les 4 kilomètres qui séparent Crozon (Finistère) du centre pyrotechnique de Gwennenez, dépendant de la base de sous-marins nucléaires de l'île longue. La manifestation était organisée par les Comités pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE). Rappelant qu'il était « au centre d'une des cibles nucléaires qui seront atteintes dans les premières minutes d'un conflit », l'un des organisateurs, M. Gérard Borvon, a demandé « au pouvoir de gauche de prendre des initiatives concrètes en faveur de la désescalade nucléaire et du gel de l'armement nucléaire français ».

Les Etats-Unis dénoncent la « filière bulgare » de l'héroïne

M. John Lawn, directeur-adjoint de la DEA (Drug Enforcement Administration) - l'administration américaine chargée de la lutte contre le trafic des stupéfiants, - a déclaré, jeudi 7 juin, devant la Chambre des représentants, le gouvernement bulgare de « collaborer activement » au trafic de l'héroïne. Selon M. Lawn, 25 % de l'héroïne pénétrant aux Etats-Unis transiterait par la Bulgarie avec la complicité des autorités de Sofia. La société bulgare d'import-export Kin-tex servirait de couverture aux trafiquants turcs qui approvisionnent l'Europe et l'Amérique du Nord. Les profits de la Kin-tex seraient utilisés à l'achat d'armes et aux financements de groupes terroristes.

M. Mark Palmer, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires européennes et canadiennes, a, de son côté, confirmé devant les représentants que le gouvernement prenait très au sérieux les accusations de la DEA.

Mort d'un campour

Grenoble. — Parce qu'ils s'étaient installés sur ses terres pour y camper, quatre étudiants ont été assassinés par un bicheur solitaire et violent, âgé de cinquante et un ans, Camille Carol, qui vit retiré depuis plusieurs années dans une ferme de la commune d'Eyzin-Finot, près de Vizay (Isère). Après s'être approché une première fois des jeunes gens, armé d'un fusil et après avoir engagé un bref dialogue avec eux, il leur a tiré quelques mètres plus tard, venant de l'arrière, deux coups de fusil. Les quatre étudiants, un Avignonnais, deux Lyonnais, ont été tués sur le coup. En tentant de maîtriser le meurtrier, un autre jeune homme fut blessé par une balle.

Camille Carol avait regagné sa maison lorsque les gendarmes se présentèrent. Il ouvrit aussitôt le feu, blessant gravement à la mâchoire un gendarme auxiliaire, Serge Garniguy, vingt ans, avant de s'enfuir dans la forêt de Bonnevilliers. Interrogé pendant la nuit, les recherches, auxquelles participent quelque cent gendarmes, ont repris lundi dès le lever du jour. (Corresp.)

Ajaccio. — L'instruction de l'affaire ne fait que commencer pour M^{me} Françoise Knittel qui a prononcé les inculpations. De leur côté, les policiers du SRPJ cherchent à établir les circonstances exactes de l'enlèvement de Salvatore Contini puis celle de Jean-Marc Leccia. L'autopsie des deux Corse, prévue pour le 12 juin, devrait compléter les recherches balistiques déjà en cours.

L'enquête et l'instruction devront fluidifier de nombreuses interrogations.

Une seule arme a-t-elle été utilisée ou non ?

Le 10 juin, la police a découvert, caché dans une voiture à l'intérieur de la maison d'arrêt, un pistolet de gros calibre. Est-ce l'arme de la double exécution ? Il est muni d'un silencieux qui, alors, n'aurait pas servi.

M. Roger Polverelli a-t-il volontairement ou non prêté la 104 noire ?

Ce véhicule a été découvert par la police à quelques mètres de la camionnette bourrée d'armes et occupée par les deux complices du commando. Dans la 104, la police a trouvé un fusil à pompe et un pistolet-mitrailleur cachés sous un pardessus. On ignore, pour l'instant, à qui appartenait ces armes. Seule information établie : M. Polverelli utilisait cette 104 prêté par un paragon en attendant de récupérer son propre véhicule en réparation.

L'intéressé déclare ne pas avoir eu connaissance du contenu de la 104. Il se dit totalement étranger à l'affaire du commando. Dès le 8 juin, dans la soirée, l'ex-FLNC a dans ses communications transmises par un canal habituel, mis hors de cause M. Polverelli.

Pour éviter au procureur Carasso, a déclaré le mouvement d'insurrections, de partir sur une nouvelle fausse piste, nous précisons que : un membre de l'un des groupes de protection, face à l'encerclement des forces de l'ordre (suivant les instructions données dans ce cas), a profité de la présence fortuite d'une 104 noire (ayant les clés à bord) pour s'y cacher avant de disparaître. La vraie voiture prévue n'a donc pas servi. Elle se trouve devant le Rex (R11 immatriculée 729 DT 2A, avec les clés sous le siège du conducteur dans un mouchoir rose). Cette mise au point est rendue nécessaire pour la mise hors de cause du propriétaire, totalement étranger aux événements.

Les vérifications aussitôt faites ont confirmé la présence et le contenu de la R11 signalée.

Qui est M. Roger Polverelli ?

Né en 1944, M. Polverelli est, depuis peu, maire (RPR) de Forciolo. Ancien premier adjoint, il a remplacé l'ancien maire décédé. Il est directeur d'un club privé Cours-Napoléon, à Ajaccio. En août 1982, il fut candidat aux élections régionales de Corse. Jadis, ce dernier perdit ses deux jambes lors de l'affaire du Combinati. M. Polverelli n'a jamais affiché de

sympathie pour les affaires nationalistes.

Existe-t-il ou non des liens personnels entre M. Polverelli et des membres de l'ex-FLNC ? Entre M. Polverelli et la famille Orsoni ?

Sans plus attendre, le défenseur de M. Polverelli a alerté les autorités judiciaires du danger de représailles que court son client. M. Gaston Carasso, procureur de la République, et M^{me} Knittel ont promis une instruction rapide et la mise en liberté au plus vite de l'intéressé si son innocence est établie.

Si sa participation à l'action du 7 juin est prouvée, cela appuierait des arguments à ceux qui voient que l'affaire Orsoni pourrait être liée à un règlement de compte au sein du milieu. L'ex-FLNC a constamment nié cette thèse. Pour lui, l'assassinat de Guy Orsoni est une affaire politique. Si l'instruction conclut à la non participation du maire de Forciolo, il restera cependant un fait établi : la détention d'armes.

Un pistolet automatique chargé lui appartenant aurait été découvert le 7 juin. L'intéressé, qui se trouvait à son domicile ce matin-là, aurait confié l'arme dans un sac à sa fille partant pour le lycée. L'adolescente aurait été fouillée au passage d'un barrage mis en place par la police, alors que le commando était à l'intérieur de la prison. Pourquoi avoir tenté de cacher cette arme ?

Pourquoi avoir exécuté J.-M. Leccia et S. Contini ?

Certains à Ajaccio s'étonnent. Parmi les membres du commando et leurs complices, ne figure aucun parent de Guy Orsoni, le militant assassiné en juin 1983.

Selon l'ex-FLNC, la double exécution « est dans le cadre des représailles nécessaires après l'assassinat politique de notre militant Guy Orsoni... Cette opération est une réponse ponctuelle à une agression que nous jugeons trop grave pour la laisser sans riposte. Elle ne signifie, en aucun cas, un changement de stratégie ou une escalade généralisée. Les personnes visées ont toutes participé à l'enlèvement ou à la torture de notre militant. Cette opération est un avertissement à certaines personnes qui tentent d'offrir des contrats antidémocratiques à des truands, et à ceux qui, éventuellement, seraient tentés d'accepter ».

Telle est la position du mouvement clandestin.

S'agit-il d'appliquer une sentence ou de faire taire des personnes susceptibles de parler ? Le commando n'a pas « exécuté » deux autres détenus impliqués dans l'enlèvement de Guy Orsoni : P. Andréani et J.-S. Alifan. Cela semble une autre interrogation. Paul Andréani a-t-il avoué un commando qui le questionnait dans la prison, où est le cadavre de Guy Orsoni ? La encore, on peut espérer que l'instruction en cours permettra de faire rapidement la lumière.

D.R.

BIBLIOGRAPHIE

Entre la liberté et la terreur

Le moment ne saurait être mieux choisi pour venir d'éclairer la dynamique conflictuelle de la société corse, comme se le propose l'auteur de ce livre. S'il était un peu alourdi par le jargon sociologique, il attendrait son but auprès d'un large public, car il présente des analyses judicieuses et des aperçus parfois remarquables sur la « spécificité » de l'île : clanisme, vendetta, banditisme, et plus généralement sur la fonction de la violence.

Le clanisme, « machine qui fonctionne à la violence et la terreur », est longuement décrit ainsi que le processus, généralement mal saisi, par lequel « la fraude, le détournement de la loi et l'abus de pouvoir ont aussi l'effet inverse de leur finalité immédiate et aboutissent à la soumission à l'ordre étatique global. Le règlement qu'on enfreint demeure en vigueur, le précepte auquel on retire du pouvoir reste l'autorité la plus haute de l'Etat dans l'île... le clanisme a su, grâce à son système de maintien et de canalisation de la violence populaire, atténuer et masquer la violence de l'Etat ».

La chaise centrale du livre est là : il étudie ces étranges phénomènes de détournement qu'il assimile, un peu vite, à « ce qui s'est produit dans les pays africains après la décolonisa-

tion, qui a détruit les dispositifs de contre-pouvoir du système tribal ». Mais l'auteur met plus justement en évidence les rapports entre ce clanisme assurant son pouvoir par celui de l'Etat central qu'il affaiblit et le mouvement nationaliste. L'échec de ce dernier à structurer un « espace public » était inévitable, même si, en fin de compte, il a fait « envahir » autrement les problèmes de la Corse ». « Le pouvoir socialiste, conclut José Gil, tout en reconnaissant au PS le mérite d'avoir posé en termes différents le problème bien avant son arrivée au pouvoir, n'a pas mesuré ni la force du système clanique, ni celle (pas seulement politique) du mouvement nationaliste, ni enfin les causes structurelles multiples de la violence dans la société corse. » Reste donc à mettre ce livre au programme de l'ENA : il aidera du moins les administrateurs « continentaux » à comprendre, dit leur vanité en souffrir, qu'il existe des problèmes inextinguibles. En tout cas, cette Corse entre la liberté et la terreur est d'une précision - quoiqu'un peu laborieuse - lecture.

P.-J. F.

• José Gil, La Corse entre la liberté et la terreur, Editions de la Différence, 243 p., 58 F.

البريد 1550

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE ROLAND-GARROS

L'école tchécoslovaque sur le pavois

Il y a des stades que les monuments historiques devraient classer. Roland-Garros par exemple. Non pas pour figer éternellement l'architecture Arts déco 1927, corrigée 1980, mais parce que la brique pilée des courts semble une espèce en voie de disparition. Et ce n'est pas une boutade.

Depuis qu'en 1978 les dirigeants de la fédération américaine ont quitté les installations trop exigües de Forest Hills pour installer leurs internationaux sur le ciment de Flushing Meadows, la terre battue est en grand péril. Les dirigeants australiens envisagent eux-mêmes de profiter de l'abandon du stade de Kooyong pour passer à un revêtement synthétique. Il n'y a plus guère que dans la vieille Europe où l'on joue sur terre battue. Et encore de moins en moins.

Le risque n'est donc pas négligeable qu'autour de Wimbledon, La Mecque à tout jamais consacrée au jeu sur l'herbe, on ne trouve plus que des tournois sur surfaces « dures ». Economiquement, celles-ci sont d'un entretien facile, mais elles ne favorisent pas la qualité du jeu. Pour peu que les conditions météorologiques soient défavorables pendant plusieurs années, on pourrait donc imaginer qu'entraînées par le mouvement général comme le rhinocéros d'Isoos les marelles en brique creux d'Auteuil ne soient recouvertes d'une chapelle de ciment.

Lendl en terre promise

Certes, il ne s'agit que d'une supposition. Mais on a mesuré, dimanche, tout ce que le tennis y perdrait. Aucun ciment, aucune moquette, aucun synthétique, pas même le gazon du Centre Court londonien, n'aurait permis un tel match, un tel retournement de situation durant la finale entre le numéro un mondial John McEnroe et son dauphin tchécoslovaque Ivan Lendl. Ce fut l'archétype de la partie sur terre battue mille fois perdue par l'un des deux protagonistes : qui, à force de patience, d'obstination, remonta à la victoire.

Durant les deux semaines écoulées Porte d'Auteuil, nous avions vu ainsi le Suédois Sundström en pleine hypoglycémie être mené 5-1 au troisième set, croquer quelques carrés de chocolat et finir par l'emporter. Nous avions assisté, aussi, à l'agonie du Polonais Fibak, étouffé par le jeu du jeune Américain Krickstein, et qui réussit à renverser la situation avec une stratégie d'araignée. Ce furent des éclairs dans cette quinzaine enlignée souvent dans la pluie. Pourtant aucun n'eut l'intensité, la violence de la finale dimanche.

Un nouveau sport

D'un côté, il y avait McEnroe tel un toréador en habit de lumière. Il ne jouait pas au tennis, il était en train d'inventer un nouveau sport directement inspiré des

gadgets électroniques. Même les trois mousquetaires survivants — Lacoste, Cochet, Borotra — qui suivaient la partie de la tribune présidentielle, ne devaient pas avoir imaginé, en leur temps, un jeu de cette qualité et de cette densité. Au service et à la volée, McEnroe avait atteint les limites de la perfection.

En face, Lendl essayait désespérément de le repousser du filet, armait son gros obusier de coups droits, sautait en revers liftés. Rien n'y faisait. D'autant que McEnroe attendait à mi-court son deuxième service pour achever de le démonter.

Bref, en une heure et six minutes, Lendl avait perdu les deux premières manches. On se disait alors que décidément ce Tchécoslovaque n'arriverait jamais à gagner un tournoi du grand chelem et qu'à ce rythme il allait se mettre à pleurer dans les bûches comme à Flushing l'an passé face à Connors. On se demandait aussi si McEnroe arriverait à conclure plus vite que l'Argentin Vilas, vainqueur en une heure vingt-cinq minutes de Gottfried en 1977. Pour le reste, on avait déjà préparé des « antièches » sur le dernier Américain vainqueur à Paris, Trabert en 1955, et la dernière finale américaine-tchécoslovaque, Patty vainqueur de Drobny en 1950. Bref, on était prêt pour une issue rapide lorsque le match bascula au quatrième jeu de la troisième manche. Alors Lendl se trouva en position de prendre le service de l'Américain. Dans ce jeu, le Tchécoslovaque réussit, en effet, deux retours de service qui prirent de vitesse McEnroe et deux passing-shots qui le champion du monde ne put intercepter.

« Big Mac » commençait à reculer et Lendl à avancer. En clair, il y avait une paille dans le cristal américain. A partir de ce moment, le numéro un mondial arriva au filet de plus en plus difficilement, dans des positions découvertes de plus en plus de terrain. Le niveau de son jeu baissait insensiblement alors que, comme dans un système de vases communicants, celui de Lendl montait. Il passait notamment un pourcentage de plus en plus grand de premières balles de service tandis que McEnroe semblait avoir perdu toute confiance dans ce domaine et recommençait à s'en

prendre aux photographes et au public accusés de le déconcentrer.

Dans cette troisième manche, Lendl prit, le premier, le service de l'Américain qui parvint, ensuite, à égaliser 4-4 en faisant à son tour le break. Toutefois, le Tchécoslovaque bouclait la manche en reprenant le service de McEnroe au deuxième jeu. Celui-ci était alors écarlate. Il cherchait de l'air comme un poisson rouge hors de son bocal. Il trouvait toutes les excuses pour gagner du temps et essayer de récupérer. Cela lui attira encore plus l'hostilité du public qui avait commencé à encourager Lendl à la fin du deuxième set, un peu comme on lance une bouée de sauvetage à un noyé dans le souci égoïste de voir le spectacle se prolonger. Il se prolongea en fait au-delà de toute attente, jusqu'à la cinquième manche.

Char d'assaut

Lendl sauva, en effet, une balle de 5-3 sur le service de McEnroe dans la quatrième manche qu'il allait remporter sur un nouveau break au douzième jeu. L'Américain n'était plus alors que l'ombre du joueur qui avait illuminé les deux premiers sets, il était constamment en retard, désemparé au filet. Lendl progressait sur le court à la manière d'un char d'assaut. A ce moment, son passing-shot de revers et de coup droit avait atteint une précision absolue. Il lui permit de résister à un dernier sursaut de McEnroe qui eut deux balles de break au septième jeu de l'ultime manche et d'obtenir deux balles de match. Une volée de coups droits qui fusèrent hors des lignes ruina les derniers espoirs de McEnroe. Il sortait de ces cinq manches sur terre battue épuisé.

Pour succéder au palmarès à Trabert, il devra revenir l'an prochain. Quant à Lendl il trouvait à vingt-cinq ans sur ce Central une consécration qu'il attendait depuis qu'en 1981 Borg l'avait dominé en cinq manches. En même temps qu'elle rehausait le prestige à la brique pilée, cette victoire devait faire aussi réviser les jugements sommaires sur ce grand garçon au visage figé de Buster Keaton qui venait de prouver qu'il ne craignait plus de vaincre.

ALAIN GIRAUDO.

Martina Navratilova sans rivale

La finale féminine, samedi, n'a pas eu l'intensité riche en coups de théâtre qui devait enflammer la finale du simple messieurs. Elle n'en fut pas moins disputée devant une arène comble, ce qui fut rarement le cas dans l'histoire de Roland-Garros car le public, jusqu'à ces dernières années, éprouvait un penchant des plus réticents pour la « renvoyette » de ces dames. Celles-ci ont bien changé depuis que la néo-Américaine Martina Navratilova a affirmé, d'une manière triomphale, la supériorité du jeu de volée qui prend de vitesse toutes les adeptes du fond de court.

Le seul suspense de cette finale consistait à savoir si la gaucheère allait maîtriser ses nerfs, devant ce modèle de santé et d'équilibre qu'est son éternelle rivale Chris Evert-Lloyd. Mais on se disait bien que, dès l'instant qu'elle avait réussi en demi-finale à vaincre ses phobies devant Hana Mandlikova, cette petite perle de volleyeuse qui, seule, lui pose des problèmes, elle allait se sentir libérée et se permettre tout devant une renvoyeuse aussi loyale que « Christie ». De celle-ci, sans cesse débordée au filet, ou laissée sur place par des amorties distillées comme avec la main, Martina ne fit qu'une bouchée : 6/3, 6/1, le score est rude, qui ne diffère pas nettement des précédents, dont le plus spectaculaire fut celui enregistré récemment en finale du Masters féminin au Madison Square Garden (3 sets à 0), une première historique.

Cette finale aura donc acquis définitivement à Martina Navratilova, après ses victoires à Wimbledon, Flushing Meadows et Kooyong, le grand chelem des quatre grands tournois. Elle succède ainsi à Maureen Connolly, super-star amérain à seize ans et qui réussit cette performance en 1953 ainsi qu'à Margaret Smith-Court, qui en fut la triomphatrice en 1970. On nous fait bien lire

en la chicanant sur le fait que ses deux devancières avaient établi leur record dans la même année. A vingt-sept ans, Martina Navratilova peut enchaîner autant de grands chelems qu'elle voudra. Elle ne s'est d'ailleurs pas privée d'en ajouter aussi un autre en enlevant le double dames avec sa partenaire Pam Shriver.

Service-volée

La domination de Martina Navratilova est maintenant tellement catégorique qu'elle révolutionne tout le tennis américain. Elle s'entraîne comme un homme, avec des hommes, à l'instar de Suzanne Lenglen autrefois. En tout cas, la remise en jeu à l'aise du revers à deux mains style Evert ou Borg a pratiquement disparu.

Croit-on que la protagoniste numéro un de cette technique sans rivale pendant treize ans, titulaire de cinq couronnes (1974, 1975, 1978, 1980, 1983) et de cinquante et une victoires homologuées sur la terre battue de Roland-Garros ait montré quelque amertume de sa défaite ? Pas le moins du monde. A vingt-neuf ans, la combativité de Chris Evert-Lloyd est intacte et, certainement bien loin de vouloir se retirer, elle doit chercher encore et toujours un nouveau moyen de battre sa grande rivale, peut-être même entrer tête baissée dans la nouvelle dimension service-volée. En attendant, par sa gentille manière de prendre sa défaite, elle a donné à tous une leçon de sportivité qui, respectivement, devrait faire rougir John McEnroe, superbe combattant mais mauvais perdant.

Et maintenant une question qui vaut des millions de dollars : avec deux professionnels de leur race installés aux Etats-Unis et sacrés champions, les Tchèques vont-ils pevoier ?

OLIVIER MERLIN.

Le lot de consolation de Noah

De tous les favoris du simple messieurs, Yannick Noah était le seul à disputer le double, associé à Henri Leconte. Et le champion sortant y a gagné une sorte de lot de consolation. C'était néanmoins un peu le monde à l'envers car, jusqu'à ces derniers temps, le numéro six mondial n'avait pas manifesté beaucoup de goût pour cet exercice. Habituellement seul parmi les « grands », John McEnroe se lançait dans cette entreprise. Mais, cette année, le champion du monde, qui avait déjà inscrit son nom au palmarès des Internationaux en 1977 en double mixte, avait laissé son compère Fleming tenter sa chance avec le Californien Taygan, vainqueur en 1982, alors qu'il formait une des paires les plus redoutables du monde avec Stewart. Cette nouvelle équipe n'a pas passé, cette année, le premier tour.

Dans cette compétition, dont le bon déroulement fut perturbé par la pluie, le premier mérite des Français fut de battre, au troisième tour, l'équipe M. Gunthardt-Taroczy, championne 1981, le jour même où Noah avait tenté pour éliminer le Hongrois dans la matinée. En dépit de leur défaite en simple, les deux Français gardèrent par la suite suffisamment de motivation pour prendre le meilleur sur les paires Davis-Dunk et Fromm-Glickstein.

Noah et Leconte se retrouvaient donc, samedi 9, sur le central, face aux Tchécoslovaques Smid et Siozli, qu'ils doivent rencontrer, dans un mois, pour le deuxième tour de la Coupe Davis. Les compatriotes de Lendl ont une science précise du jeu de double, peu spectaculaire, mais très efficace. Ils en firent la démonstration dans les deuxième et troisième manches lorsque les Français, qui avaient emballé la partie, ralentirent un peu le rythme. Dans le quatrième set, Leconte, qui avait « arrosé » en coups droits jusque-là, retrouva plus de réussite, si bien que les Français prirent le service de Siozli au septième jeu et enlevèrent, dans la foulée, les quatrième et cinquième manches, en faisant tout à tour le break sur les engagements des deux Tchécoslovaques aux premier et deuxième jeux.

Noah avait opéré des interceptions décisives au filet et Leconte avait réussi à maîtriser son tempérament souvent trop impulsif. Ils recurent donc les plateaux d'argent revenant aux champions qu'aucun Français n'avait gagné depuis Marcel Bernard et Yvon Petra en 1946. C'était pour les deux joueurs une grande satisfaction, puisqu'ils se retrouvaient à la deuxième place au classement du Grand Prix.

« Grâce à cette victoire, on nous donnera peut-être des invitations dans les tournois comme Monte-Carlo », ironisa Noah, en faisant allusion à la préférence accordée par les organisateurs monégasques à une paire de la Principauté lors du dernier tournoi. Pour le directeur technique national, Jean-Paul Loth, c'était aussi un bon point dans la perspective de la prochaine Coupe Davis. D'autant qu'il a pu constater qu'en jouant à gauche — sa place naturelle en double — et non à droite comme à Sydney lors de la demi-finale avec l'Australie, Leconte avait un bien meilleur rendement.

A.G.

CYCLISME

Le premier « Giro » de Francesco Moser

Déjà vainqueur au mois de mars de Milan-San-Remo, Francesco Moser a aussi remporté le Tour d'Italie, ajoutant à son palmarès une épreuve qu'il convoitait depuis ses débuts professionnels et dans laquelle il avait échoué à neuf reprises. Utilisant une bicyclette spéciale comparable à celle qui avait contribué à son exploit du record de l'heure, le champion italien a ravi le maillot rose au Français Laurent Fignon, dimanche 10 juin, au cours de la dernière étape contre la montre Savoie-Véronne, longue de 42 kilomètres. A trente-trois ans, il réalise ainsi une saison exceptionnelle, probablement la meilleure de sa longue carrière.

Il est toujours difficile pour un coureur français de gagner en Italie. Après Louison Bobet, qui avait perdu le Giro 1957 de 19 secondes face à Gastone Nencini, Laurent Fignon vient d'en faire l'expérience. Le vainqueur du Tour 1983 paraissait pourtant en mesure de conserver l'avantage dans cette course féroce en rebondissements qu'il avait en grande partie dominée. Il s'était emparé du maillot rose de leader, vendredi 8 juin, à l'issue de l'étape de montagne Val Gardena-Arabba et, dimanche, au départ de la dernière course contre la montre, il possédait 1 m 21 s d'avance sur Francesco Moser, son concurrent le plus redoutable.

Irrégularités

Mais dans l'exercice final, alors qu'il ne restait plus que 42 kilomètres à parcourir, le recordman de l'heure n'a laissé aucune chance au Français. En grande condition physique, c'est incontestable, et bénéficiant de survol d'un matériel très élaboré — vélo profilé, équipé de roues pleines en matière plastique, — l'Italien a couvert la distance à près de 51 kilomètres-heure de moyenne, rejetant Fignon à 2 m 24 s. Ce dernier était déjà virtuellement battu à mi-parcours, puisqu'il comptait, à cet endroit, 56 secondes de retard. C'est vers le trentième kilomètre que Moser assura définitivement sa victoire. Sa progression, favorisée par une pénétration idéale dans l'air, fut extrêmement régulière. On constate qu'il repartit à son adversaire direct, et c'est considérable, plus de trois secondes par tranche kilométrique.

Fignon n'a cependant pas démérité. Deuxième de l'étape contre la montre, il s'est aussi classé deuxième du Tour d'Italie à 1 m 3 s de celui à qui il a dû rendre le maillot rose sur le podium. Au terme d'une épreuve de trois semaines, l'écart est infime, et nous ne saurions affirmer qu'il reflète exactement la vérité sportive, d'autant que de graves irrégularités ont entaché

RÉSULTATS

Tennis

ROLAND-GARROS (finales)

SIMPLE MESSIEURS

Lendl (Tch.) b. McEnroe (E-U), 3-6, 2-6, 6-4, 7-5, 7-5.

SIMPLE DAMES

M. Navratilova (E-U) b. C. Evert-Lloyd (E-U), 6-3, 6-1.

DOUBLE MESSIEURS

Leconte-Noah (Fr.) b. Siozli-Smid (Tch.), 6-4, 2-6, 3-6, 6-3, 6-2.

DOUBLE DAMES

M. Navratilova-P. Shriver (E-U) b. C. Khode (RFA)-H. Mandlikova (Tch.), 5-7, 6-3, 6-2.

DOUBLE MIXTE

A. Smith-Stockton (E-U) b. A. Minter-Wardner (Aust.), 6-2, 6-4.

SIMPLE JUNIORS GARÇONS

Carlsson (Suède) b. Kratzman (Aust.), 6-3, 6-3.

SIMPLE JUNIORS FILLES

G. Sabbatini (Arg.) b. K. Maleva (Bul.), 6-3, 5-7, 6-3.

Natation

RECORDS

POUR MICHAEL GROSS

Après avoir battu de 33 centièmes de seconde son propre record du monde du 200 mètres nage libre en 1 m 47 s 55, le 8 juin à Munich, l'Allemand de l'Ouest Michael Gross s'est emparé, le lendemain, du record d'Europe du 100 mètres papillon en 53 s 78. L'ancien record avait été établi par l'Allemand de l'Est Thomas Dressler en 53 s 84.

Cyclisme

TOUR D'ITALIE

(Classement général final)

F. Moser (It.), 98 h 32 mn 20 s ; 2. Fignon (Fr.) à 1 m 3 s ; 3. Argentin (It.) à 4 mn 26 s ; 4. Lejarreta (Esp.) à 4 mn 33 s ; 5. Van der Velde (P-B.) à 6 mn 56 s ; 6. Baronecchi (It.) à 7 mn 48 s ; 7. Van Impe (Bel.) à 10 mn 19 s ; 8. Breti (Sui.) à 11 mn 39 s ; 9. Beccia (It.) à 11 mn 41 s ; 10. Pedersen (Nor.) à 13 mn 32 s ; 11. Gayant (Fr.) à 21 mn 10 s.

Marche

PARIS-COLMAR

Le Français Jean-Claude Gouvion, un professeur d'éducation physique de Châlons-sur-Marne, âgé de trente-six ans, a remporté, le 9 juin, l'épreuve Paris-Colmar à la marche, disputée sur 516,5 km, en 62 h 31 mn. Pour sa huitième participation, il a devancé de 1 h 59 mn le Belge Roger Pietquin, deux fois vainqueur dans le passé.

Athlétisme

RECORDS

Le Chinois Zhu Jian Hua a amélioré de 1 centimètre son record du monde de saut en hauteur avec un bond de 2,39 m lors d'un meeting à Eberstadt où les Allemands de l'Ouest Thesen Hardt et Moegenburg ont égalé le record d'Europe avec 2,36 m.

A Mannheim, l'Allemand de l'Ouest Juergen Hingsen a amélioré de 19 points son record du monde de décaléon en réalisant 8798 points.

A Varsovie, le Polonais Marian Woronin est devenu le premier Européen à courir le 100 m en moins de 10 secondes en réalisant 9 sec 99, soit deux centièmes de moins que l'Italien Pietro Mennea en 1979.

MUSIQUE

«IPHIGÉNIE EN AULIDE», à la Sorbonne

Un salutaire retour aux sources

Dès l'apparition d'*l'Iphigénie en Aulide* sur la scène de l'Opéra de Paris, en 1774, et pendant cinquante ans, les opéras de Gluck ont connu le succès. L'écho nous en est parvenu à travers les descriptions des contemporains jusqu'à celles de Berlioz dont l'enthousiasme était partagé par la plupart des musiciens cultivés du dix-neuvième siècle. A partir de 1825, le grand public qui n'avait d'oreille que pour le bel canto et d'yeux que pour le grand opéra façon Meyerbeer, se détourna des productions de Gluck dont on n'exécutait plus que des fragments en concert.

Quelques reprises éphémères dans les années 1860 puis au tournant du siècle, confirmèrent que ces ouvrages n'intéressaient plus qu'un public restreint. Un slogan «Vive Rameau, à bas Gluck!» acheva de considérer ce dernier aux yeux des musiciens sans réussir à convaincre les mélomanes de l'intérêt supérieur des opéras de son aîné.

Depuis quelque temps, on note cependant ici et là, un regain de faveur et, par exemple, l'enregistrement de *l'Orphée* italien sous la direction de Sigiswald Kuijken semble indiquer que l'on s'est aperçu que les opéras de Gluck devaient être considérés autrement que comme des œuvres de jeunesse de Wagner ou de Berlioz. Ils gagnent à être interprétés selon les habitudes du dix-huitième siècle, sans tenir compte de cette grandeur solennelle qu'on leur a conférée par la suite et qui sonne creux, le plus souvent car l'extrême simplicité de cette musique (en comparaison de celle du jeune Mozart à la même époque) confirme parfois à l'indigence.

A cet égard, les récentes représentations d'*l'Iphigénie en Aulide* de l'Opéra de Paris (1) se situent dans une honnête moyenne, sans plus, à cause du caractère compassé d'une partie de l'interprétation. Des deux *Iphigénies* celle-ci est la plus connue. *Iphigénie en Aulide* est beaucoup moins, sinon pas du tout, sauf dans la version remaniée par Wagner, et c'est à la persévérance passionnée de Jacques Grumberg, qui a reconstitué la partition conformément à ce qu'on peut supposer qu'elle était (en l'absence du manuscrit original), qu'on doit de pouvoir l'entendre en version de concert au grand amphithéâtre de la Sorbonne (2).

Premier des cinq opéras composés pour Paris, *l'Iphigénie en Aulide* est plus «écrit», moins systématique que l'autre; les airs y sont mieux dessinés, les chœurs plus animés et le plaisir musical passe encore parfois avant le seul souci dramatique qui devait par la suite pousser le compositeur à ôter de ses partitions tout ce qui «paraissait trop la

musique», selon sa propre expression. Que la science musicale de Gluck n'ait pas toujours été à la hauteur de son projet, voilà ce que reconnaissent déjà ses plus ardents admirateurs du siècle dernier, et qui ne nous apparaît que trop clairement aujourd'hui, au point de nous empêcher d'apprécier à leur juste valeur l'inspiration réellement originale de plusieurs airs, la justesse d'accent de certains récitatifs où le mélodique, une instrumentation inégale, une écriture vocale parfois ingrate qui demande aux chanteurs des prouesses sans compensation, mais au bout du compte, il n'y a pas lieu de regretter son effort.

L'enthousiasme communicatif et le sérieux avec lequel Musique en Sorbonne vient de tenter l'aventure doivent donc être mesurés à la hardiesse de l'entreprise. Et les inconvénients d'un lieu somptueux mais trop réverbérant, les petites imperfections de l'orchestre, sont peu de chose au regard d'une interprétation infiniment plus fidèle à l'esprit de cette musique que ce qu'on entend ordinairement, et de la conviction des chanteurs. Ils ont su maîtriser au mieux des difficultés qui n'exigeaient, pour être complètement vaincues, qu'une plus longue expérience de chaque rôle.

Dominateur par le superbe Agamemnon de Philippe Duminy, la distribution réunissait Monique Pouradier-Duteil, fragile Iphigénie convaincue et convaincante, Régis Oudon (Achille) aux prises avec une partie de ténor aigu dont il débouillait brillamment les pièges, André Cognet, jeune basse à la voix claire (Calchas) et Catherine Thual (Clytemnestre) à laquelle on peut seulement reprocher, par rapport à ses partenaires, une diction peu claire et donc une moindre présence dramatique.

La direction de Jacques Grumberg, attentive à la moindre fluctuation de tempo justifiée par le sens des paroles dans les récitatifs ou les scènes, témoignait d'une rare familiarité avec la partition et avec le style véritable de la tragédie lyrique. C'est un plaisir d'entendre les chœurs et l'orchestre articuler une musique qu'on a trop pris l'habitude de jouer legato avec cette absence de vitalité associée abusivement au style noble ou sévère, et qui n'en est que le revers.

GÉRARD CONDÉ.

- (1) Le Monde du 25 mai 1984.
(2) La seconde exécution aura lieu le mardi 12 juin à 20 h 45 au grand amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Écoles.

A l'Opéra de Paris

LES DANSEURS ENTAIENT UN MOUVEMENT DE REVENDICATION

Les danseurs du Ballet de l'Opéra de Paris ont commencé samedi à manifester leur mécontentement face aux propositions de la direction en vue de nouvelles conventions collectives qui devraient être signées le 15 juin 1984. Soit au début de spectacle, soit à la reprise après l'entracte, au palais Garnier, et au Palais des Sports où est dansé le *Songes d'une nuit d'été*, les danseurs ont décidé de rentrer en scène avec des retards de 15 à 30 minutes et de distribuer aux spectateurs pendant ces périodes un «manifeste» sur leur situation. Ils annoncent ainsi que leur mouvement ne cessera que lorsque «la direction prendra sérieusement en compte les revendications des danseurs».

Rappelons que les musiciens de l'orchestre de l'Opéra de Paris ont pour leur part déposé un préavis de grève illimitée à compter du 13 juin (le Monde daté 10-11 juin). Les danseurs, comme les musiciens estiment en substance que les propositions directrices pour les nouvelles conventions collectives sont caractérisées par une dégradation de leur situation matérielle et artistique.

Mais les danseurs contestent plus spécifiquement les nouvelles conditions de travail qui leur sont proposées : notamment la possibilité de scinder en deux le jour de repos, la non-limitation du nombre de services dans la journée, la diminution du temps de repos entre deux journées de travail et entre une répétition et un spectacle, etc. En outre, s'ils reconnaissent que leur ont été accordées une augmentation de 10 % de leur prime d'ancienneté et l'intégration dans les salaires des indemnités d'assiduité, ils réclament un «alignement salarial sur les autres catégories artistiques de l'Opéra, dont la qualification est, selon eux, identique et les contraintes moins

Mort de Dany Logan

Daniel Deshayes, plus connu sous le pseudonyme de Dany Logan, ancien chanteur du groupe les Pirates, est décédé dans la nuit du 8 au 9 juin à l'hôpital Bichat à Paris. Il était âgé de quarante-deux ans.

[Dany Logan avait fondé le groupe les Pirates en 1961. La formation a enregistré une douzaine de disques. Elle faisait partie des groupes en vogue à l'époque, aux côtés de Johnny Hallyday, de Dick Rivers et des Chats sauvages, d'Eddy Mitchell et des Chaussettes noires.]

A la séparation du groupe, Dany Logan avait entrepris une carrière solo. Mais il ne retrouva jamais le succès partagé avec les Pirates. Chanteur, animateur et présentateur, Dany Logan s'était reconverti dans l'animation de foires et de fêtes foraines.]

■ TROPHÉE ALLEMAND POUR M. JACK LANG. — Le trophée de la Fédération allemande des associations des auteurs-compositeurs, éditeurs et arrangeurs musicaux (SPIDEM) a été remis au ministre délégué à la culture, Jack Lang, «en signe de gratitude pour la promotion de la musique contemporaine».

■ LA PLACE COMME LIEN SOCIAL ET FORME SYMBOLIQUE. — A l'occasion de l'exposition «Places d'Europe», organisée au Centre Georges-Pompidou, l'Institut culturel italien organise, les 12 et 13 juin à l'hôtel de Clugny, un colloque sur «La place comme lien social et forme symbolique». Les transformations des places italiennes et françaises seront d'abord présentées. Puis l'exemple du territoire de Venise sera plus particulièrement analysé. Une exposition «Places et villes dans le territoire de Venise», qui illustrera les interventions des spécialistes italiens et français, ouvrira ses portes également le 12 juin.

■ PRÉCISION. — La direction de l'Opéra de Paris précise dans un communiqué que la mise en scène et les décors de la production *Maison à l'opéra* ont été confiés à Guy Constant et Christine Mares. Pour des raisons techniques, il n'a pu être donné suite à leur projet.

EXPOSITIONS

LA PEINTURE ESPAGNOLE AU MUSÉE DE BORDEAUX

Entre Goya et Picasso

L'art de l'Espagne toute proche a occupé une place particulière dans les expositions que M^{me} Gilberte Martin-Méry organise chaque printemps dans son musée des beaux-arts de Bordeaux. Cette fois, elle en vient à une période peu connue, de 1880 à 1937. On a admis que, après Goya, il a fallu attendre Picasso pour que la peinture espagnole retrouve quelque éclat. Entre ces deux phases, il y a une grande zone d'ombre.

L'exposition du musée de Bordeaux veut la mettre en lumière. On y découvre des peintres de la tradition impressionniste dont le renom n'a guère traversé les Pyrénées, bien qu'ils aient été formés à Paris au tournant du siècle. Rusiñol a peint vers 1890 la Cuisine du moulin de la Galette, le Portait d'Enric Serra et de son élève près du piano, la Cour aux oranges, avec des inflexions picturales similaires à celles de ses confrères français. Regoyos aussi, lorsqu'il va sur les bords de mer, du côté de Saint-Sébastien, retrouve ses élégances en crinoline, ou regarde le poulaitier d'une ferme. Rien de bien espagnol, ni par la manière ni par le sujet. De même chez Degain, qui suit Monet pour peindre fleurs et arbres, Canals et Ramon Casas, et proches des peintres intimistes 1900.

D'autres, comme Barroca, montrent un impressionnisme à la manière castillane, peignant les environs de Madrid avec une âpreté qui convient à sa terre rouge. Et le paysage de Toldrà en se souvenant du Goya qui en a laissé des monts et des valls plus verts que ceux d'aujourd'hui. A part quelques tableaux, dont la lumineuse Cour aux oranges de Rusiñol, du musée de Castres (mais c'est bien compréhensible puisque cette maison est dédiée au souvenir de Goya), rares sont les artistes de cette période qu'on trouve dans les musées français. Il est plus facile de les rencontrer, cette fois en messe, dans cette petite «rôle» à la manière ibérique qu'est le Casón du Buen Retiro, musée du dix-neuvième siècle espagnol installé dans les jardins du Prado.

L'exposition de Bordeaux, comme le musée de Madrid, nous dit, s'il en est besoin, combien l'Espagne est un pays de peintres. Et y pense beaucoup et plutôt bien. Les écoles des beaux-arts avaient une bonne réputation, à Madrid, où Dalí s'est passé, et à la Lonja de Barcelone, où l'on a vu Picasso. Elles surent former de bons artistes aux qualités professionnelles incontestables qui ont renoué avec le réalisme de Ribera et de Zurbarán. Et lorsque l'impressionnisme est apparu à Barcelone il s'est

trouvé face à cette tradition réaliste qui a des racines bien implantées dans la culture nationale.

Dans l'Espagne des années 20, le modernisme, c'était l'impressionnisme. C'est par lui que Dalí commença ses premières bravades, avant d'en arriver au surréalisme des parisiens. Et Picasso a commencé par le symbolisme en bleu de Nonet, le maître de Barcelone. Le fait est que, à partir de 1890, les peintres d'Espagne entament un long processus de fraternité avec ceux de Paris, l'art des uns fécondant celui des autres. Les Français découvrent la peinture ibérique, dès le début du milieu du siècle dernier, à la galerie espagnole aménagée par Louis-Philippe au Louvre, avec les tableaux rapportés par le baron Taylor. Courbet, Millet, Manet, y découvrent Goya, Zurbarán, Ribera, Murillo...

Après les tableaux, ce sont les artistes qui débarquent à Paris à la recherche des sources de l'impressionnisme. Il faut dire qu'ils furent stimulés par l'enseignement d'un peintre belge, Carlos Haes, aux beaux-arts de Madrid, à une époque où le milieu des peintres connaît une amélioration de son sort. Le développement économique enrichit le commandement bourgeois qui se substitue au mécénat traditionnel de l'église et de la noblesse. A Barcelone, région marquée par le libéralisme industriel, plus encore qu'à Madrid.

Que venait faire cette peinture du Nord tout en nuances, dans la dure lumière d'Espagne qui définit les formes par les contrastes des ombres et des lumières? Alors que Barroca s'adaptait aux conditions de la Sierra de Guadarrama, que Regoyos assurait qu'il était impossible de peindre la Castille dorée de lumière brillante, l'impressionnisme dans sa douceur est entré en Espagne via le Catalogne. Par sa situation centrale, cette région industrialisée de deux côtés, au Sud, vers Madrid, dont elle se défie, au Nord, vers Paris, dont elle veut se rapprocher pour mieux prendre ses distances avec le capitalisme qui règne sur un pays pauvre.

L'ouverture que montre le riche bourgeoisie catalane est le maître de se fermer à l'empire de la Castille. Et les artistes jouent leur rôle dans la culture particulière de Barcelone, dont l'activité culturelle s'accroît à mesure que la ville s'enrichit. La bohème intellectuelle se réduit dans les cafés (les Cuatre Gats, de Picasso) et les peintres exposent dans les galeries d'avant-garde chez Dalmau et Prat. La grande ville, qui attire les artistes venus de leur pro-

les musiciens de The Alarm ne sont pas les héros attendus, on se contentera de jouer leurs disques sans choisir de camp.

ALAIN WAIS.

* Discographie chez CBS.

Cinéma

«LOOKER», de Michael Crichton

Les péchés du petit écran

Le looker est un pistolet à lumière. Il agit comme un flash, mais si violent qu'il provoque un KO. La victime reste paralysée sans souvenir, pendant un temps plus ou moins long, selon les besoins du scénario. Trois des victimes en meurent, dont deux en se jetant par la fenêtre. Ce sont des actrices de spots publicitaires, qui se sont fait perfectionner chez Albert Finney, chirurgien esthétique dont le rêve (c'est un gentil) est de venir en aide aux grands brûlés. Soudainement, l'inspecteur, Noir et supersmart. Mais les ravissantes sont également employées par une entreprise douteuse bien que luxueuse, financée par James Coburn (le méchant) et qui, dans ses laboratoires, fabrique des clones à leur image, capables d'hypnotiser les télespectateurs.

Décidément, le petit écran fait peur au grand, qui le charge de tous les péchés, en particulier de l'abandon des foules. Mais c'est sans conviction. Albert Finney et James Coburn cachetonnent. Michael Crichton résume pressamment sur des jeux de trompe-l'œil et filés dans l'humour terne. On dirait une histoire drôle racontée par quelqu'un qui bâille.

COLETTE GODARD.

* Voir les films nouveaux.

JAZZ

La débauche et le silence

(Suite de la première page.)

Après sa «création» (belle écriture pour dix violons classiques, dirigés par Piffarely, goût des contrastes, splendeur des arrangements glâchés par l'amplification) Eddie Louiss a repris carrément en quatuor les purs sentiers du jazz. Avec ce lyrisme qui confond et rend chacun de ses accords d'orgue comme intenable, avec ou sans lasers.

Il est curieux au fond que, de ce déferlement de rythmes et de couleurs sonores sous chapiteau, subsistent les moments les plus fortement marqués par le jazz. C'est que le lieu joue ici un rôle primordial. Angoulême a le goût et le talent des mélanges. Ils ont aussi leurs limites. Ce qui réussit assez bien à la solide carrière, sans trop de malice musicale, du groupe d'Arturo Sandoval, dessert aussi bien les splendides passages d'Avan-Van (Dédé Saint-Prix) ou de Malavol. Avec leur puissance d'entraînement et cette courte montée qui emporte la manifestation, ils exigent — c'est comme ça — un rapport serré au public.

Parfois, on se prend à regretter des formes plus innées, plus feutrées, comme ces échos d'Ellington qui soutiennent le montage audiovisuel d'Ecoutez Voir. Comme pour déjouer la critique, Angoulême en offre largement l'exemple. A l'école de musique ou au centre Saint-Martial, où Ran Blake, dans ses voyages du silence, et Steve Lacy en offre successivement leurs lectures, leurs évocations ou leurs mémoires de Duke.

Là, devant l'extrême de la délicatesse, pas un bruit, un son juste et quelque chose comme la ferveur que suscite la musique quand elle n'est pas appelée à sa magnifique débauche. La plaisir le plus aimablement pervers c'est que l'un n'empêche pas l'autre, la preuve.

FRANCIS MARMADE.

CINÉMA

«LA CLÉ», de Tinto Brass

Soft qui peut

Un funet de scandale monte de ce film, relégué à l'arrière du festival de Venise à un moment interdit en Italie par la censure, et que se vendent féminine, Stéfania Sandrelli, traitée de «trule» par un magistrat, défend vigoureusement en réclamation, pour elle, le droit de «s'exprimer avec ses fesses».

Beaucoup de bruit pour rien. Tinto Brass a tout simplement glissé un roman de l'écrivain Junichiro Tanizaki (1) en déversant une forte dose de porno soft sur une étrange histoire de perversion amoureuse, transposée à Venise, du 1^{er} janvier 1940 à l'entrée en guerre de l'Italie, sans doute pour suggérer la décadence d'une société bourgeoise dans les décors toujours pittoresques de la cité des doges.

Un quinquagénaire marié à une femme plus jeune que lui, trop prude à son gré, veut la pousser à satisfaire ses fantasmes sexuels. Nino Rofe rédige un journal intime, s'arrange pour que Teresa puisse en prendre connaissance; il l'amène à troubler Lazzio, leur futur gendre, dont elle devient la maîtresse. Mais Teresa

écrit aussi un journal où elle raconte ses relations sublimées.

Dialogue indirect entre époux qui se cherchent et se dupent. Ce serait très fort et réellement pervers si le réalisateur s'en était tenu à l'aspect psychologique et psychanalytique de la situation. Mais, les scènes de «luzure» selon Tinto Brass sont ennuyeuses comme la pluie tombant sur cette Venise de l'an 40.

Soyons justes pour Stéfania Sandrelli. Tout en exhibant, tout en besognant avec ses partenaires plutôt déphasés, elle interprète, en comédienne, l'évolution de Teresa vers la fétidité d'une débauche où sombre l'amour. Elle montre, dans la scène finale des funérailles en gondole, ponctuée par le discours guerrier de Mussolini, la dimension qu'aurait pu avoir le film sans les vaines provocations sexuelles dont il est truffé.

JACQUES SICLER.

* Voir les films nouveaux.

(1) Editions Gallimard. *La Confession impudique*.

«PINOT SIMPLE FLIC», de Gérard Jugnot

Un personnage qui a de l'avenir

Gardien de la paix attaché à une brigade de police-secours dans le treizième arrondissement, Pinot est considéré par ses supérieurs et ses collègues comme un barjo dont il faut s'accommoder comme la vaille. Mais s'il est vrai qu'il accumule les bévues, il arrive tout de même à se distinguer par une enquête menée avec ses méthodes d'hublurbur.

Coscénariste, acteur et, pour la première fois, réalisateur, Gérard Jugnot s'est donné la vedette, a créé un personnage dont le nom prête à une plaisanterie salace (on y a droit bien sûr) mais qui pourrait, dans le corrique hérité du café-théâtre, prendre la relève du fameux «gendarme» de Louis de Funès. Bien servi par son expérience de la troupe du Splendid et des films de Jean-Marie Poiré, Patrice Leconte et Charles Nemes (apparaissant, ici, en figurant), Jugnot a tourné, avec une certaine habileté, une fantaisie mi-burlesque, mi-sentimentale où les faits divers de la réalité contemporaine (agressions, vols à la tire, loubards du métro, tra-

fics de drogue) servent de tremplin à des gags efficaces sinon très originaux, et à une vision pittoresque, pas méchante, des activités de police-secours (les comparses, Pierre Mondy, Jean Rougerie, Gérard Lounsine, Jean-Claude Isbert et Claire Magnin, yeux ronds, nez pointu, ont droit à des sketches qui relançant l'intrigue).

Pinot, lui, a un côté fleur bleue : il se voue au sauvetage d'une adolescente paumée, cernée, posant pour des photos porno, à laquelle Fanny Bastien prête une fragilité romantique. Pinot est un as en son genre, un terre-neuve amoureux, un redresseur de torts. Cela donne un peu d'émotion. Tout fier, sans doute, d'avoir réussi son examen de passage à la mise en scène, Gérard Jugnot, avant le mot fin, se montre au travail avec son équipe. En bonne logique, il devrait y avoir une suite.

J. S.

* Voir les films nouveaux.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

1550 1001

COMMUNICATION

A LYON

Image chic et musique choc

De notre correspondant

Lyon. — A l'initiative de quatre étudiants, Lyon est devenue, l'espace d'une nuit, la capitale du cinéma publicitaire. Deux mille personnes triées sur le volet de la publicité et de la communication régionale avaient été invitées à participer, jeudi 7 juin, aux « Premières rencontres professionnelles de la publicité et de son cinéma ». Plus de quatre mille au total auront envahi les 3 000 mètres carrés d'entrepôt des studios Canubis, à la rencontre d'un genre qui pèse de plus en plus lourd tant dans la publicité que dans le cinéma. En 1983, 445 millions de francs ont été investis dans près de mille quatre cents films publicitaires, soit un budget équivalent à la moitié de la production française de longs métrages.

Une foule souvent très jeune, entassée dans une grande salle enfumée et obscure ou suspendue par grappe, aux récepteurs vidés, dissé-

minés dans l'immonse hangar, s'est gavée, neuf heures durant, d'images choc et de musiques choc. Cinq maisons de production parisiennes (PAC, TÉLEMA, 50/49, Melody movies et Franco-American) ainsi que deux Lyonnaises (CLC et TBSV audiovisuel) avaient apporté leurs meilleures réalisations. Le reste avait été prêt par la Régie française de publicité et le Centre national des archives de la publicité.

Outre le spectacle, plusieurs débats avaient été aménagés afin de favoriser la rencontre des différents acteurs de la publicité filmée : annonceurs, agences de publicité et producteurs. Des discussions animées qui se prolongeaient devant des buffets saucisson-bière plutôt démocratiques. Dans cet entrepôt à demi-éclairé, la soirée tenait davantage de la kermesse post-soixante-huitarde que de festival de Venise.

« M. Jean Didier à Montsouris. — Après dix mois de crise, le sort de l'imprimerie Montsouris, à Massy (Essonne), échoit à M. Jean Didier. La décision a été ratifiée le 8 juin par le tribunal de commerce de Corbeil. Selon l'accord intervenu, quatre cents des quelque sept cents salariés sont repris dans la nouvelle société, tandis que le contrat de travail des deux cent quatre-vingt-cinq « licenciés » est maintenu. Des actions de formation et de reclassement professionnel sont mises en place simultanément.

« Deux guides pratiques du CFPJ. — Le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) vient d'éditer deux petits guides qui pourront être utiles aux journalistes professionnels et amateurs, à tous ceux qui intéressent les techniques de la presse. Le Guide de la rédaction donne des indications de base sur l'écriture journalistique, les différentes sortes d'articles, la présentation de la copie, la prise de notes... Un Abrégé du code typographique remet en mémoire les principales conventions en usage dans la presse, à une époque de grande mutation technique qui fait perdre souvent de vue leur utilisation. Comme l'écrit son ancien directeur, Louis Guéry, aujourd'hui chargé des éditions du Centre, « les règles typographiques ont comme principal but de faciliter la lecture ».

★ CFPJ, 33, rue du Louvre, 75002 Paris (Tél. : 508-86-71). Prix de chaque ouvrage : 45 F, frais de port non compris.

minés dans l'immonse hangar, s'est gavée, neuf heures durant, d'images choc et de musiques choc. Cinq maisons de production parisiennes (PAC, TÉLEMA, 50/49, Melody movies et Franco-American) ainsi que deux Lyonnaises (CLC et TBSV audiovisuel) avaient apporté leurs meilleures réalisations. Le reste avait été prêt par la Régie française de publicité et le Centre national des archives de la publicité.

Outre le spectacle, plusieurs débats avaient été aménagés afin de favoriser la rencontre des différents acteurs de la publicité filmée : annonceurs, agences de publicité et producteurs. Des discussions animées qui se prolongeaient devant des buffets saucisson-bière plutôt démocratiques. Dans cet entrepôt à demi-éclairé, la soirée tenait davantage de la kermesse post-soixante-huitarde que de festival de Venise.

Ce rendez-vous très parisien sur les plates-bandes de la publicité lyonnaise avait toutefois fait naître des inquiétudes dans la région. L'angoisse est entièrement contenue dans le message publicitaire de la Compagnie lyonnaise de cinéma : « Contre la fuite des budgets. » Un réalisateur parisien reconnaissait : « En venant montrer à Lyon ce que nous savons faire, nous nous plaignons en situation de concurrence. Personnellement, je serais enclin à les Anglais venaient faire la même opération à Paris. » Reconnaissons que le marché régional « reste à explorer », M. Alain Bernard, responsable de PAC, l'un des principaux producteurs français, avec 1 600 films réalisés depuis 1972, se voulait cependant rassurant : « Je ne suis venu ni avec mes devoirs ni avec mes bulletins de commande. » Mais le 8 juin à l'aube, le casseur-fer lyonnais était rompu et les hostilités avaient repris normalement.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 11 JUIN
— M. Olivier Stirn, député radical du Calvados, l'une des trois têtes de liste ERE aux élections européennes, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 12 JUIN
— M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est reçu au journal de 8 heures sur Europe 1.

Le projet « Coronet »

M. ROUSSELET SE FACHE

M. André Rousselet, PDG de l'Agence Havas, lance par l'intermédiaire du Journal du dimanche un avertissement « courtisé » au gouvernement luxembourgeois concernant le projet de satellite de télévision « Coronet » à participation américaine — concurrent de TDF 1, — auquel le grand-duché envisage de s'associer.

« Le satellite français sera opérationnel avant « Coronet », et l'expérience prouve qu'en matière audiovisuelle la prime du premier occupant joue à fond », estime M. Rousselet, avant de préciser : « Si le projet « Coronet » était effectivement entériné, la région luxembourgeoise de télévision en tant que telle annoncerait qu'elle renonce à participer au satellite français. En revanche, — sous une autre forme ou par le biais d'une filiale, — ses actionnaires proposeraient que des négociations soient immédiatement ouvertes avec la nouvelle société créée par le gouvernement français pour gérer l'utilisation de TDF 1. » Rappelons que l'Agence Havas, alliée à un groupe d'affaires belge, détient la majorité au sein de la CLT. Mais M. Rousselet espère que « les autorités luxembourgeoises (retro)verront » le chemin de la sagesse et de l'Europe ».

Mort

de Jean-Jacques Leblond

Jean-Jacques Leblond, cinquante-huit ans, grand reporter au Figaro depuis 1959, est mort d'une crise cardiaque alors qu'il se rendait par le train à Chambéry, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 juin.

[Après avoir débuté au Dauphiné libéré, Jean-Jacques Leblond, de son vrai nom Jean-Jacques Dufourmet, était entré au Figaro voici vingt-cinq ans. Infatigable, il avait depuis lors couvert beaucoup des grands événements du dernier quart de siècle, de l'Espagne à Liban, où il était encore récemment, en passant par l'Algérie, le Congo, l'Irlande, le Tchad, etc.

Après avoir projeté de passer quelques jours de vacances en famille, Jean-Jacques Leblond devait, une fois de plus, s'envoler, en cette fois à destination de la Nouvelle-Calédonie. Nous gardons de lui le souvenir d'un gentleman, dont le flegme parfois sarcastique dissimulait la grande générosité de cœur, et le souvenir d'un grand, d'un vrai professionnel. — J.-M. D.-S.]

CORRESPONDANCE

La télévision et la guerre d'Indochine

Nous avons reçu de M. Jean-Jacques Beucher, ancien secrétaire d'Etat dans le gouvernement de M. Barre, ancien prisonnier du Vietnam, de 1950 à 1954, la lettre suivante :

Dans son article intitulé « L'honneur d'un journaliste », paru à la page 6 du Monde du mercredi 16 mai 1984, M. Patrice de Beer m'accuse d'avoir « injurié » M. Henri de Turenne au cours du face-à-face organisé par Antenne 2, le lundi 14 mai, à propos de l'Indochine.

Usant de mon droit de réponse :

1) Je maintiens que les émissions de M. de Turenne sur l'Indochine « servent » le régime de Hanoi, dont la presse, d'ailleurs, se félicite de l'événement.

2) Je maintiens que M. de Turenne, faisant du faux avec du vrai, ne rappelle les communistes politiques, camps de captivité du Vietnam, où j'ai été « rééduqué » pendant quatre ans.

3) Mais il ne s'agit nullement d'« injures » : de ma part, ce sont des reproches, de douloureux reproches. Je laisse à M. Patrice de Beer la responsabilité d'estimer qu'il est « injurieux » de servir Hanoi et de ressembler à un commissaire politique.

[Lettre à M. Beucher de ne pas considérer comme « injures » mais comme « reproches » les propos qu'il a tenus à Henri de Turenne, tandis que le contexte dans lequel il les a proférés et le ton qu'il a employé ne laissent guère de doute : il ne s'agissait pas, surtout de la part d'un ancien prisonnier du Vietnam, d'un compliment ! — F. de B.]

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 11 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Cinéma : le Bataillon du ciel. Film français d'A. Esnary (1946), avec P. Blanchard, R. Lefèvre, R. Bassières, J. Wall, A. La Gall (N.). Première époque : Ce ne sont pas des rois. — En 1944, un groupe de parachutistes des Forces françaises libres s'entraîne, dans un village anglais, en vue du débarquement. Schmitt de Joseph Kessel, d'après une histoire vraie. Des personnages fortement typés et, d'une certaine manière, exemplaires, Blanchard en tête. Exaltation du patriotisme. Suite la semaine prochaine.

21 h 55 Étoiles et voiles. Magazine du cinéma de M. Jonando et F. Mitterrand. Les « Beurs » ou les oubliés du cinéma français.

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Dame de pique. Opéra en trois actes et sept tableaux de Tchaïkovski, créé pour la première fois le 19 décembre 1890 au Théâtre Mariinski de Saint-Petersbourg, sur une histoire « saisissante » de Pouchkine. Interprété par le Bolchoï, mise en scène L. Barzov, direction musicale Y. Simonov. Avec T. Milachkina, Y. Masourov, E. Oboznenov.

23 h 35 Journal.

23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle Dominique Sanda) : 1900 (1^{er} acte). Film italien de R. Rossellini (1976), avec R. Lancaster, S. Hayden, R. de Niro, G. Depardieu, D. Sanda, L. Betti, S. Sandrelli. En 1900, le petit-fils d'un grand propriétaire agricole d'Emilie nait le même jour que le petit-fils du métayer. Commandes d'enfance, ils vivent, à l'âge adulte, le cours de l'histoire italienne. La première partie se termine sur les débuts du fascisme. Œuvre ambitieuse, lyrique, dramatique, classant les événements historiques, les luttes de classes, les changements sociaux.

politiques, à partir des rapports de deux hommes. Griserie de filmer et de diriger des acteurs internationaux.

23 h 15 Journal.

23 h 35 Thalassa. Magazine de la mer de G. Peracaud.

Echec en bois. Reportage de Daniel Grandclément et Robert Pauly sur la mort des chantiers de construction des bateaux en bois.

0 h 20 Prélude à la nuit. Musique baroque latino-américaine du dix-septième et du dix-huitième siècle : Xacara (Bolivie), de M. Manuel, interprétée par l'Agrupacion Musica, sous la direction d'Enzo Gioia.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 11 Sol Lewitt.

17 h 25 De bouche à oreilles (à La Rochelle).

17 h 40 Copy art.

18 h 10 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

18 h 30 Protection des monuments anciens.

18 h 55 Atout Pic.

19 h Informations.

19 h 35 Eugène Bézouze ou le rire du centenaire inconnu.

19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'antre scène, ou les vivants et les défunts : Tocqueville et les deux démocraties.

21 h 50 Livre parcouru : humour musical.

23 h 30 Notes magiques : Philippe Ariès.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 4 juin 1984 au Théâtre musical de Paris) : A la mémoire des victimes d'Hiroshima, par un orchestre et un chœur. Concerto pour violon et orchestre de Penderecki, par l'Orchestre de la Philharmonie de Cracovie, dir. K. Penderecki ; sol. K. Kulka, violon, E. Stefanski-Lukowicz, clavier.

23 h Les œuvres de France-Musique : Médiocrité, œuvres de Martini, Delmot, Clément, par Vanni-Marcoux.

Mardi 12 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

11 h 15 TF 1 Vision plus.

11 h 50 Les jeux.

12 h 15 Atout cœur.

12 h 40 Télé-foot.

13 h Journal.

14 h 45 Portes ouvertes : Hand Rescoat.

14 h 50 Série : Les Américains, année 30.

14 h 50 Série : Les Américains et nous.

15 h 50 Santé sans nuages.

Émission de M. Mérouze.

Plus loin sur la beauté et la santé d'été ; méditations d'été ; mots pour mieux ; le jardin de la santé (ail, persil).

17 h 25 Histoire naturelle.

17 h 25 Le village dans les nuages.

Émission pour les enfants de Christophe Lard.

17 h 45 Série : Quand la liberté venait du ciel.

18 h 15 Presse-citron.

18 h 25 Hip-hop.

DECouvrez LE NOUVEAU
MICHEL DELPECH
"LOIN D'ICI"
dans l'émission
JOUR J

18 h 50 Jour J.

19 h 15 Dessin animé : Spiderman.

19 h 25 Campagne pour les élections européennes.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (Magazine de l'INC).

20 h 35 Édition spéciale : Les choix d'Israël en question.

Émission de la rédaction de TF1 animée par A. Sincère.

En direct de Jérusalem, à cinq semaines des élections législatives, les grands enjeux politiques qui concernent l'Europe et le Proche-Orient. Des questions : l'avenir de la Cisjordanie ? Y a-t-il une crise morale en Israël ? Le Likoud peut-il garder le pouvoir ? Les réponses de M. Itzhak Shamir, premier ministre, et Shimon Peres, leader de l'opposition.

21 h 55 Vagabondages : Spécial Félix Leclerc à Québec.

Émission de M. Sore et R. Gloguol.

Avec Yves Duteil, Michèle Bernard, Claude Léveillée, Marie-Chère Seguin, Sylvain Léthier.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 ANTOPE.

12 h 30 Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.

13 h 35 Feuilleton : L'appartement.

13 h 50 Aujourd'hui la vie.

14 h 55 Série : Le voyage de Charles Darwin.

14 h 48 Reprise : La chasse aux trésors.

17 h Entre nous.

De L. Bérier.

Montreal : moi aussi je parle français.

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Le théâtre de Boulevard.

19 h 25 Campagne pour les élections européennes.

20 h Journal.

20 h 25 Football : France-Danemark.

Championnat d'Europe des nations. En direct de Paris des Princes.

22 h 25 Météo cinéma.

Avec Pierre Trabaud, Jean Lefebvre, Sabine Azema, Jane Birkin, Pascale Ricard, Omar Sharif.

23 h 30 Journal.

23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.

Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma : Avalanche Express.

Film américain de M. Robson (1978), avec L. Marvay, R. Shaw, L. Evans, M. Schell, J. Vanth, H. Buchholz.

Des agents des services secrets américains assurent la protection d'un chef du KGB qui a fui Moscou pour sauver la paix mondiale, dans un train allant de Milan en Hollande, en passant par la Suisse. Absurde félicité d'exploration, avec séquences de catastrophes, dont une avalanche provoquée. A prendre, comme en dit, au « second degré ».

22 h 5 Journal.

22 h 30 Campagne pour les élections européennes.

22 h 50 Parole de région.

Lorraine-Champagne-Ardenne. La forêt lorraine : l'entreprise Westrock.

23 h Football.

Résultats des rencontres pour le championnat d'Europe des nations.

23 h 15 Prélude à la nuit.

Sonate pour clarinette et piano, de Poulenc, par Guy Dangay (clarinette) et Jean Kourner (au piano).

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 10 Cycle policier : le Chien de Rio.

Film de Robert Siodmak, avec J. Berry, J.-P. Aumont, M. Dali, S. Prin.

18 h 55 Atout Pic.

19 h Informations.

19 h 35 Feuilleton : Une fille du Régent.

19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

19 h 50 Musique : Black and blue (Cherokee et le jazz).

22 h 5 Agora.

22 h 45 Panorama : les Juifs, les Polonais et Solidarnosc.

23 h 35 Présence des arts : « le miroir », texte d'A. Genon.

23 h 40 Disque.

23 h 40 Un livre, des voix : « Cette mort qui va, vient et revient », de Virgil Tansat.

23 h 50 Musique : des trios et des œuvres (aux amis de la musique de chambre) [et à 21 h 50].

16 h 5 Les yeux de la série : portrait de cine (Blaise Cendrars) : à 16 h 35, Martindale ; à 16 h 50, Moleur ; à 17 h 15, L'autre rive (les Arméniens d'Alfortville) ; à 17 h 40, Terre des merveilleux.

18 h 16 Le cri du bonnet.

18 h 20 Feuilleton : Martin.

19 h 25 Jazz à l'ancienne.

19 h 30 Sciences : histoire des origines (histoire de dinosaures).

20 h 5 Les enjeux internationaux.

20 h 30 Dialogues franco-allemands : histoire et littérature. Avec H. Mulisch et Marek Halter.

21 h 45 Lectures, textes de Philippe Soupault.

21 h 50 Musique : des trios et des œuvres (aux amis de la musique de chambre) : Wiener Flöten Trio (œuvres de Weber et Martin).

22 h 30 Naïfs magiques : les mal-aimés.

23 h 15 Poésie intercontinentale, rediffusion d'émissions de Cl. Royet-Jourdet, ce soir Agnès Rouzier.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Concert : Œuvres de Chostakovitch, Schnittke, Franck, par Daniel Safran, violoncelle, Anton Ostrov, piano.

23 h 32 Répertoire contemporain : Tomas Marco.

14 h 30 Les enfants d'Orphée : voyage à travers l'impossible.

15 h Musiciens à l'œuvre : « Chère Croix » : œuvres de Fauré, Bréville, Duparc, Debussy, Ravel, Roussel, Caplet, Poulenc.

18 h 5 L'après-midi.

19 h Le temps de jazz : portrait d'un jazzman ; Intermède : Feuilleton « Tout Duke ».

20 h Premières loges : œuvres de Verdi, Giordano, par Titta Ruffo, baryton.

20 h 30 Concert (donné le 6 juin 1984 au Théâtre musical de Paris) : le Carnaval romain, ouverture de Berlioz, Concerto pour piano et orchestre en la mineur de Grieg par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. R. Foster, sol. R. Lupo, piano ; Entracte : Moments musicaux, de Schubert ; Symphonie n° 5 en mi mineur, de Tchaïkovski.

23 h 50 Les œuvres de France-Musique : à 23 h 10, Jazz-Club.

ENCORE DISPONIBLE

Le Monde

dossiers et documents

1973-1983

DIX ANS DE CRISE

DÉCEMBRE 1983 - NUMÉRO SPÉCIAL
EN VENTE AU MONDE

BON DE COMMANDE 1973-1983
DOSSIERS & DOCUMENTS DIX ANS DE CRISE

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

M.O.

Nombre d'exemplaires X 6 F (frais de port inclus) = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde
Service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Le Monde
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Pour réussir, dépliez-vous!

Prenez votre véritable dimension: celle des vrais professionnels de la gestion. Ceux qui savent le faire. Ceux qui ont quelque chose de plus.

Par exemple, d'avoir obtenu le diplôme du programme de formation polyvalente en gestion.

Administration de l'Entreprise

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, dans un climat et avec des méthodes d'entreprises.

La prochaine session débute en octobre 1984. Vous pouvez encore être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis. Il vous suffit de demander sans engagement un dossier complet d'information.

ECAD Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue de Bayonne 4,
CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. (021) 221 511

SOCIAL

Les présidences des caisses de sécurité sociale

Domination des syndicats « réformistes » avec l'appui du CNPF

Le choix des responsables des caisses de sécurité sociale régionales et locales, qui a pris plus de sept mois (1), se traduit par un succès sur toute la ligne des organisations syndicales « réformistes » (CFTC, CGC, FO), qui obtiennent ensemble 85 % des présidences (224 sur 262) des caisses d'assurance-maladie et d'allocation familiales (CAF), Force ouvrière, à elle seule, en détachant plus de la moitié.

Ce succès, obtenu avec l'appui des employeurs (CNPF, CGPME), a fait deux catégories de victimes. D'abord la CGT et la CFDT, pratiquement exclues des responsabilités : la CGT n'a obtenu que deux présidences (la caisse primaire de Guéret et une caisse de sécurité sociale d'outre-mer) et trois vice-présidences ; la CFDT, que cinq vice-présidences (2), alors que ces deux organisations étaient arrivées respectivement au premier et au troisième rang lors des élections du 19 octobre. Ensuite, l'Union nationale des associations familiales

(UNAF), qui ne préside plus que deux caisses d'allocation familiale, contre vingt-cinq à la veille des élections, et les travailleurs indépendants, qui n'en président que six au lieu de douze. En revanche, la Fédération nationale de la Mutualité française, nouvelle venue dans les conseils des caisses primaires, y obtient cinq présidences.

Avec 134 présidences (contre 51 auparavant), FO dominera les caisses de sécurité sociale (comme le CNPF avant les élections), notamment dans la branche maladie : la caisse nationale, 10 caisses régionales (sur 17) et 82 caisses primaires (sur 133), auxquelles il faut ajouter 41 caisses d'allocation familiales. CGC et CFTC obtiennent un nombre de présidences presque égal. La CGC en aura 49 (contre 26 auparavant) : la Caisse nationale vieillesse, deux caisses régionales (Toulouse, Limoges), 19 caisses primaires, 26 caisses d'allocation familiales ; la CFTC 45 (contre 14 auparavant), surtout dans le secteur famille (elle y présidera la caisse nationale et 28 caisses locales).

A cela, il faut ajouter d'autres postes de responsabilité, comme les vice-présidences de caisses ou les présidences des commissions importantes que ces trois organisations ont « trustées » : par exemple la CGC détient 22 vice-présidences (sur 20 auparavant) dans la branche maladie, FO et CGC 16 chacune.

Le CNPF avait décidé de ne pas accepter de présidence dans les nouvelles caisses d'administration, où les employeurs n'avaient plus qu'un peu plus du quart des sièges au lieu de la moitié, mais certains employeurs se sont laissés éblouir par l'appui des syndicats « réformistes » lorsque ceux-ci ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur un « bon » candidat ; le CNPF détient donc 20 présidences (contre 127 auparavant), celle de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS), chargée de la gestion du personnel sur le plan national, 4 caisses régionales (Bordeaux, Lille, Marseille pour la maladie, et la caisse vieillesse de Strasbourg), 6 caisses primaires et 9 caisses d'allocation familiales. En outre ont « effacé » relatif est compensé par 132 vice-présidences au lieu de 94 (8 caisses régionales, 7 caisses primaires, 47 caisses d'allocation familiales), l'appui des administrateurs patronaux ayant été décisif.

Formation des jeunes : la CGT désapprouve l'attitude du gouvernement. — Absente de la réunion qui s'est tenue le 7 juin à l'hôtel Matignon, avec les signataires de l'accord d'octobre 1983 (FO, CFDT, CFTC, CGC, CGPME et CNPF) sur la formation professionnelle en alternance, la CGT a fait connaître, le 8 juin, son opposition aux décisions qui ont été prises (le Monde du 9 juin). « Il semble impensable que le gouvernement s'engage sans avoir recueilli l'avis de la CGT », indique M. Oswald Calvetti, membre de la Commission exécutive de la CGT, dans un communiqué, en estimant qu'« il ne doit pas céder au chant patronal qui se poursuit depuis des mois ». Sur tous les points en discussion, la CGT maintient sa position, affirmant que « le patronat aurait les mains libres pour renouveler les stages parking », et rejette les stages d'initiation et d'adaptation prévus dans l'accord.

REVALORISATION DU TAUX DE REMBOURSEMENT DE L'AIDE MÉNAGÈRE AUX PERSONNES AGÉES Les fédérations nationales d'aides-ménagères ont marqué leur satisfaction, au cours d'une conférence de presse, le 5 juin, à l'annonce de la publication — au Journal officiel du 6 juin — d'un décret portant relèvement du taux horaire maximum de remboursement de l'aide ménagère à domicile par l'aide sociale à 57,35 F pour la province et à 59,35 F pour la région de l'Île-de-France, ce qui met fin à six mois d'incertitude. Ce taux de remboursement, qui prend en compte les charges salariales et les frais de gestion, représente, en effet, l'unique ressource de ces associations gérées par des bénévoles. La revalorisation aura un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1984.

DÉCENTRALISATION

Les communautés urbaines demandent une aide accrue de l'Etat pour la sécurité

Les représentants des communautés urbaines se sont réunis à Brest (Finistère) les vendredi 8 et samedi 9 juin pour confronter leurs expériences et faire un premier bilan de la décentralisation.

De notre envoyée spéciale

Brest. — Les neuf communautés urbaines étaient représentées à ces journées d'études : Cherbourg, Le Mans, Brest, Le Crenson, Montceau-les-Mines, Lyon, Strasbourg, Lille, Dunkerque et Bordeaux. Les conséquences de la décentralisation sur les compétences des communautés ont été au centre des débats sur l'urbanisme, les finances, les transports urbains, la sécurité et l'enseignement. Dans le domaine financier, les représentants des communautés se sont félicités de l'augmentation de la dotation globale d'équipement (versée par l'Etat), mais ont réaffirmé qu'ils ont refusé de payer la TVA sur ces subventions.

En matière d'éducation, les conséquences de la décentralisation ont

été dénoncées. Les communautés urbaines ne bénéficient plus de subventions pour entretenir les lycées et les collèges, qui sont désormais à la charge des départements. Les communautés urbaines ont, d'autre part, demandé à être consultées pour les permis de construire afin de veiller à l'application stricte des plans d'occupation des sols.

En matière de sécurité, les élus ont proposé la création de compagnies de sécurité civile et demandé le renforcement des aides de l'Etat. A cet effet, ce dernier pourrait, par exemple, reverser aux communautés urbaines une partie des taxes qu'il perçoit sur les compagnies d'assurances.

M.-C. R.

pour l'élection de présidents « réformistes ». Avec moins de responsabilités directes qu'auparavant, le patronat aura donc presque autant d'influence dans les conseils d'administration. D'autant qu'il continuera de recouvrer des cotisations, branche où il avait souhaité conserver les postes qu'il occupait. Avant les élections, il y détenait 58 présidences (sur un total de 105) ; sur 71 URSSAF installées aujourd'hui, il en préside d'ores et déjà 48, contre 14 pour la CGC, 5 pour FO, 4 étant allées à des travailleurs indépendants.

Aussi la CGT vient-elle, dans un communiqué, de réclamer une nouvelle loi qui lors des prochaines élections donne « des conditions plus

favorables au respect du principe de la gestion par les représentants des salariés » ; elle demande la suppression du paritarisme patronal-syndical dans les organismes où il existe encore.

G. H.

(1) Ne sont pas encore « installées » les deux caisses d'allocation familiales des marins de commerce et de la pêche maritime, la caisse primaire de la bétellerie, celle de Châtel (à la suite d'un conflit local) et les deux caisses (maladie et allocation familiales) de Limoges (Haute-Vienne) par suite de retards dans la désignation de la « personnalité qualifiée » choisie parmi les employeurs.

(2) Il s'agit de postes de « premier vice-président » certaines caisses ayant désigné plusieurs vice-présidents.

Mise en garde gouvernementale contre les dépassements d'honoraires médicaux

Plusieurs syndicats médicaux ayant invité leurs adhérents à appliquer pour les visites à domicile des tarifs d'actes d'urgence ou de « dépassements exceptionnels » pour « exigence particulière du malade », le ministre de l'économie et celui des affaires sociales, dans une lettre commune à la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et à la Fédération des médecins de France (FMF) menacent les médecins de mesures de rétorsion. Ils rappellent que le recours systématique au « dépassement exceptionnel » ne traduit pas seulement l'esprit et l'équilibre conventionnels mais constitue également une pratique illicite passible de sanctions pénales ; ils annoncent que, dans l'hypothèse où de tels comportements persisteraient, ils leur feraient « inévitablement des conséquences soient-elles, comme elles l'ont été en pareil cas pour d'autres professions, lors des prochaines négociations tarifaires » et que la situation ne favoriserait pas les discussions entre les médecins, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux en vue de la prochaine convention entre médecins et Sécurité sociale.

La CSMF, qui n'a pas été surprise par une telle lettre — ses responsables avaient au cours des récentes assemblées générales rappelé les problèmes soulevés par l'application de « tarifs syndicaux », — annonce que « la profession ne se laissera pas ébranler » et « fera échec aux mesures d'intimidation et aux menaces par l'union et la force syndicale ». Elle justifie l'attitude des médecins et des syndicats médicaux par « le contenu aberrant du dernier avenant tarifaire », (qui renvoie à janvier 1985 l'augmenta-

tion de la visite du généraliste : « Comment les malades ne multiplieraient-ils pas les appels à partir du moment où la faible différence d'honoraires les y incitera ? Face à l'accroissement de leurs frais de déplacement, comment les médecins pourraient-ils ne pas utiliser toutes les ressources conventionnelles ? »

LA FMF HOSTILE A LA « MUTUALISATION » DES DÉPENSES DE SANTÉ

La Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) rejette, dans un communiqué, les suggestions de M. Christian Pignatelli, PS, rapporteur général de la commission des finances à l'Assemblée nationale, en faveur d'« une mutualisation de certains risques et pour certains types de revenus » (le Monde du 6 juin). « Une telle orientation, selon la FNMF, accroîtrait les inégalités devant la maladie » et « augmenterait les risques d'une commercialisation de l'assurance-maladie et la santé aux dépens de la solidarité nationale ». A la suite de rencontres de la FNMF avec le PC (le 6 juin) et le PS (le 8 juin), les deux partis ont affirmé leurs convergences de vues avec la FNMF. Dans des communiqués communs, ils ont souligné leur attachement à la solidarité nationale, « fondement du système de protection actuel », que la sélection des risques pratiquée par l'assurance remettrait en cause. Ils ont aussi affirmé leur accord avec le FNMF pour condamner les dépassements de tarifs conventionnels.

AFFAIRES

LE GROUPE ITALIEN ZANUSSI NEGOCIE UN MORATOIRE DE SES DETTES

Avec les BANQUES ITALIENNES Le groupe Zanussi, numéro un de l'électroménager italien, va entamer cette semaine des négociations avec les banques pour résoudre sa lourde dette de 5 milliards de francs français. Incapable de faire face à ses échéances, Zanussi va tenter d'obtenir d'abord auprès des banques italiennes un crédit de secours de 18 millions de dollars nécessaires immédiatement pour payer des intérêts aux banques étrangères. Ensuite, le groupe aura besoin d'un moratoire de ses dettes italiennes.

A plus long terme, le sauvetage de Zanussi passe par la vente d'activités hors électroménager, par des suppressions d'emplois (le groupe compte vingt-deux mille salariés) et par un montage financier indispensable sur le capital, qui n'est aujourd'hui que de 400 millions de francs. Après plusieurs années de pertes, dont encore 700 millions de francs en 1983, Zanussi se trouve aujourd'hui en situation nette négative et devrait en toute logique déposer son bilan. La concrétisation de ce plan s'avère néanmoins difficile.

Textile en baisse. — La production de l'industrie textile française a diminué de 1,5 % en 1983, par rapport à 1982. L'union patronale indique que le chiffre d'affaires — 90 milliards de francs — a augmenté de 7 %, et que les investissements ont progressé de 25 %, et ce pour la deuxième année consécutive. C'est grâce au dispositif d'allègement de charges sociales que les firmes du textile ont pu accroître sensiblement leurs dépenses de modernisation des outils de production. Les effectifs employés par la branche (280 000 en 1983, selon l'UNEDIC) ont diminué de 2 % en un an.

L'EMPIRE WALT DISNEY POURRAIT ÊTRE DÉMANTÉLÉ AUX ÉTATS-UNIS

M. Saul Steinberg, financier new-yorkais qui tente depuis plusieurs mois de prendre le contrôle du groupe Walt Disney, a reçu l'appui de plusieurs investisseurs dont M. Kirk Kerkorian, propriétaire majoritaire de la MGM, une « major » du cinéma, et de la société d'investissement Fisher Financial and Development. Une société holding a été créée, la MM Acquisition (« MM » pour Mickey Mouse), dont M. Kerkorian et la Fisher ont pris chacun 20 %. Cette holding se propose de racheter, soit 49 % de Walt Disney au prix de 67,5 dollars l'action, soit encore 100 % au prix de 72,50 dollars l'action, le coût de l'acquisition s'élevant dans ce cas à 2,75 milliards de dollars.

Si M. Steinberg réussit son opération, l'« empire » Walt Disney serait démantelé comme il l'a expliqué à la Securities and Exchange Commission (SEC), équivalent américain de la Commission des opérations de bourse : M. Kerkorian reprendrait les activités cinématographiques du groupe et la Fisher les parcs d'attractions de Floride et de Californie.

La direction de Walt Disney s'oppose — en cherchant à diluer le capital — à la prise de contrôle du groupe par M. Steinberg.

Micro informatique : IBM baisse ses prix. — Le numéro un mondial de l'informatique a réduit de 18 à 23 % les prix de ses ordinateurs personnels, notamment du PC Junior. Les nouvelles versions de base du PC contiennent désormais des mémoires de 256 kilobits au lieu de 64. Elles sont vendues 2 520 dollars. Quant au Junior, son prix est abaissé de 699 dollars à 599. Toutefois, IBM n'a pas modifié le clavier de ce modèle, objet de critiques de la part des utilisateurs.

ORGANISME LIÉ À LA CGT

Tourisme et Travail licencie

Tourisme et Travail s'apprête à licencier. Un comité d'entreprise convoqué pour le 8 juin a examiné « un projet de réduction des effectifs du siège » touchant quarante-cinq personnes sur un effectif de cent soixante et onze salariés, non compris les vingt-quatre « politiques » qui dirigent l'importante fédération. Tourisme et Travail, un organisme lié à la CGT qui fournit des prestations de tourisme social aux comités d'entreprises, notamment, n'est pas une entreprise comme les autres. La procédure de licenciement qu'elle emploie non plus, puisque les parties prenantes de la décision — employeurs, salariés et fédération syndicale du commerce — appartiennent, toutes, à la CGT.

Ni les uns, ni les autres ne tiennent spécialement à évoquer l'affaire et c'est ainsi que M. Purita Torrè, l'un des représentants de la section CGT des employés répond, sèchement, que « nous n'avons pas décidé de faire appel à la presse », quand on l'interroge. Tout au plus reconnaît-elle que des licenciements sont effectivement envisagés, « comme dans beaucoup d'entreprises en ce moment » mais qu'il n'est « pas question de faire une conférence de presse ». Quant à M. Bruno Meynet, le nouveau secrétaire général de Tourisme et Travail qui vient de remplacer M. Daniel Briard, « démissionné » le 30 mai dernier, il fait simplement savoir qu'il communiquera « des informations en temps utile ».

Il faut dire que tant de discrétion s'explique aussi par les circonstances. En décembre 1983, encore, la fédération Tourisme et Travail tenait son congrès à Genève où un ton triomphaliste et recrutait neuf « politiques » de plus. Deux mois plus tard, pourtant, la même direction informait les élus du comité d'entreprise que Tourisme et Travail connaissait des difficultés et que le pire serait à craindre « si nous étions une entreprise capitaliste... ». Des chiffres alarmants commencent à circuler à propos d'un déficit évalué à 23 millions de francs — pour un chiffre d'affaires à peu près équivalent — ensuite ramené officiellement à 9 millions dans le bilan de 1983, semant la panique parmi le personnel, très démobilisé. A la même époque aussi, alors qu'on parlait beaucoup d'une cinquantaine de licenciements, les sections syndicales CGT cadres et employés préparaient un contreplan, préconisant des activités nouvelles.

Puis ce fut le silence, comme si les difficultés s'étaient évanouies. Tourisme et Travail tournant au ralenti, les responsables techniques des services perdant leur autonomie face aux « politiques », de plus en plus présents dans la gestion quotidienne. Chacun savait bien que cette torpeur se terminerait fatalement par un coup d'orage : il éclata le ven-

dredi 25 mai, un quart d'heure avant la fermeture des bureaux, quand les élus au comité d'entreprise reçurent une modification de l'ordre du jour de la prochaine réunion, annoncée pour le 30 mai.

« Conflit de famille »

Dès lors, les événements se précipitèrent, puisque le « projet de réduction des effectifs » prévoyait 45 licenciements (26 chez les ouvriers et employés, 7 pour les agents de maîtrise, 9 chez les cadres et 3 chez les cadres supérieurs) s'accompagnant d'un plan social envisageant des préretraites, des actions de formation et des aides aux reclassements. Les sections syndicales, décontenancées, firent appel à la fédération du commerce CGT, qui, apparemment, n'avait cessé d'avoir des contacts avec la direction de Tourisme et Travail. Le personnel décida, le 29 mai, d'investir les lieux et demanda aux « politiques » d'annuler le comité d'entreprise du lendemain.

Le 30, ce conflit de « famille » atteignait son comble. Par une note, la direction « politique » faisait savoir qu'un nouveau secrétaire général était nommé, M. Bruno Meynet, et que celui-ci présiderait le comité d'entreprise consacré à l'examen du seul « bilan légèrement déficitaire ». Une assemblée générale du personnel était également convoquée. Ce fut l'occasion de se livrer à une campagne de dénominations contre ceux qui se seraient rendus coupables d'indiscrétions en alertant la presse. Cela permit aussi à la direction de déclarer : « Nous maintenons notre projet de réductions d'effectifs... que nous mettrons en œuvre plus rapidement ». Depuis, on attendait la convocation de la nouvelle réunion du comité d'entreprise. Elle est arrivée le 5 juin.

On peut toutefois se demander comment Tourisme et Travail en est arrivé à cette situation. Parmi les explications, on avance que le personnel était davantage recruté sur des critères militants que professionnels, et que les tentatives pour corriger cet état de fait s'étaient épuisées. Les résultats se dégradant, les « politiques » eurent de plus en plus tendance à s'immiscer dans le fonctionnement de l'organisme, alors qu'ils n'avaient pas toujours les compétences pour le faire. Sur tout, leur nombre, déjà impressionnant, qui venait d'être augmenté pour opérer sans doute une reprise en main, coûtait cher en salaires, frais et avantages divers.

ALAIN LEBLAUD.

MONNAIE

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en millions de francs

ACTIF	Au 30-5
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	391 658
dont :	
Or	258 680
Disponibilités à vue à l'étranger	37 851
ECU	79 810
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 780
dont :	
Créances sur Trésor public	8 240
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMBOURSEMENT	157 629
dont :	
Effets escomptés	90 428
4) ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECOUVRER DU RECOM	76 725
5) DIVERS	10 681
Total	691 656

PASSIF	Au 30-5
1) BILLET EN CIRCULATION	180 471
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	14 024
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 463
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	87 669
dont :	
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution des réserves	19 561
5) ECN A LIVRER AU RECOM	75 238
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	303 919
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	9 904
Total	691 656

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.94 - 745.09.19

البيان 1350

CEE

Marché de l'acier : optimisme prudent de la Commission de Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne fait preuve d'un optimisme prudent dans ses prévisions sur l'évolution du marché sidérurgique des Dix. Elle relève les « réserves encouragées » de la consommation d'acier au cours de ces derniers mois. Dans son programme prévisionnel pour le troisième trimestre de cette année, la Commission estime à 6 % l'accroissement de la demande des industries utilisatrices par rapport à la même période de 1983 (23,5 millions de tonnes, contre 22,1 millions).

Elle prévoit, en outre, une reprise des exportations — notamment vers les Etats-Unis — qui devraient atteindre 5,7 millions de tonnes de juillet à septembre : c'est-à-dire un niveau supérieur aux deux premiers trimestres de l'année et aux trois mois correspondants de 1983. A l'inverse, les importations des Dix enregistreraient une légère baisse, due essentiellement au ralentissement de l'activité économique durant l'été.

Le résultat qui procure le plus de satisfaction à Bruxelles est le retour à des prix « relativement raisonnables ». Excepté ceux des profilés et des poutrelles, les prix des produits sidérurgiques ont augmenté en moyenne, selon les catégories, de

5 % à 10 % depuis le début de 1984. L'amélioration et la consolidation des prix, jugés indispensables par Bruxelles afin d'améliorer la situation financière des entreprises européennes, conduisent la Commission à se montrer prudente en matière de contingentement obligatoire de la production (article 58 du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier). Aussi ne modifiera-t-elle pas, en règle générale, pour le troisième trimestre les quotas par produits actuellement attribués aux sidérurgistes des Etats membres.

MARCEL SCOTTO.

ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

Incertitude sur la croissance en 1985

Les économistes de la Maison Blanche et ceux du Business Council sont en désaccord sur les perspectives de la croissance économique pour 1985 : selon M. Martin Feldstein, l'économiste numéro un de la Maison Blanche, la croissance devrait se poursuivre l'année prochaine.

La croissance de l'économie américaine sera vraisemblablement plus forte cette année que les 5 % retenus dans les dernières estimations officielles ; l'inflation se maintiendra à un niveau raisonnable, a annoncé dimanche 10 juin M. Martin Feldstein. « Tous les indicateurs actuels nous laissent penser que l'expansion va se poursuivre en 1985 à un niveau souhaitable avec une augmentation des revenus et une baisse du chômage », a ajouté le conseiller de M. Reagan.

S'il rejoint M. Feldstein lorsqu'il estime que la croissance va se poursuivre en 1984, le Business Council est plus sceptique sur les perspectives pour 1985 : une incertitude largement généralisée dans le pays prévaut en ce qui concerne 1985 et au-delà « en raison du comportement des taux d'intérêt », indique dans un rapport l'Institut d'études économiques proche des milieux d'affaires. Le Business Council souligne les craintes des experts d'une remontée des taux d'intérêt qui « viendrait mettre un terme à l'expansion économique actuelle ».

Les Japonais épargnent moins et s'endettent de plus en plus

De notre correspondant

Tokyo. — Conséquence d'une quasi-stagnation du pouvoir d'achat depuis plusieurs années, l'épargne des ménages, traditionnellement importante au Japon, est en baisse. L'endettement, en revanche, augmente beaucoup.

Selon des statistiques officielles récentes, la très faible progression du revenu réel disponible (moins de 1 % en moyenne de 1975 à 1982) s'est traduite en 1983 par une croissance minime de l'épargne des ménages, la plus mince depuis plus de vingt ans : 3,3 % soit environ 200 000 yens en moyenne par tête (866 dollars). L'endettement, lui, s'est accru de 20 %.

La moyenne nationale de l'épargne des ménages est chiffrée à quelque 6 millions de yens (environ 26 000 dollars), une récente enquête montre cependant que les deux tiers des salariés disposent d'une épargne très inférieure de 2 à 4,5 millions de yens seulement (8 500 à 20 000 dollars). Par comparaison, la moyenne de l'endettement des ménages a dépassé les 2 millions de yens (environ 8 500 dollars). Dans le cas des ménages ayant contracté des emprunts pour se loger, la moyenne approche les 6 millions de yens (plus de 25 000 dollars) soit autant que l'épargne moyenne des salariés.

Ce dernier chiffre explique l'impossibilité pour de nombreux Japonais de se faire construire une maison, espoir et objectif prioritaire de chaque famille. Cela explique également la prolifération des maisons de prêts usuraires et peut expliquer — en partie — l'augmentation des suicides. Le prix moyen d'une maison (en matériaux préfabriqués et sans chauffage central) dans la zone de Tokyo était estimé en 1982 à plus de onze fois le montant du revenu annuel moyen des salariés, contre sept fois en 1975. De surcroît, une part de plus en plus importante du revenu des ménages est consacrée au remboursement de dettes qui s'alourdissent sans cesse. « De plus en plus de gens tombent dans l'enfer de l'endettement. De nombreuses familles ont purement et simplement péri de ce fait », écrit la centrale syndicale Sohyo dans son Livre blanc 1984, faisant allusion à l'augmentation notable en 1983 des suicides pour des raisons économiques.

Les banques se bornant pour l'essentiel au financement des affaires et prêtant peu aux particuliers, les Japonais sont livrés à des circuits de financement parallèles qui, bien qu'alimentés en sous-main par les banques, peuvent également pratiquer des taux d'intérêt allant jusqu'à 70 %.

R.-P. PARINGAUX.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Protocole d'accord pour la reconnaissance de l'usine de L'Argentine. — Pechiney a annoncé, le 7 mai, qu'il venait de signer un protocole d'accord avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Association pour le développement de la région de L'Argentine (Hautes-Alpes). Cet accord confirme les décisions prises par les différentes parties le 19 mai (le Monde du 22 mai) : création d'un comité de pilotage pour la reconnaissance de la vallée, reclassement ou mutation des salariés, investissement de Pechiney à hauteur de 70 millions de francs sur le site et, si nécessaire, mise à la disposition des entreprises nouvelles des installations industrielles du groupe Pechiney à L'Argentine.

Énergie

● Un nouveau gisement de phosphates découvert en Mauritanie. — Les réserves d'un nouveau gisement mis à jour dans le sud de la Mauritanie sont estimées à 95 millions de tonnes. La teneur du minerai est de 19 % à 20 % et la production annuelle est évaluée à 4,7 millions de tonnes. Le coût de la mise en exploitation est de l'ordre de 370 millions

de dollars (près de 3 milliards de francs). La recherche a été menée par un consortium regroupant des intérêts mauritaniens, le Bureau de recherches géologiques et minières BRGM-France et la Société sénégalaise des phosphates de Taïba.

● Appel de l'Agence internationale de l'énergie en faveur du charbon. — L'Agence internationale de l'énergie a lancé le 7 mai un appel pour une utilisation accrue du charbon, dont la demande croît actuellement moins rapidement que prévu, l'augmentation pour 1984 étant estimée à 8 %, taux jugé insuffisant après la dépression enregistrée en 1983.

Social

● Chômage technique chez General Motors à Strasbourg. — Des mesures de chômage technique partiel ont été prises par General Motors dans son usine de Strasbourg. Des ateliers vont être fermés du 12 au 16 juin, entraînant la mise en chômage technique de trois cent cinquante salariés. L'usine strasbourgeoise est menacée de rupture de stock par la grève, pour les 35 heures, des métallurgistes allemands qui paralysent Opel, dont l'usine de Strasbourg est un des fournisseurs.

Le Costa-Rica attaque les multinationales de la banane

San-José (AFP). — Le gouvernement du Costa-Rica vient de lancer une attaque en règle contre les multinationales nord-américaines de la banane, les accusant d'avoir la plus grande part de responsabilité dans la crise actuelle en Amérique centrale. Le ministre costaricien de l'agriculture, M. Fernando Morales, a déclaré, le 8 juin, que le moment était venu pour l'Amérique centrale d'obtenir une meilleure rémunération pour son industrie de la banane.

Dans le cadre de cette « offensive », le président de l'Union des pays exportateurs de banane (UPEB) a convoqué une réunion des pays membres pour le 14 juin prochain à San-José. Le but est de parvenir à une uniformisation ainsi qu'à une augmentation de la fiscalité dans les pays producteurs.

Actuellement, une certaine anarchie règne dans ce domaine. Lors de sa fondation en 1974, l'UPEB avait recommandé la création d'une taxe sur l'exportation des bananes (1 dollar par caisse de 18,5 kilos). Toutefois,

la plupart des pays ont été incapables de maintenir ce niveau : le Costa-Rica, premier producteur de bananes, a récemment baissé cette taxe de 95 à 70 cents la caisse. D'autres pays, comme le Honduras ou le Panama, appliquent une taxe de 50 cents la caisse. En Colombie, la taxe est de 39 %.

Les grandes multinationales nord-américaines, United Fruit, Standard Fruit et la compagnie Del Monte, estiment que cette « échelle » fiscale complique leurs activités, et ils réclament un « nivellement » de la taxe par le bas. Selon M. Morales, cette position « conduit à la guerre et au terrorisme ». « Ce n'est pas en abaissant le niveau de vie des Centre-Américains que seront résolus les problèmes socio-politiques de la région ».

Selon des statistiques de l'UPEB, citées par le ministre costaricien de l'agriculture, la hausse de la taxe à 1 dollar la caisse augmenterait les recettes des pays d'Amérique centrale de quelque 75 millions de dollars par an.

ACIERS DE PRECISION POUR INDUSTRIES EXIGEANTES

Pour pouvoir alimenter les chaînes robotisées de l'industrie de demain, les nouveaux aciers exigent des technologies de production rigoureuses aux caractéristiques très précises : aujourd'hui, l'automatisation des procédés sidérurgiques est une réalité.

De la coulée continue aux laminés et aux trains à bandes, l'informatique aide progressivement les hommes à resserrer leurs contrôles.

Contrôle en continu des tôles par ultra-sons, contrôle de profil des poutrelles par lasers, contrôle du laminage à épaisseur optimale par ordinateur... Les ingénieurs du Groupe USINOR vivent intensément une nouvelle génération de l'acier.

Qualité des procédés, des produits, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

USINOR

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. « La PCF tel qu'en lui-même », par Maurice Duverger.
- LU : la mort et le Testament de Jésus, de Franz J. Lenzhardt.
- ÉTRANGER**
- 3-4. **DIPLOMATIE**
5. **EUROPE**
6. **ASIE**
7. **PROCHE-ORIENT**
8. **AFRIQUE**
- POLITIQUE**
- 9-10. **LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES.**
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
11. A Moscou, le premier sommet du COMECON depuis treize ans.
12. La réforme du droit des faillites : « Un palliatif plus qu'un remède », point de vue par Albert Chassignon.
- SOCIÉTÉ**
13. Les suites de l'action de l'ex-FLNC à Ajaccio.
- SPORTS**
14. TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros.
- CULTURE**
15. CINÉMA : la Cité de Tinto Brass.
16. COMMUNICATION
- ÉCONOMIE**
17. SOCIAL
18. CEE
- RADIO-TÉLÉVISION (16)**
- INFORMATIONS**
- « SERVICES » (17) :
- Météorologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés ; Loto ; Carnet (17) ; Programmes des spectacles (15-16).

AU TRIBUNAL DE MILLAU

Un médecin poursuivi pour avortement clandestin

De notre correspondant

Millau. — Une jeune femme de vingt ans, inculpée de s'être fait avorter. Un médecin inculpé d'avoir pratiqué l'avortement et de fausses déclarations volontaires. Le futur beau-père de la jeune femme inculpée de complicité. Voilà le procès — rarissime en France depuis la loi de 1975 sur l'IVG — qui s'est plaidé le 8 juin devant le tribunal correctionnel de Millau (Aveyron).

L'affaire remonte au 24 février 1983. Ce soir-là, vers 19 heures, le docteur Pierre Roubault reçoit dans son cabinet une jeune femme désarmée. Fille d'immigrés italiens, M^{lle} Maria Testa est accompagnée de son futur beau-père, M. Christian Berto. Ce dernier explique que sa future belle-fille a un retard de règles de dix jours et qu'elle veut absolument avorter.

« Elle était comme une bête traquée », dira le docteur Roubault. Il fallait agir vite. L'orienter vers le centre d'IVG de Millau, créé en 1982, et pour lequel il avait misé ? C'eût été alerter la famille, qui ne voulait pas entendre parler d'avortement.

Le médecin choisit une solution « discrète et rapide ». Il connaît bien la méthode du stérilet : il va l'appliquer dans les délais légaux... mais à son cabinet.

« J'ai vécu toute cette entrevue comme un acte humanitaire explicite et, à ce titre, sans prix. J'ai fourni le stérilet gratuitement et n'ai fait payer aucun acte, pas même la consultation habituelle de 65 francs ».

Le lendemain, la jeune fille, fébrile, victime d'une petite hémorragie et pressée de questions, avoue tout à ses parents. Le docteur Roubault transporte alors sa patiente dans une clinique privée. Elle sera ensuite conduite à la maternité de Montpellier et y restera neuf jours. Après la plainte déposée par les parents de la

jeune fille, une information est ouverte qui aboutit à trois inculpations.

Le docteur Roubault estime être victime d'un règlement de comptes. Dès 1964, ce médecin a milité pour la contraception, puis, à partir de 1967, au Planning familial. Ses options de gauche, aux côtés du parti communiste, sont notoire.

Un comité de soutien national animé notamment par le docteur Jacqueline Boslé, présidente de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception, annonce avoir recueilli trois mille signatures.

Le Conseil de l'Ordre et le syndicat aveyronnais membre de la Confédération syndicale des médecins français se sont, pour leur part, constitués parties civiles.

Les avocats du médecin, M^{rs} François Roca et Alain Ottan, ont plaidé la relaxe en se fondant sur l'état de nécessité. Pour eux, ce procès était aussi celui de la pauvreté. Si la jeune femme avait été issue d'un milieu ouvert aux méthodes contraceptives, il n'aurait jamais eu lieu. Le médecin, soulignent-ils, a agi en conscience, même s'il a enfreint la loi.

Le docteur Roubault risque, aux termes de l'article 317 du code pénal, une interdiction d'exercer pendant cinq ans. Le procureur de la République, M^{me} Maryvonne Merrien, a requis contre lui un à deux ans d'interdiction et une peine de trois mois de prison avec sursis. Le même peine a été demandée pour le futur beau-père. Le procureur a souhaité que la jeune femme bénéficie des plus larges circonstances atténuantes. Jugement le 29 juin.

LOUIS LAFABRIÉ.

LE 24 JUIN

Les défenseurs de l'école privée manifesteront à la Bastille

C'est en direction de la place de la Bastille que manifesteront, le dimanche 24 juin, les défenseurs de l'école privée mobilisés par l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL). Au terme d'une discussion de plus de trois heures et

M. JEAN ANDRIEU
(parents d'élèves) :
M. Savary « joue les pompiers de service »

(De notre envoyé spécial)
Valence. — Devant les congressistes de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), réunis le 9 juin à Valence, M. Jean Andrieu, président de cette association, a évoqué les déclarations du ministre de l'Éducation nationale au Monde.

Devant quelque cinq cents délégués représentant les associations départementales de parents d'élèves, il a affirmé : « La loi du pouvoir sur l'enseignement privé n'est pas la nôtre, mais elle est une loi de transition et peut-être un premier pas vers un nouvel horizon de réconciliation et de concorde ». M. Andrieu soulève qu'elle ne soit pas modifiée par le gouvernement.

Le président de la FCPE a provoqué les applaudissements des congressistes en expliquant : « Alain Savary se veut homme de paix, c'est bien. Il n'est pas obligé de jouer sans cesse au pompier de service. Puisse-t-il comprendre qu'il ne fera jamais de Jacques Chirac un socialiste, du chanoine Guibert un laïque tout court, de Pierre Daniel un camarade de combat. Alors, il faut toujours savoir de quel côté on va tomber. Pour un ministre de la gauche, ce ne peut être sur le côté droit ! »

S. B.

dernie, le préfet de police a donné son accord à M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, pour une formule prévoyant des points de rendez-vous place d'Italie, gare Montparnasse, de Lyon, d'Austerlitz, de l'Est, du Nord et Saint-Lazare. De là, les manifestants formeront des cortèges qui convergeront à la Bastille.

Dans une interview accordée au *Quotidien de Paris*, lundi 11 juin, M. Daniel commente en ces termes les récentes déclarations de M. Savary au Monde :

« M. Savary a parlé, il a défendu sa loi. Sur son intention, il n'y a rien à dire. Mais il a oublié absolument de parler des points délicats. Il n'a pas dit un mot de la fonctionnarisation. Il n'a pas dit un mot non plus de l'obligation de financement des communes liées à cette fonctionnarisation. Est-ce qu'il imagine que cet amendement ne résistera pas devant le Conseil constitutionnel ? Nous y verrons plus clair à ce moment-là. »

DÉSIGNÉ COMME ADMINISTRATEUR DU GROUPE NATIONALISÉ

M. Georges Pebereau devrait être nommé président de la CGE

M. Georges Pebereau, directeur général de la Compagnie générale d'électricité, devrait en être nommé président dans les prochains jours. Il figure sur la liste des administrateurs « choisis en raison de leur compétence » publiée dans le *Journal officiel* du 10 juin. Il devrait remplacer M. Jean-Pierre Brunet, président de la CGE depuis février 1982, qui aura soixante-cinq ans en janvier prochain, et n'est pas recommandé dans ses fonctions d'administrateur, donc de président.

Parmi les autres personnalités choisies par l'État, on trouve, outre les représentants des ministères, MM. Alain Buisson, Jean Deffassieux, Bernard Maitenaz, qui étaient déjà administrateurs, ainsi que M. Pierre Papon, directeur général du Centre national de la recherche scientifique, et M. Claude Quin, président de la RATP.

Selon le processus normal, M. Georges Pebereau devrait être d'abord proposé comme président de la CGE lors de la prochaine séance du conseil d'administration, qui réunira les nouveaux administrateurs, notamment les élus du personnel, puis nommé officiellement lors d'un prochain conseil des ministres.

Dans le processus de nomination des PDG du secteur public, seuls de tous les groupes industriels, la CGE posait un véritable problème (*le Monde* du 22 mai).

Considérée comme acquise il y a encore quelques mois, la nomination de M. Pebereau avait suscité, tant à l'intérieur de l'entreprise qu'au sein de l'administration et du gouvernement, une réserve croissante que la récente affaire de la « rente à vie » n'avait fait qu'accentuer. Jusqu'à la fin de la semaine dernière le débat a été animé, certains proposant de reconduire M. Brunet pour quelques mois, le temps de trouver un nouveau « patron » pour la CGE.

Les conseillers de l'Élysée, en charge du dossier, jugeaient, eux, qu'il ne fallait pas remettre en cause le choix arrêté voilà près d'un an, et que M. Pebereau, artisan de l'opération CGE-Thomson dans le téléphone, devait, comme prévu, en assurer la mise en œuvre. Ils ont donc fait prévaloir leurs vues, tout comme ils l'avaient emporté en septembre dernier, contre l'avis de plusieurs

La tentative de putsch du 28 mai en Haute-Volta

UNE VINGTAINE DE PERSONNALITÉS ONT ÉTÉ ARRÊTÉES

Ouagadougou (AFP. Reuter). — Une vingtaine de civils et de militaires ont été arrêtés à la suite de l'échec d'une tentative de coup d'État prévue pour le 28 mai (*le Monde* du 1^{er} juin), a rapporté, dimanche 10 juin, la radio voltaïque. Parmi les personnes appréhendées, auxquelles un communiqué officiel promet une « sanction révolutionnaire », figurent notamment les lieutenants Maurice Ouédraogo, du groupement d'artillerie de la capitale voltaïque, et Moumouni Ouédraogo, ancien aide de camp du général Lamizana, chef de l'État de 1966 à 1980.

Selon les autorités, le « cerveau » du putsch avorté contre le régime du capitaine Sangaré aurait été le colonel Didier Tiendrebogo, ancien maire d'Ouagadougou, dont on ignore le sort. La police assure que les conjurés avaient envisagé de former un gouvernement présidé par une « personnalité résidant à l'étranger ».

FIN DE SEMAINE NOIRE POUR LES CATAMARANS

Le week-end de la Pentecôte a été fertile en rebondissements dans la Transat en solitaire. Samedi 9 juin, à 6 h 28 GMT (8 h 28 en France), Patrick Morvan qui menait largement la course avec ses cinquante-neuf milles d'avance sur Gilles Cabinet, lancé en S.O.S. Son catamaran, *Jet Services II*, venait de heurter un écueil rocheux d'arbre à dent immergé, alors qu'il filait dix-huit nœuds. Sous le choc, l'un des flotteurs s'est explosé. Morvan a perdu plus tard, le récent recordman de la traversée de l'Atlantique nord était recueilli par un cargo britannique, le *Sonair II* mais devait abandonner son bateau.

Gabinot, ne devait être qu'un leader éphémère. Dimanche matin, la corvette *Montcalm*, qui faisait route vers Québec mais s'était détournée sur la demande du ministre de la Défense, M. Charles Hernu, pour expédier l'épave de *Jet Services II*, annonçait que

l'ancien vainqueur de la première Transat en double *Les Bermudes* avait été retrouvé. Son catamaran, *33 Expert*, avait aussi heurté une épave.

C'est le Britannique Peter Phillips qui se retrouve en tête avec son trimaran *Tracemart Searay*, peu après la mi-course. Cet ancien sergent de police de quarante ans devançait dimanche Marc Pejos (*EEF Aquitaine*) de 44 milles et Daniel Gillard (*Nantes-en-Royale*), de 48 milles.

« L'équipe de France de football qui rencontrera le Danemark, le 12 juin au Parc des Princes, pour le match d'inauguration du championnat d'Europe des Nations, aura la composition suivante : Bats — Batistone, Le Roux, Bossis, Amoros — Tigana, Fernandez, Giresse, Platini — Lacombe, Bellone.

CRÉVETTIERS, CREMES FRAICHES ET... IONS LOURDS

En revoyant la Normandie

Crèmes onctueuses qui tiennent 60 % et plus de matières grasses, pâtes épaisses, haras et manoirs, paquebots noyés de brume et de sirènes, vasières du Mont-Saint-Michel, boîtes dantesques qui arpentent les « planches », râteaux et cravettiers : la Normandie vers laquelle se tournent aujourd'hui les regards commémoratifs est encore celle de ces images. Mais pas seulement celle-là. Les « boys » qui l'ont découverte dans l'aube du jour le plus long la trouveraient aujourd'hui bien changée.

Basse-Normandie, chef-lieu Caen, formée de trois départements : la Calvados, l'Orne, la Manche. Pourquoi « Basse » ? C'est un peu péjoratif. Pourquoi les Normands n'essayeraient-ils pas de transformer l'appellation et de dire Normandie « maritime » ou « occidentale », comme l'ont fait les gens des anciennes Basses-Pyrénées ou de la Loire inférieure devenues « Atlantiques » ou des Basses-Alpes changées en Alpes-de-Haute-Provence ?

Région petite avec 17 589 km², 3,2 % du territoire national, la Basse-Normandie n'a que 1 310 000 habitants, soit 2,45 % de la population française. Région discrète, voire assoupie ? Région amoindrie et

handicapée parce que se souvient, la Haute, avec Rouen, Le Havre et Evreux, même de son côté son propre bonhomme de chemin ?

Toujours marquée, dans les trois départements, par une agriculture prédominante, la Basse-Normandie s'est toutefois considérablement transformée en quarante ans. Le monde agricole et rural lui-même, source et aboutissement de tout, a changé. Le taux de population active agricole est tombé de 50 % à 10 %. Mais, comblée par la nature, l'agriculture n'a pas su profiter de toutes les innovations successives (recherche génétique, lutte contre la brucellose, ramassage, aménagements hydrauliques), et, aujourd'hui, elle se voit dépassée par le Bretagne voisine pour le rendement de lait par vache.

Manque aussi, au chapitre de l'économie, l'achèvement de la modernisation de la route Caen-Cherbourg, pour accéder à ce bout du monde que décrit Didier Decoin dans *Les Trois Vies de Babe Drouot*. Evidemment, les élus (qu'ils soient des collectivités locales ou des chambres consulaires) en veulent toujours plus (un port pour car-ferry à Ouistreham, un deuxième port sur l'estuaire à Honfleur).

Morosité ici, dynamisme là

L'emploi, voilà, ici comme ailleurs, la préoccupation majeure et, surtout, dans le pôle de conversion (l'un des quinze en France) de Caen. Tréfinet, RV, la Société métallurgique de Normandie : trois grosses entreprises qui battent sérieusement l'aile. Après le temps glorieux de la décentralisation, pendant lequel la Basse-Normandie proche de Paris a recueilli les fruits de la politique de desserrement industriel (on a vu arriver Seviem, Citroën, la Radiotechnique et d'autres), il faut penser aujourd'hui à sauver et à renforcer ce qui existe. Certaines industries ont un véritable devoir régional à remplir : c'est le cas par exemple de la Radiotechnique, qui emploie dix mille salariés, est le premier employeur de la région. Tout le monde s'interroge sur la succession de M. Jean Mantel, l'actuel patron. Ou bien d'EDF et de la COGEMA (traitement de déchets nucléaires), qui, dans le nord du Cotentin, sont engagées dans des travaux considérables. Qu'advient-il de la main-d'œuvre lorsque les chantiers seront terminés vers 1990 ?

Le lait et les laitières ? Dans la Manche, le lait procure 58 % du revenu agricole. La baisse des quotas fait très peur dans le bocage, non seulement aux éleveurs mais à toutes les industries annexes ; comme on s'effraie de la situation de Claudat à Ponthébert, où trois cent cinquante licenciements sont attendus d'ici à la fin de l'année.

Pour clore le chapitre de la morosité, une statistique : le taux de chômage était de 11,1 % au 1^{er} janvier 1984 (et 13,1 % dans la Calvados), alors que la moyenne nationale était de 10,3 %. Mais, en un an, l'augmentation du chômage a été plus rapide en France (+ 5,7 %) que dans la région (+ 4,2 %), bien que la Manche « plonge » (+ 9,2 %).

Mais, s'il est vrai, comme le pensait le philosophe Alain, que « le pessimisme est d'humeur et l'optimisme de volonté », il faut alors ouvrir un chapitre « dynamisme ».

« Les exemples de PME qui vont de l'avant ne manquent pas », explique M. Robert Bran-

cha, commissaire à l'industrialisation des régions de Haute et Basse-Normandie. A L'Aigle, un petit imprimeur fait des timbres-poste pour de multiples pays étrangers, et il réussit si bien que l'imprimerie nationale de Paris voudrait travailler avec lui. A Honfleur, un charrier naval, à qui la diversification ne fait pas peur, s'est mis à construire des conteneurs pour expédier la fusée Ariane et des missiles.

Sur trois chapitres au moins, la Basse-Normandie a des atouts à développer :

— Le secteur agro-alimentaire. A ce titre, le contrat de plan qui vient d'être signé contient des engagements importants (modernisation des abattoirs, promotion des cultures légumières, relance de l'élevage porcin et bovin, aménagements fonciers, Institut de recherche biologique appliquée).

— La mer. La Manche, par exemple, a 300 kilomètres de côtes, et l'aquaculture, à de beaux jours devant elle. Le port de Cherbourg tient bien le cap. La pêche n'est pas un métier mort, si l'on sait qu'un matelot, dans le nord Cotentin, peut gagner près de 20 000 F par mois.

— La proximité de Paris. Ce peut être un atout pour les PME qui voudraient quitter Paris tout en y restant. Caen, pôle de conversion industrielle et centre de recherche désormais connu grâce au GANIL (grand accélérateur national des ions lourds), offre des avantages considérables à qui veut y créer des emplois. Le contrat de plan, là encore, prévoit des investissements intéressants.

Puisque l'heure est aux commémorations et aux retrouvailles, comment ne pas évoquer la lancinante question de la réunification des deux Normandies : « J'ai longuement examiné la question, et j'en arrive à la conclusion que cette fusion est souhaitable », affirme M. Michel d'Ornano, ancien ministre, président du conseil régional. Il ajoute : « Vous savez, lorsque je l'ai vue, j'ai la larme à l'œil après avoir pris les précautions et assurances utiles. »

F. GROSCHARD.

"GRAND JURY" RTL- Le Monde

mardi 12 juin **FRANÇOIS DOUBIN** E.R.E. Européenne
mercredi 13 juin **LIONEL JOSPIN** P.S.
jeudi 14 juin **SIMONE VEIL** Union de l'Opposition
vendredi 15 juin **GEORGES MARCHAIS** P.C.F.

animé par
Elie VANNIER
en direct à 18 h 30
sur

RTL

avec André PASSERON
et Bernard SPINOULEX (*Le Monde*)
Gilles LEBLOND, Dominique PENNEQUIN
et Bruno COTÉ (RTL)

Le numéro de « Monde » daté 10-11 juin 1984 a été tiré à 394 111 exemplaires

A B C D E F G